

KINDER MORGAN COCHIN ULC

en tant que vendeur

- et -

Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Finances

en tant qu'acheteur

- et -

KINDER MORGAN CANADA LIMITED

en tant que garant

- et -

KINDER MORGAN, INC.

en tant que garant

- concernant -

**L'acquisition des actions et unités relatives aux affaires du réseau
pipelinier de Trans Mountain et l'agrandissement du réseau pipelinier de Trans Mountain**

ENTENTE D'ACHAT D'ACTIONS ET D'UNITÉS

LE 29 MAI 2018

TABLE DES MATIÈRES

	Page
ARTICLE 1 : INTERPRÉTATION	2
1.1 Définitions	2
1.2 Structure.....	23
1.3 Certaines règles d’interprétation.....	23
1.4 Connaissance	24
1.5 Calcul des délais	24
1.6 Rendement les jours ouvrables	24
1.7 Calcul des intérêts	25
1.8 Devise et paiement.....	25
1.9 Expressions comptables.....	25
1.10 Annexes	25
ARTICLE 2 ACHAT ET VENTE D’ACTIONS ACHETÉES ET D’UNITÉS ACHETÉE	25
2.1 Convention d’achat-vente.....	25
2.2 Prix d’achat et allocation du prix d’achat.....	25
2.3 Paiement du prix d’achat	26
2.4 Date de clôture des rajustements	26
2.5 Rajustement du prix d’achat	28
ARTICLE 3 ARRANGEMENT EN MATIÈRE DE CLÔTURE.....	29
3.1 Clôture.....	29
3.2 Livraisons à la clôture par le vendeur.....	29
3.3 Livraisons à la clôture par l’acheteur	30
ARTICLE 4 CONDITIONS DE LA CLÔTURE.....	31
4.1 Conditions au profit de l’acheteur.....	31
4.2 Conditions au profit du vendeur	33
4.3 Cessation des activités	34
4.4 Effet de la résiliation.....	34
4.5 Renonciation aux conditions de la clôture.....	34
4.6 Défaut de clôture	35
4.7 Efforts raisonnables	35
QUESTIONS RELATIVES À L’APPROBATION DES PORTEURS	35
5.1 Ententes de soutien	35
5.2 Circulaire et réunion.	35
5.3 Sollicitation de procurations et agent de sollicitation	36
ARTICLE 6 DÉCLARATIONS ET GARANTIES	36
6.1 Déclarations et garanties du vendeur.....	36
6.2 Les déclarations et garanties du vendeur en ce qui concerne les entités ciblées	39
6.3 Déclarations et garantie de l’acheteur	59
6.4 Déclarations et garanties de KML et de KMI.....	61

6.5 Survie des déclarations, des garanties et des convenant du vendeur, de KML et de KMI	61
6.6 Survie des déclarations, des garanties et des covenants de l'acheteur	62
6.7 Cessation de la responsabilité	62
6.8 Aucune autre déclaration	62
6.9 Limitations Act	63
ARTICLE 7 COVENANTS	63
7.1 Échanges avec les tiers.....	63
7.2 Transfert de la documentation	66
7.3 Enquête	68
7.4 Risque de perte	70
7.5 Changement et utilisation du nom	70
7.6 Conduite avant la clôture.....	70
7.7 Reprise des activités du PATM et du Plan de travail de 2018 du PATM.	73
7.8 Avis de certaines affaires.....	75
7.9 Approbations réglementaires	76
7.10 Transactions de majoration.....	79
7.11 Réorganisation préalable à l'acquisition.....	79
7.12 Affaires touchant les employés.....	80
7.13 Entente sur la prestation de services de transition	86
7.14 Consentement à l'attribution de contrats partagés.	87
7.15 Affaires touchant les employés après la clôture	87
7.16 Divulgence complémentaire	88
7.17 Covenant de l'acheteur concernant les lettres de crédit en cours en vertu de la convention de crédit.	89
ARTICLE 8 AFFAIRES FISCALES	89
8.1 Préparation et production des déclarations de revenus.....	89
8.2 Société de personnes.....	89
8.3 Livres et registres se rapportant aux impôts	90
8.4 Avis exigé.....	90
8.5 Indemnisation du vendeur	90
8.6 Rajustements fiscaux	91
8.7 Droits de contestation de l'acheteur	91
8.8 Droits de contestation du vendeur	91
8.9 Procédures d'indemnisation	92
8.10 Retenue d'impôt	92
ARTICLE 9 INDEMNISATION	92
9.1 Définitions.....	92
9.2 Indemnisation par le vendeur	93
9.3 Indemnisation par l'acheteur	94
9.4 Seuils et limites.....	94
9.5 Avis de demande	96
9.6 Demandes de tiers.....	96
9.7 Demandes directes.....	98
9.8 Renonciation.....	98

9.9 Obligation de limiter et subrogation	98
9.10 Obligation de remboursement.....	99
9.11 Exceptions à l'indemnisation.....	99
9.12 Exclusivité	99
9.13 Compensation	100
9.14 Fiducie et mandat.....	100
ARTICLE 10 GARANTIE.....	100
10.1 Garanties	100
ARTICLE 11 GÉNÉRALITÉS	100
11.1 Confidentialité des renseignements	100
11.2 Annonces publiques.....	101
11.3 Dépenses	102
11.4 Aucun tiers bénéficiaire	102
11.5 Entente indivisible	102
11.6 Non-fusion	102
11.7 Rigueur dans les délais	102
11.8 Modification.....	102
11.9 Renonciation aux droits	102
11.10 Compétence	103
11.11 Loi applicable	103
11.12 Avis.....	103
11.13 Cession.....	105
11.14 Représentant désigné	105
11.15 Autres assurances.....	105
11.16 Divisibilité	105
11.17 Successeurs	106
11.18 Exemplaires	106
ANNEXE 4.1(1)a)	FORMULAIRE DU BRING-DOWN CERTIFICATE DU VENDEUR
ANNEXE 4.2(1)a)	FORMULAIRE DU BRING-DOWN CERTIFICATE DE L'ACHETEUR
ANNEXE 6.2(3)	CAPITAL SOCIAL AUORISÉ ET ÉMIS

INDEX DES DÉFINITIONS

PBR.....	2	Période de remédiation	8
Comptes débiteurs	2	Date limite de la période de remédiation	8
Proposition d'acquisition	2	Actifs actuels	8
Certificat de décision préalable	2	Passifs actuels	8
Société affiliée	2	Base de données.....	9
Entente	3	Partie émettrice	9
Lois applicables	3	Garantie d'EDC	9
Approbations.....	3	Heure d'entrée en vigueur.....	9
Actifs.....	3	Employés	9
Auditeurs.....	4	Date de l'entrée en fonction.....	9
Régime d'avantages sociaux.....	4	Charges	9
Livres et registres.....	4	Environnement.....	9
Transactions de majoration.....	5	Lois sur l'environnement	9
Affaires	5	Titres de participation	10
Jour ouvrable	5	ERISA.....	10
Propriété intellectuelle des entreprises .	5	Société affiliée à l'ERISA	10
Employés canadiens.....	5	LTA.....	10
Trésorerie et équivalents de trésorerie..	5	<i>Exchange Act</i>	10
Certificat de commandite.....	5	Employés exemptés	10
CFIUS	5	Propriété intellectuelle exemptée.....	10
Approbation du CFIUS	5	Systèmes de TI exemptés.....	10
Circulaire	6	Propositions exemptées	10
Demande	6	Installations existantes de l'ONE.....	10
Clôture	6	Assurance existante de l'ONE	10
Fonds de clôture et équivalents de trésorerie	6	Amendement Exon-Florio	10
Certificats de clôture.....	6	Élargissement du CUP	11
Date de clôture.....	6	Avis d'équité.....	11
États financiers de la clôture.....	6	États financiers.....	11
Endettement de la clôture	6	Date des états financiers	11
Déclarations de clôture	6	Déclaration fondamentale	11
Fonds de roulement de la clôture.....	6	PCGR.....	11
Commissaire	6	Autorité gouvernementale	11
<i>Loi sur la concurrence</i>	6	TPS/TVH	11
Approbation de concurrence	6	Matériel informatique	11
Pertes indirectes	7	Loi HSR	12
Actes constitutifs	7	Approbation HSR	12
Contaminant.....	7	Employé américain inactif.....	12
Contrat	7	Montant accru	12
Convention de crédit visée.....	7	Endettement	12
Installations de crédit visées	7	Auditeur indépendant.....	12
Échec de la PI	7	Groupe autochtone.....	12
ARC	8	Propriété intellectuelle	12
Convention de crédit.....	8	Période provisoire	13
		Systèmes internes de TI.....	13

LTC.....	8	<i>Internal Revenue Code</i>	13
Approbation de la LTC	8	Régime d'épargne de Kinder Morgan.....	13
		KMCI.....	13
Régimes des employés de KMCI	13	Réorganisation préalable à l'acquisition	20
Régime de pension de KMCI	14	Passif préapprouvé.....	20
KMI.....	14	Période préalable à la clôture.....	20
Régime des employés de KMI.....	14	Fonds préliminaires et équivalents de Endettement préliminaire de la clôture	20
POAA de KMI.....	14		
Régime d'intéressement propre aux actions de KMI	14	Fonds de roulement préliminaires de la clôture	20
KML	14	Lois sur la PRP	21
Régime de partage des unités de KML	14	Instance	21
Droits fonciers	14	Accord proposé	21
Régime de pension pour la succession	14	Déclaration du mandataire	21
Accord de commandite	14	Puget LLC.....	21
Contrats de représentation limitée pour le PATM	14	Prix d'achat	21
Indemnité limitée de TM Pipeline LP (convention de crédit visée).....	14	Actions achetées	21
Pertes.....	14	Unités achetées	21
Principal CUP	14	Acheteur.....	21
Réseau principal.....	15	Conseiller de l'acheteur	21
Partenaire de gestion.....	15	Biens immobiliers	21
Période de commercialisation.....	15	Partie destinataire.....	21
Changement négatif déterminant.....	15	Rejet.....	21
Effet négatif déterminant	15	Représentants	22
Contrat déterminant	16	Période d'examen	22
Réunion.....	16	SEC	22
IM 61-101	16	Porteurs	22
Intérêts divers.....	17	Logiciels.....	22
Office national de l'énergie	17	Régimes statutaires	22
Loi sur l'Office national de l'énergie ..	17	Proposition supérieure	22
ONE	17	Divulgaration complémentaire.....	22
Lettre de non-intervention	17	Ententes de soutien	22
Non-résidents	17	Porteurs à l'appui	22
Avis d'intention de résiliation	17	Sociétés ciblées	22
Avis d'opposition.....	17	Entités ciblées	23
Santé et sécurité au travail	17	Fonds de roulement ciblés	23
Cours normal	17	Loi de l'impôt	23
Autres accords	17	Déclarations de revenus	23
Date externe	17	Impôts	23
Parties	17	Demande d'un tiers.....	23
Paiement	17	TM Pipeline LP.....	23
		PATM	23

Régimes de pension	17	Plan de travail de 2018 du PATM ...	23
Régime de réglementation des pensions	18	Réseau de TMPL	23
Permis	18	Projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain.....	23
Contestation permise	18	Indemnité de Trans Mountain en vertu de l'article 15	24
Charges permises	18	Règlement de la transaction.....	24
Personne.....	20	Approbation du règlement de la transaction	24
Renseignements personnels	20	Transactions	24
Période suivant la clôture.....	20	Employés canadiens transférés	24
Employés transférés.....	24	Employés américains	24
Employés américains transférés	24	Vendeur.....	24
Entente de prestation de services de	24	Conseiller du vendeur	24
Transmission.....	24	Fonds de roulement.....	24

ENTENTE D'ACHAT D' ACTIONS ET D'UNITÉS datée du 29 mai 2018

ENTRE :

KINDER MORGAN COCHIN ULC

une société à responsabilité illimitée de la Nouvelle-Écosse

en tant que vendeur

- et -

**SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par le ministre des
Finances**

en tant qu'acheteur

- et -

KINDER MORGAN CANADA LIMITED

une société albertaine

en tant que garant

- et -

KINDER MORGAN, INC.

une société générale du Delaware

en tant que garant

EXPOSÉ :

- A. Le vendeur est une société à responsabilité illimitée de la Nouvelle-Écosse, qui possède toutes les actions émises et en circulation du partenaire de gestion, toutes les unités de partenariat émises et en circulation de TM Pipeline LP qui n'appartiennent pas au partenaire de gestion et toutes les actions émises et en circulation de KMCI.
- B. TM Pipeline LP est propriétaire des actifs et des engagements du réseau de TMPL.
- C. TM Pipeline LP est propriétaire de toutes les participations émises et en circulation de Puget LLC, qui détient les actifs et les engagements de l'oléoduc de Puget Sound.
- D. KMCI emploie tous les employés canadiens et KMI emploie les neuf employés américains requis pour le développement, la construction et l'exploitation du réseau de TMPL.

- E. Sous réserve des conditions suivantes contenues dans la présente entente, le vendeur et l'acheteur souhaitent acheter toutes les actions de KMCI, toutes les actions du partenaire de gestion et toutes les unités de TM Pipeline LP.
- F. L'approbation des actionnaires de KML est une condition de la clôture de la transaction.
- G. KML et KMI tireront des profits économiques importants des transactions visées par la présente entente et souhaitent offrir les garanties du vendeur prévues par la présente.

Pour ces motifs, en contrepartie à titre onéreux et valable, les parties reconnaissent avoir reçu et jugent suffisante la présente entente;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

INTERPRÉTATION

1.1 Définitions. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente entente, y compris à l'exposé de la présente entente, à moins qu'il en soit indiqué autrement :

- (1) « **acquisition** » s'entend de toute proposition concernant toute possibilité : a) de fusion, d'arrangement, de réorganisation, de coentreprise, de consolidation, d'une offre d'achat visant à la mainmise, de l'échange d'actions ou d'opération semblable qui impliquent KML, le vendeur, ou directement ou indirectement toute entité ciblée; b) de vente, de location ou d'autre forme d'aliénation, directe ou indirecte, découlant d'une fusion, d'un arrangement, d'une réorganisation, d'une coentreprise, d'une consolidation, de l'achat ou de l'échange d'actions, ou d'une autre opération touchant tout actif de KML, du vendeur, ou directement ou indirectement de toute entité ciblée qui représentent, dans l'ensemble, cinquante pour cent (50 %) ou plus des valeurs mobilières ou des actifs de KML, du vendeur ou de toute entité ciblée; c) de délivrance, de vente ou d'autre aliénation de (y compris dans le cadre d'une fusion, d'un arrangement, d'une réorganisation, d'une offre d'achat visant à la mainmise, d'une consolidation, de l'achat ou d'un échange d'actions, ou d'une opération semblable) valeurs mobilières (ou d'options, droits ou garanties d'achat ou de valeurs mobilières convertibles en de telles valeurs mobilières), qui représentent cinquante pour cent (50 %) ou plus des votes dont sont assorties les valeurs mobilières en circulation de KML, du vendeur, ou directement ou indirectement de toute entité ciblée; d) de liquidation, de dissolution, ou d'un autre type d'opération à l'égard de KML, du vendeur, ou directement ou indirectement de toute entité ciblée; ou e) de transaction qui est semblable dans sa forme, sur son fond ou par son objet à toute autre transaction antérieure, y compris une affectation de la présente entente, en conformité avec l'article 11.13; pourvu, toutefois, que le terme « proposition d'acquisition » n'inclut pas les opérations prévues par la présente.
- (2) « **actes constitutifs** » désigne, à l'égard de toute personne, ses articles ou ses certificats de constitution, de modification, de fusion ou de prorogation, ses mémorandum et articles d'association, ses lettres patentes, ses lettres patentes complémentaires, ses règlements administratifs, son entente de partenariat, son certificat de commandite, son entente de société à responsabilité limitée ou tout autre document semblable, et toutes les

conventions unanimes des actionnaires, d'autres conventions des actionnaires, les organismes de fiducie ayant droit de vote, les accords de mise en commun et des contrats, arrangements et ententes semblables applicables aux titres de participation d'une personne, dans leur version régulièrement modifiée, complétée, reformulée et remplacée.

- (3) « **actif** » désigne tous les biens, les entreprises, les actifs, les droits et les intérêts des entités ciblées, y compris les limites de ce qui suit : la cible
- (a) le réseau principal;
 - (b) les biens immobiliers;
 - (c) tous les droits et les intérêts des entités ciblées sur les biens loués et les baux, y compris les loyers payés d'avance, les dépôts de garantie, les options en vue de renouveler ou de prolonger le bail, les options d'achat, les droits relatifs à un premier refus en vertu de baux et toutes les améliorations aux appareils et aux baux commerciaux des locataires qui appartiennent aux entités ciblées et qui constituent une partie des biens loués;
 - (d) les biens personnels des entités ciblées;
 - (e) le travail en cours et les comptes débiteurs;
 - (f) tous les droits et les intérêts des entités ciblées en vertu ou en application de toutes les garanties et déclarations expresses, implicites ou autres, ou des fournisseurs ou d'autres personnes relativement aux actifs;
 - (g) la propriété intellectuelle des entreprises;
 - (h) les systèmes internes de TI;
 - (i) tous les droits et les intérêts des entités ciblées concernant tous les contrats auxquels elles sont parties ou par lequel les actifs ou l'entreprise sont liés ou touchés;
 - (j) toutes les approbations délivrées aux entités ciblées;
 - (k) les livres et les registres;
 - (l) tous les frais, dépôts et montants payés d'avance par les entités ciblées avant l'heure d'entrée en vigueur;
 - (m) les participations émises et en circulation de Puget LLC;
 - (n) tous les titres de participation détenus par les entités ciblées dans la Western Canadian Spill Services Ltd. et la Western Canada Marine Response Corporation;
 - (o) tous les clients des entités ciblées, y compris les numéros de téléphone actuels, les adresses de domaine Internet, et les numéros et adresses des autres communications des entités ciblées;

- (p) les intérêts divers;
- (q) l'ensemble des recettes, toutes ou en partie, reçues ou à être reçues après l'heure d'entrée en vigueur.
- (4) « **actifs actuels** » désigne, à l'égard des entités ciblées, le total des comptes débiteurs, des inventaires, des paiements anticipés et d'autres actifs actuels, à l'exclusion : a) de la trésorerie et des équivalents de la trésorerie; b) de la partie actuelle des actifs réglementaires; c) des futurs actifs fiscaux; et d) des actifs relatifs à l'environnement déterminés conformément aux PCGR appliqués en utilisant les mêmes méthodes, pratiques, principes et procédures comptables, de manière compatible avec les méthodes de classification, de jugement, d'estimation et d'évaluation qui ont été utilisées lors de la préparation des états financiers consolidés de KML pour la plus récente année financière, puisque de tels comptes ont été préparés et vérifiés à la fin de l'exercice.
- (5) « **affaires** » désigne les affaires menées par les entités ciblées, qui consistent actuellement à : a) la réception, le transport et la livraison par oléoducs et installations connexes intraprovinciaux, interprovinciaux et internationaux, ainsi que la manutention, et l'entreposage et la distribution par le biais de terminaux maritimes et de quais marins de pétrole, de liquides de gaz naturel et d'hydrocarbures connexes en ce qui a trait au réseau principal; et b) l'élaboration du PATM, qui comprend la planification, la conception, la délivrance de permis, l'approvisionnement et les activités de construction relatifs à ceux-ci.
- (6) « **Amendement Exon-Florio** » désigne 50 U.S.C. § 4565, telle que mise en œuvre par 31 C.F.R. Partie 800.
- (7) « **approbation** » désigne tout consentement, approbation, autorisation, licence, ordonnance ou permis.
- (8) « **approbation de concurrence** » désigne :
- (a) la délivrance d'un certificat de décision préalable;
- (b) l'expiration ou la renonciation de la période d'attente applicable aux termes de l'article 123 de la *Loi sur la concurrence* et la délivrance d'une lettre de non-intervention conformément au paragraphe 123(2) de la *Loi sur la concurrence*.
- (9) « **approbation de la LTC** » désigne, à l'égard des transactions et de l'acquisition proposées par un acheteur d'actions et d'unités achetées du vendeur, l'acheteur et le vendeur doit avoir reçu l'avis de la part du ministre des Transports prévu par le paragraphe 53.1(4) de la LTC ou, si un tel avis n'a pas été reçu, la clôture des transactions et de l'acquisition proposées par un acheteur d'actions et d'unités achetées du vendeur, ne doit pas être interdite en vertu du paragraphe 53.2(1) de la LTC.
- (10) « **approbation du CFIUS** » désigne : a) un avis écrit émis par le CFIUS portant sa réalisation d'un examen ou d'une enquête de la notification fournie volontairement conformément à l'amendement Exon-Florio en ce qui concerne les transactions, sa conclusion selon laquelle il n'y a pas de réglé les préoccupations en matière de sécurité

nationale, et le fait qu'il a donc mis fin à toute action en vertu de l'amendement Exon-Florio; ou b) si le CFIUS a envoyé un rapport au président des États-Unis (le « président ») demandant au président de rendre sa décision, puis (i) que le président annonce sa décision de ne pas prendre de mesures visant à suspendre ou à interdire les transactions, ou (ii) qu'un rapport du CFIUS demandant au président de rendre sa décision est reçu, le fait que le président n'a pris aucune mesure pour suspendre ou interdire les transactions dans les 15 jours suivants la date à laquelle le président a reçu un tel rapport du CFIUS.

- (11) « **ARC** » désigne l'Agence du revenu du Canada ou tout organisme qui lui succéderait.
- (12) « **assurance existante de l'ONE** » a le sens que le paragraphe 7.9(5) attribue à ce terme.
- (13) « **avis d'équité** » désigne l'avis de TD Securities Inc., à titre de conseiller financier de KML, émis oralement au conseil d'administration de KML le 28 mai 2018 (avec une opinion écrite datée à une date éventuelle) voulant que la considération reçue par vendeur en vertu de la transaction soit équitable envers le vendeur et KML, d'un point de vue financier.
- (14) « **base de données** » désigne la base numérique des données sur les transactions, tel qu'elle existe au moment de la présente entente, qui est mise à la disposition de l'acheteur par le vendeur.
- (15) « **certificat de commandite** » désigne le certificat de commandite de TM Pipeline LP.
- (16) « **certificat de décision préalable** » désigne un certificat de décision préalable délivré par le Commissaire aux termes de l'article 102 de la *Loi sur la concurrence* en ce qui concerne les transactions.
- (17) « **certificats de clôture** » a le sens que le paragraphe 6.5(1) attribue à ce terme.
- (18) « **CFIUS** » désigne le comité sur l'investissement étranger aux États-Unis (*Committee on Foreign Investment in the United States*).
- (19) « **circulaire** » désigne l'avis de convocation à une réunion et la circulaire d'information sur la gestion connexe, ainsi que la déclaration du mandataire de KML, y compris les annexes, les calendriers et les pièces justificatives afférentes, à être envoyés par KML aux porteurs dans le cadre de la réunion et déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières adéquates et d'autres autorités gouvernementales dans toutes les juridictions où les mêmes documents doivent être déposés, dans leur version modifiée, complétée ou autrement changée.
- (20) « **clôture** » désigne la fin des transactions à la date de clôture, conformément aux conditions de la présente entente.
- (21) « **commissaire** » désigne le commissaire de la concurrence nommé en vertu de la *Loi sur la concurrence* et inclut toute personne dûment autorisée à exercer les pouvoirs et les fonctions conférés au nom du commissaire de la concurrence.

- (22) « **comptes débiteurs** » désigne tous les comptes débiteurs, les comptes débiteurs commerciaux, les dettes actives et autres dettes découlant des entités ciblées, ou accrues par elles, et tous les avantages de sécurité connexes.
- (23) « **charges** » désigne tout privilège, charge, engagement, option, hypothèque, acte de fiducie, sûreté, restriction (qu'il s'agisse du droit de vote, de la vente, du transfert, de la disposition ou autre), servitude et autres charges de tout type et description, qu'elle soit imposée par les lois applicables, un accord, une entente ou un autre document semblable, et « charges » a un sens équivalent.
- (24) « **contaminant** » désigne toute substance, émission ou chose, quelle que soit sa provenance, qui a, ou peut avoir, un effet négatif sur l'environnement, tout système écologique ou les ressources naturelles, l'utilisation ou la jouissance de ses biens, ou la santé ou la sécurité humaine, y compris tout « contaminant » ou « polluant », toute substance définie ou réglementée en raison de son caractère « dangereux » ou « toxique », ou de tout type de « déchets », dans chaque cas qui est défini ou réglementé par une loi applicable, y compris, sans s'y limiter, les hydrocarbures pétroliers et ses composantes, les solvants halogénés ou chlorés, l'amiante et les matériaux contenant de l'amiante, et les biphényles polychlorés.
- (25) « **contrat** » désigne tout entente, contrat, fiducie, location, convention d'occupation, acte de fiducie, licence ou option, autre qu'un permis.
- (26) « **convention de crédit** » désigne la convention de crédit conclue le 16 juin 2017 entre le vendeur, le partenaire de gestion, la Banque royale du Canada, à titre de mandataire, la Banque royale du Canada et diverses autres institutions financières de temps à autre parti à cette convention, dans sa version modifiée par la première convention correctrice conclue le 23 janvier 2018 entre ces mêmes parties, convention qui pourrait être modifiée, complétée, reformulée ou remplacée à nouveau de temps à autre; toutefois, il est reconnu et convenu que ladite convention de crédit sera annulée et remplacée le même jour que les présentes, ou peu de temps après, une telle convention de crédit étant remplacée par une nouvelle entente de crédit datée du 1^{er} mai 2018, modifiée, qui entrera à la même date que les présentes, entre le vendeur, en tant qu'emprunteuse, la Banque royale du Canada, en tant que mandataire, et la Banque royale du Canada et la Banque Toronto-Dominion, en tant que prêteuses, mais cette convention pourrait être modifiée, complétée, reformulée ou remplacée à nouveau de temps à autre; et à condition également que toutes les références mentionnées à la « convention de crédit » soient, ou soient présumées être, à la convention de crédit du 1^{er} mai 2018 conclue à la suite de l'annulation et du remplacement de la convention de crédit du 16 juin 2017.
- (27) « **convention de crédit visée** » désigne une convention de crédit à conclure entre les parties, notamment TM Pipeline LP, en tant qu'emprunteuse, la Banque royale du Canada, en tant que mandataire, la Banque royale du Canada et la Banque Toronto-Dominion, en tant que prêteuses, et Sa Majesté du chef du Canada (ou son mandataire), en tant que garant, pour toute modification qui pourrait lui être régulièrement apportée afin de la modifier, la compléter, la reformuler ou la remplacer relativement à l'établissement d'installations de crédit visées.

- (28) « **date de clôture** » désigne la période de sept (7) jours ouvrables suivant la satisfaction ou la renonciation aux conditions de clôture décrites aux alinéas 4.1(1)d), 4.1(1)e) et 4.1(1)f), aux alinéas 4.2(1)c), 4.2(1)d) et 4.2(1)h), ou à toute autre date dont conviennent les parties par écrit.
- (29) « **date de l'entrée en fonction** » a le sens que le sous-alinéa 7.12(3)b)(i) attribue à ce terme.
- (30) « **date des états financiers** » s'entend du 31 décembre 2017.
- (31) « **date limite de la période de remédiation** » a le sens que le paragraphe 7.16(5) attribue à ce terme.
- (32) « **déclarations de clôture** » a le sens que le paragraphe 2.4(3) attribue à ce terme.
- (33) « **échec de la PI** » a le sens que le paragraphe 7.16(3) attribue à ce terme.
- (34) « **élargissement du CUP** » désigne le certificat d'utilité publique et les ordonnances rendues par l'ONE en vertu de la partie III de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* et, relativement au PATM, désigne le CUP et les ordonnances décrits plus en détail en tant qu'OC-2, OC-49 et OC-64, et ordonnance XO-T260-007-2016, XO-T260-008-2016, XO-T260-009-2016, XO-T260-010-2016 et MO-015-2016, ainsi que toute modification à ceux-ci, qui autorisent la construction et l'opération du PATM.
- (35) « **employés** » désigne les employés canadiens et les employés américains.
- (36) « **employés canadiens** » désigne tous les employés de KMCI, qu'il s'agisse d'employés à temps plein, à temps partiel, à salaire fixe ou horaire, autres que les employés exemptés.
- (37) « **employés exemptés** » désigne les employés qui ne sont pas employés ou engagés dans le développement, la construction et l'exploitation du réseau de TMPL.
- (38) « **endettement de la clôture** » a le sens que l'alinéa 2.4(3)c) attribue à ce terme.
- (39) « **entente** » désigne la présente entente de partage et d'achat d'unités, y compris toutes ses annexes, dans sa version régulièrement modifiée, complétée, reformulée, conformément à ses dispositions.
- (40) « **environnement** » désigne l'environnement ou l'environnement naturel, tel que défini dans les lois sur l'environnement.
- (41) « **ERISA** » désigne la *Employee Retirement Income Security Act* des États-Unis de 1974.
- (42) « **états financiers** » désigne le bilan et la déclaration de revenus non vérifiés, combinés et consolidés des entités ciblées pour les exercices se terminant le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2017, dont des copies sont divulguées dans la base de données.
- (43) « **états financiers de la clôture** » a le sens que l'alinéa 2.4(3)a) attribue à ce terme.
- (44) « **fonds de clôture et équivalents de trésorerie** » a le sens que l'alinéa 2.4(3)d) donne à

ce terme.

- (45) « **fonds de roulement de la clôture** » a le sens que l'alinéa 2.4(3)b) attribue à ce terme.
- (46) « **fournisseur** » a le sens que le paragraphe 7.16(2) attribue à ce terme.
- (47) « **garantie d'EDC** » désigne la garantie de Sa Majesté du chef du Canada (ou de son mandataire, Exportation et développement Canada) en faveur du mandataire et des prêteurs en vertu de la convention de crédit ciblée.
- (48) « **installation de crédit visée** » désigne les installations de crédit visant le financement de (i) toutes les dépenses du projet envisagé par le plan de travail de 2018 du PATM, y compris les « coûts du propriétaire » et l'affectation de frais généraux conformes aux pratiques antérieures, et des (ii) coûts de service associés à la dette encourue en raison des installations de crédit visées (y compris, mais sans s'y limiter, les coûts, les frais et les dépenses établissant les installations de crédit visées et les frais à payer à Sa Majesté du chef du Canada (ou à son mandataire, Exportation et Développement Canada) à l'égard de la garantie d'EDC).
- (49) « **installations existantes de l'ONE** » a le sens que le paragraphe 7.9(5) attribue à ce terme.
- (50) « **jour ouvrable** » désigne toute journée, à l'exception du samedi et du dimanche, où les banques sont généralement ouvertes pour mener des activités non automatisées à Calgary, en Alberta.
- (51) « **livres et registres** » désigne tous les livres, registres, dossiers et documents des entités ciblées, y compris les ouvrages, les documents financiers et fiscaux de travail, les livres et les registres financiers et fiscaux, les rapports sur les activités commerciales, les plans d'affaires et les prévisions, les dossiers et les documents de vente et d'achat, les dossiers d'associations commerciales, les dossiers de recherche et de développement, les listes de documents des actuels et anciens clients et fournisseurs, les dossiers personnels et d'emploi, les renseignements des employés et dossiers des régimes des employés de KMCI, les livres des certificats verbaux et d'actions, les documents sur les logiciels (y compris les manuels des opérations et les guides de l'utilisateur, le matériel de formation, les guides, les listes, les spécifications et les révisions ou les ajouts à de tels documents), les données numériques, tous les autres documents et données (techniques ou non) des entités ciblées en lien avec l'entreprise ou les actifs.
- (52) « **lois applicables** » désigne :
 - (a) tout code, loi, ordonnance, règle, règlement, décret ou restriction (ou autre) national (fédéral, provincial ou municipal) ou étranger (y compris la common law et le droit civil);
 - (b) tout jugement, ordonnance, décret, injonction, directive, décision ou bourse;
 - (c) toute politique, pratique, norme, ligne directrice en matière de réglementation;

(d) tout avis administratif publié;

(e) tout permis;

de toute autorité gouvernementale, qui lie la personne visée dans le contexte où le terme est utilisé ou lie la propriété de cette personne.

- (53) « **lois sur l'environnement** » désigne toutes les lois applicables concernant : a) la protection de l'environnement; b) la présence, la mise en liberté, la libération, la manutention, le transport, l'entreposage, la remédiation ou l'élimination des contaminants; c) la propriété, l'occupation, la gestion, le transfert ou la vente de sites contaminés; d) l'exposition des travailleurs aux contaminants dans leur milieu de travail, et la législation relative au droit de savoir des travailleurs; e) la fabrication, la distribution, l'étiquetage, l'importation, l'exportation ou la vente de produits ou d'ingrédients en raison de leur composition ou d'autres propriétés physiques; f) le changement climatique, les émissions de gaz à effet de serre et la réglementation du carbone; g) la protection des espèces en voie de disparition et de leurs habitats; et h) la présentation de rapports sur des questions et/ou des passifs en matière d'environnement à toute autorité gouvernementale ou dans un lieu accessible au public.
- (54) « **Loi sur la concurrence** » désigne la *Loi sur la concurrence* du Canada, et inclut les règlements adoptés en vertu de celle-ci.
- (55) « **Exchange Act** » désigne la *Securities Exchange Act* des États-Unis de 1934.
- (56) « **LTA** » désigne la *Loi sur la taxe d'accise* du Canada, et inclut les règlements adoptés en vertu de celle-ci.
- (57) « **LTC** » désigne la *Loi sur les transports au Canada*, et inclut les règlements adoptés en vertu de celle-ci.
- (58) « **passifs actuels** » désigne, à l'égard des entités ciblées, le total des comptes créditeurs, des charges à payer et des autres passifs actuels, à l'exclusion : a) des immobilisations encourues et des charges connexes à payer; b) de la partie actuelle des passifs réglementaires; c) les passifs relatifs à l'environnement; d) des passifs concernant les indemnités de départ et les primes payables, autres qu'en ce qui concerne le transfert d'employés canadiens; e) des coûts impayés associés à la transaction; f) des montants impayés en vertu d'ententes mutuelles d'avantages sociaux pour le PATM conclues après le 31 mai 2018; g) de la partie actuelle des passifs non financés relatifs aux régimes de pension et d'avantages sociaux; h) des futurs passifs fiscaux; i) des comptes débiteurs du PATM, encourus après le 31 mai 2018, déterminés conformément aux PCGR appliqués en utilisant les mêmes méthodes, pratiques, principes et procédures comptables, ne manière compatible avec les méthodes de classification, de jugement, d'estimation et d'évaluation qui ont été utilisées lors de la préparation des états financiers consolidés de KML pour la plus récente année financière, puisque de tels comptes ont été préparés et vérifiés à la fin de l'exercice. En vue d'éviter toute confusion, « **passifs actuels** » n'inclut pas les articles inclus dans l'endettement.
- (59) « **PBR** » a le sens que l'alinéa 6.2(22)o) attribue à ce terme.

- (60) « **période de remédiation** » a le sens que le paragraphe 7.16(4) attribue à ce terme.
- (61) « **pertes indirectes** » a le sens que le paragraphe 9.4(6) attribue à ce terme.
- (62) « **propositions exemptées** » a le sens que le sous-alinéa 7.1(2)a)(i) attribue à ce terme.
- (63) « **propriété intellectuelle des entreprises** » a le sens que l’alinéa 6.2(11)a) lui attribue et il est entendu qu’il exclut la propriété intellectuelle exemptée.
- (64) « **propriété intellectuelle exemptée** » désigne la propriété intellectuelle à fournir ou à mettre à la disposition des entités ciblées en vertu de l’Entente de prestation de services de transition, tel que divulguée dans la base de données.
- (65) « **demande** » a le sens que le paragraphe 9.1(1) attribue à ce terme.
- (66) « **régime d’avantages sociaux** » s’entend de tout régime ou arrangement d’avantages sociaux des employés, y compris l’achat d’actions, les options d’achat d’actions, l’actionnariat, des actions fantômes ou d’autres actions, de tout plan d’équité, de régime de pension, de retraite, de participation aux bénéfices, de primes, de rémunération différée, de rémunération incitative, d’indemnités de départ ou de cessation d’emploi, de continuation du salaire, d’hospitalisation ou d’autres soins médicaux ou dentaires, d’assurance-vie, d’assurance-invalidité, d’assurance maladie et de bien-être ou d’autre assurance, ou de tout régime, entente, politique ou arrangement d’avantages sociaux complémentaire de chômage, qui fournit une rémunération, des avantages sociaux, des avantages accessoires, des allocations ou d’autres avantages sociaux liés à l’emploi.
- (67) « **déclaration fondamentale** » désigne les déclarations et les garanties énumérées aux paragraphes 6.5(1) et 6.5(5).
- (68) « **société affiliée** » s’entend, à l’égard de toute personne, de toute autre personne qui, directement ou indirectement, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle partagée de cette personne et, certainement, dans les cas où la personne mentionnée en premier est un État ou un pays (ou toute sous-division de celui-ci), ou toute autre entité souveraine, quelle qu’en soit sa nature, y compris toute personne détenue ou contrôlée par l’entité souveraine, autre qu’en raison d’un lien de fiscalité, de mesures législatives, administratives ou judiciaires, et d’un pouvoir gouvernemental de réglementation. Pour l’application de la présente définition, « contrôle » (dans son sens corrélatif) désigne la possession, directe ou indirecte, du pouvoir d’ordonner ou de donner des ordres concernant la gestion et les politiques d’une personne, que ce soit par la propriété de valeurs mobilières qui incluent un droit de vote, par contrat ou autrement.
- (69) « **société affiliée à l’ERISA** » désigne tout commerce ou affaire (constituée ou non), qui, avec KMI ou toute entité ciblée, seraient traités comme un seul employeur en vertu de l’article 414 du *Internal Revenue Code* ou de l’article 4001 de l’ERISA.
- (70) « **systèmes de TI exemptés** » désigne l’ensemble du matériel, des logiciels, des réseaux internes, et des technologies et services de communications à fournir ou à mettre à la disposition des entités ciblées, conformément à l’Entente de prestation de services de transition, telle que divulguée dans la base de données.

- (71) « **heure d'entrée en vigueur** » désigne 0 h 1 à la date de clôture.
- (72) « **titres de participation** » désigne, à l'égard de toute personne, les partenariats, les unités, les unités de fiducie, les partenariats et les autres titres actuels et éventuels de participation ou de droits équivalents à la participation ou aux fonds de cette personne, mais qui sont déterminés et qui peuvent octroyer un droit de vote ou non.
- (73) « **transactions de majoration** » a le sens que l'article 7.10 attribue à ce terme.
- (74) « **trésorerie et équivalents de trésorerie** » désigne les fonds et l'équivalent des fonds, l'exclusion de tout fonds et dépôt limités et de tout montant qui est retiré, ou peut être retiré, en vertu d'une entente de couverture de crédit.
- (75) « **auditeurs** » désigne PricewaterhouseCoopers LLP et Chartered Professional Accountants.
- (75) « **PCGR** », à l'égard des conditions ou des décisions comptables ayant trait à une personne, désigne les principes comptables généralement reconnus des États-Unis.
- (76) « **autorité gouvernementale** » désigne tout gouvernement national ou étranger, qu'il soit fédéral, provincial, étatique, territorial, local, régional, municipal ou d'une autre juridiction politique, et tout organisme, autorité, personne morale, cour, tribunal, commissions, bureau, arbitre, tribunal d'arbitrage ou un autre tribunal, ou tout entité, organisation ou organisme quasi gouvernemental, dans la mesure où elle exerce une fonction ou un pouvoir législatif, judiciaire, réglementaire, administratif, d'expropriation des échanges d'actions du gouvernement, ou y ayant trait, y compris la SEC, comme la Bourse de Toronto, et comprend l'ONE, mais exclut les groupes, les gouvernements, les conseils et les autorités autochtones.
- (77) « **TPS/TVH** » désigne tous les impôts à payer en vertu de la partie IX de la LTA (y compris, le cas échéant, les impôts fédéral et provincial) ou de toute loi provinciale imposant la même valeur ajoutée ou un impôt multistades, y compris, mais sans s'y limiter, la *Provincial Sales Tax Act* (Colombie-Britannique).
- (78) « **matériel** » désigne le matériel informatique, les ordinateurs centraux, les ordinateurs personnels, les serveurs, stations liant les clients au serveur, les appareils, l'équipement de réseau, les routeurs, les puces semi-conductrices, les logiciels intégrés, les lignes de communication, les supports de stockage et d'autre matériel.
- (79) « **Loi HSR** » désigne la *Hart-Scott-Rodino Antitrust Improvements Act* de 1976, 15 U.S.C. § 18A et suivants, tel que modifiée de temps à autre, et les règles et les règlements adoptés en vertu de celle-ci.
- (80) « **approbation HSR** » désigne l'expiration de la période d'attente applicable (et de toute prorogation accordée) pour la transaction effectuée en vertu de la Loi HSR, sans qu'aucune mesure soit prise par l'organisme chargé de l'examen, ou son expiration avant la date prévue.
- (81) « **employé américain inactif** » a le sens que le sous-alinéa 7.12(3)c)(i) attribue à ce

terme.

- (82) « **montant accru** » a le sens que le paragraphe 9.10(3) attribue à ce terme.
- (83) « **endettement** » désigne, à l'égard de toute personne, toute obligation ou responsabilité de cette personne, qui est une dette au sens des PCGR, y compris, sans s'y limiter : a) toutes les dettes relatives à des montants empruntés, à l'exclusion de toute somme à payer au vendeur ou ses filiales; b) les obligations prévues par un mécanisme de crédit, les prêts, les notes, les débentures ou tout autre instrument similaire, à l'exclusion des obligations prévues par la convention de crédit visée; c) les lettres de crédit rédigées; d) les passifs réglementaires actuels relatifs au règlement des frais moins les actifs réglementaires actuels; e) les immobilisations et les charges à payer connexes qui n'ont pas trait au PATM et, pour TMEP, les immobilisations et les charges connexes à payer le 31 mai 2018, ou avant; f) les passifs relatifs aux obligations fiduciaires de la cessation de l'exploitation de l'oléoduc moins les actifs fiduciaires de la cessation de l'exploitation de l'oléoduc; g) les passifs en matière d'environnement moins l'écart des revenus du transport; et h) les coûts associés à la transaction du vendeur, dans la mesure où ils ne sont pas payés par le vendeur. Pour éviter toute confusion, « **endettement** » n'inclura pas les articles inclus dans le fonds de roulement ou toute lacune quant au financement d'un régime d'avantages sociaux.
- (84) « **auditeur indépendant** » a le sens que le paragraphe 2.4(6) attribue à ce terme.
- (85) « **groupe autochtone** » désigne toute bande indienne (au sens où l'entend la *Loi sur les Indiens* (Canada)) et les autres autochtones, au sens de la *Loi constitutionnelle de 1982* (R.-U.).
- (86) « **propriété intellectuelle** » désigne, individuellement et collectivement, toute personne qui crée une œuvre, quel que soit le lieu :
- (a) tous les brevets et demandes nationaux et étrangers, ainsi que les nouvelles délivrances, les divisions, les continuations, les renouvellements, les prolongations et les continuations partielles de ceux-ci;
 - (b) les inventions (qu'elles soient brevetables ou non), les divulgations d'invention, les améliorations, les secrets commerciaux, les renseignements exclusifs, le fonctionnement de l'invention, la technologie, les données techniques, les schémas et les listes de clients, ainsi que tous les documents relatifs à ceux-ci;
 - (c) tous les droits d'auteur sur une œuvre (y compris les logiciels), les droits relatifs aux bases de données, les enregistrements et les demandes de droits d'auteur sur des œuvres, ainsi que la qualité d'auteur et les droits moraux associés à ces œuvres, et tous les autres droits équivalents à cet égard dans le monde entier;
 - (d) les marques de commerce, les noms de domaine, les noms de sociétés par actions, les uniformes d'un commerce, les signes distinctifs, les logos, les slogans et les noms de marque (qu'ils soient enregistrés ou obtenus en vertu de la common law, et qu'ils soient utilisés en lien avec des marchandises ou des services, y compris la survalueur associée à une telle marque de commerce), et les enregistrements et les demandes

- d'enregistrement de ceux-ci;
- (e) les logiciels (en code source et en format de codes d'article) et les bases de données, ainsi que les droits de propriété sur les logiciels et les bases de données;
 - (f) les conceptions de circuits intégrés, les masques ou les enregistrements et demandes de topographies;
 - (g) les dessins industriels, et les demandes et les enregistrements de dessins industriels et de dessins brevetés;
 - (h) d'autres propriétés intellectuelles ou industrielles, quelle qu'elle soit;
 - (i) les revenus, les redevances, les dommages-intérêts et les paiements actuels et éventuels à verser en raison d'un des points susmentionnés, y compris des dommages-intérêts et des paiements pour les violations antérieures ou éventuelles de ceux-ci;
 - (j) tous les droits de poursuivre en raison de violations antérieures, actuelles et éventuelles d'un des points susmentionnés.
- (89) « **période provisoire** » désigne la période débutant la date de la présente entente et se terminant à la date de clôture.
- (90) « **systèmes internes de TI** » désigne l'ensemble du matériel, des logiciels, des réseaux internes, des technologies de communications et des services qui sont détenus, loués ou prêtés par une licence par les entités ciblées dans le cadre de leurs affaires, à l'exclusion des systèmes de TI exemptés.
- (91) « **Internal Revenue Code** » désigne le *Internal Revenue Code* des États-Unis.
- (92) « **régime d'épargne de Kinder Morgan** » désigne, à l'égard du Canada, le régime d'épargne parrainé par l'employeur offert par KMCI par le biais de la Great West Life aux employés canadiens, et à l'égard des États-Unis, le régime d'épargne de KMI, qui est une cotisation définie au point 401(k) du régime d'épargne offerte par KMI aux employés américains.
- (93) « **KMCI** » désigne Kinder Morgan Canada Inc., une société de l'Alberta.
- (94) « **régime des employés de KMCI** » a le sens que l'alinéa 6.2(27)a attribue à ce terme.
- (95) « **régime de pension de KMCI** » désigne le Régime de pension des employés de KMCI, n° d'enregistrement du BSIF 57524.
- (96) « **KMI** » signifie Kinder Morgan Inc., une société générale du Delaware.
- (97) « **régime des employés de KMI** » a le sens que l'alinéa 6.2(27)a attribue à ce terme.
- (98) « **POAA de KMI** » désigne le plan d'options d'achat d'actions des employés de KMI.
- (99) « **régime d'intéressement propre aux actions de KMI** » désigne le régime

d'intéressement propre aux actions de Kinder Morgan Inc., modifié et reformulé en 2015.

- (100) « **KML** » désigne Kinder Morgan Canada Limited, une société de l'Alberta.
- (101) « **régime de partage des unités de KML** » désigne le régime de partage des unités de 2017 de KML, qui est limité aux employés.
- (102) « **droits fonciers** » désigne les terres en fief simple, les servitudes, les droits de passage, les droits d'accès, les droits d'entrée, les droits d'entrée et d'accès gouvernementaux, les accords sur le passage, les accords sur l'utilisation conjointe, les baux, licences et autres droits de surface en vertu desquels le titulaire a le droit de posséder, d'occuper ou d'accéder aux terres sur ou sous lequel : a) tout réseau principal est situé ou par lequel le réseau principal peut être accédé; et b) il y a actuellement des droits détenus dans le cadre du développement du PATM.
- (103) « **régime de pension pour la succession** » désigne le régime de pension pour la succession des employés de Kinder Morgan Canada Inc., n° d'enregistrement du BSIF 55111.
- (104) « **accord de commandite** » désigne l'accord de commandite, datée du 1^{er} février 2008, dans sa version modifiée, qui régit TM Pipeline LP.
- (105) « **contrats de représentation limitée pour le PATM** » a le sens que l'alinéa 6.2(14)b) attribue à ce terme.
- (105) « **indemnité limitée de TM Pipeline LP (convention de crédit visée)** » désigne l'accord d'indemnisation à conclure par TM Pipeline LP et prévoyant une indemnité de TM Pipeline LP afin de rembourser Sa Majesté du chef du Canada (ou son mandataire, Exportation et développement Canada) pour tout paiement qu'il effectue en vertu de la garantie d'EDC dans certaines circonstances, tel qu'il en a été séparément convenu par écrit entre les parties.
- (106) « **pertes** » a le sens que le paragraphe 9.4(8) attribue à ce terme.
- (107) « **principal CUP** » désigne le certificat d'utilité publique délivré par l'ONE en vertu de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, et, en ce qui concerne le réseau principal, désigne le CUP décrit plus en détail en tant qu'OC-2 et OC-49, ainsi que toutes les modifications connexes qui autorisent la construction et l'exploitation du réseau principal.
- (108) « **réseau principal** » désigne : a) l'oléoduc Trans Mountain, y compris le terminal du réservoir d'Edmonton, le terminal Kamloops, le terminal de Burnaby, le terminal de Sumas et le terminal maritime de Westridge, tels que décrits dans le principal CUP, y compris un oléoduc de pétrole brut et de produits raffinés dont la capacité est d'environ trois-cents-mille (300 000) barils par jour, sur une distance d'environ mille (1 000) kilomètres de pipeline, s'étendant d'Edmonton (Alberta) à des points de livraison à Burnaby, à Westridge et à Sumas (Colombie-Britannique), et comprend des lignes latérales, des droits de passage, des servitudes, des pompes, des stations de pompage et d'autres équipement et machinerie connexes; et b) le réseau de Puget Sound (l'« oléoduc de Puget Sound »), qui est un oléoduc reliant Sumas (Colombie-Britannique) à des

raffineries dans l'État de Washington, et comprend des lignes latérales, des droits de passage, des servitudes, des pompes, des stations de pompage et d'autres équipement et machinerie connexes; en ce qui concerne chacune des clauses susmentionnées, chacun existe et s'applique dès la date d'entrée en vigueur de la présente.

- (109) « **partenaire de gestion** » désigne Trans Mountain Pipeline ULC, le partenaire de gestion de TM Pipeline LP.
- (110) « **période de commercialisation** » a le sens que l'alinéa 7.1(1)a) attribue à ce terme.
- (111) « **changement négatif déterminant** » ou « **effet négatif déterminant** », car un ou l'autre peut être utilisé dans la présente entente, désigne tout changement ou effet indésirable qui affecte sensiblement de manière négative les affaires, les actifs ou la situation financière des entités ciblées, dans leur ensemble; à condition que tout changement ou effet découlant de ou relatifs à :
 - (a) tout changement aux lois applicables, aux PCGR ou exigences comptables réglementaires;
 - (b) les conditions économiques générales ou de l'industrie qui affectent l'industrie du pétrole ou des gaz naturels;
 - (c) le défaut des entités ciblées à atteindre des estimations et des prévisions internes ou publiées en ce qui concerne les revenus, les bénéfices ou d'autres mesures financières et opérationnelles avant, après ou à la date de la présente entente;
 - (d) toute question ou affaire éventuelle qui, avant ou à la date de la présente entente, a été divulguée au public par le vendeur ou l'une de ses filiales dans le cadre des dépôts réglementaires ou de valeurs mobilières, mise à la disposition de l'acheteur dans la base de données, ou communiquée par écrit à l'acheteur à la date de la présente entente, ou avant;
 - (e) l'annonce de la transaction, de la prise de toute mesure envisagée par la présente entente ou de la prise des mesures (ou le défaut de prendre de telles mesures) à la demande ou avec le consentement de l'acheteur;
 - (f) l'identité de l'acheteur ou de ses filiales, ou tout fait ou circonstance les concernant, ou toute mesure prise ou tout défaut de prendre des mesures de l'acheteur ou de ses filiales;
 - (g) le départ d'employés qui fournissent des services aux entités ciblées, que de tels départs découlent de l'annonce ou de l'application de la transaction ou qu'ils aient un autre motif;
 - (h) les catastrophes naturelles, y compris les tremblements de terre, les incendies, les inondations, les tornades et les autres catastrophes naturelles;
 - (i) toute action militaire, attaque ou mobilisation par les États-Unis d'Amérique ou le Canada dans le cadre d'hostilités, qu'elles soient ou non déclarées par une déclaration

de situation d'urgence ou de guerre;

- (j) l'opposition, individuelle ou collective, qu'elle soit à l'échelle locale, régionale, nationale ou internationale, y compris les actes de protestations, la désobéissance civile, du sabotage ou un acte terroriste, des troubles politiques ou sociaux, des protestations ou des insurrections;
- (k) le sabotage contre tout actif ou d'autres actes criminels, ou tout défaut ou retard des autorités ou du système judiciaire à faire respecter les lois applicables;
- (l) un début de procédure ou d'une décision d'un tribunal ou de tout autre autorité gouvernementale, y compris toute décision, ordonnance, déclaration, injonction, annonce, demande, action, poursuite, enquête ou événement semblable présenté ou fournis par ou devant tout tribunal, cour, organisme de réglementation ou autre autorité gouvernementale qui retarde ou gêne le développement ou la construction du PATM;
- (m) en ce qui concerne le PATM, des coûts accrus, des retards dans son développement ou sa construction pour quelle que raison que ce soit, ou toute mesure ou absence de mesure prise par une autorité gouvernementale dans la délivrance de permis et d'autres autorisations et consentements;

est réputée ne pas constituer un changement négatif déterminant ou un effet négatif déterminant. Chaque vendeur et acheteur conviennent que la détermination de la question de savoir s'il y a eu un changement négatif déterminant ou un effet négatif déterminant doit être faite après l'entrée en vigueur de toute recette provenant d'une assurance (sans contribution) et de tout paiement d'indemnisation qui, dans un cas comme dans l'autre, sont payables à la suite d'un changement ou d'un effet découlant d'une telle décision.

- (112) « **contrat déterminant** » a le sens que le paragraphe 6.2(14) attribue à ce terme.
- (113) « **réunion** » désigne la réunion spéciale des porteurs devant être établie et tenue aux termes de la présente entente afin de permettre aux porteurs d'envisager le règlement de la transaction et les sujets connexes, ainsi que tout ajournement de celle-ci.
- (114) « **IM 61-101** » a le sens que l'alinéa 7.11(2)e attribue à ce terme.
- (115) « **intérêts divers** » désigne tous les intérêts des entités ciblées dans les propriétés, les actifs et les droits, quelle qu'en soit leur nature, relatifs, ou nécessairement connexes, à la construction, à la propriété, à l'opération et/ou à l'entretien du réseau principal et/ou du PATM.
- (116) « **Office national de l'énergie** » ou « **ONE** » désigne l'Office national de l'énergie ou tout organisme qui lui succéderait.
- (117) « *Loi sur l'Office national de l'énergie* » désigne la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, L.R.C. 1985, c. N-6, les règlements adoptés en vertu de celle-ci, et toutes les lois antérieures et qui la remplaceraient.

- (118) « **lettre de non-intervention** » désigne une confirmation écrite du commissaire portant qu'il n'a pas, à l'heure actuelle, l'intention de présenter une demande aux termes de l'article 92 de la *Loi sur la concurrence*, relativement aux transactions.
- (119) « **non-résidents** » désigne toute personne qui n'est pas résident ou qui est considérée être une résidente du Canada aux fins de la loi de l'impôt ou d'un partenariat qui n'est pas un « partenariat canadien », tel que défini dans la loi de l'impôt.
- (120) « **avis d'intention de résiliation** » a le sens que le paragraphe 7.16(3) attribue à ce terme.
- (121) « **avis d'opposition** » a le sens que le paragraphe 2.4(5) attribue à ce terme.
- (122) « **santé et sécurité au travail** » désigne toute obligation imposée à un employeur en vertu de la *Occupational Health and Safety Act* (Alberta) ou du *Occupational Health and Safety Regulation* adopté en vertu de la *Workers Compensation Act* (Colombie-Britannique).
- (123) « **cours normal** » désigne, à l'égard d'une mesure prise par une personne, le fait que la mesure est conforme aux pratiques antérieures de la personne et qu'elle est prise dans le cours normal des opérations de la personne.
- (124) « **autres accords** » a le sens que l'article 11.5 attribue à ce terme.
- (125) « **date externe** » désigne le 31 décembre 2018.
- (126) « **parties** » désigne le vendeur, l'acheteur, KML et MI, et « **partie** » désigne l'un d'entre eux.
- (127) « **paiement** » a le sens que le paragraphe 9.10(4) attribue à ce terme.
- (128) « **régimes de pension** » désigne le régime de pension et le régime de pension pour la succession de KMCI, et « régime de pension » désigne l'un d'eux.
- (129) « **régime de réglementation de pensions** » a le sens que le sous-alinéa 6.2(27)b)(iv) attribue à ce terme.
- (130) « **permis** » désigne une licence, un arrêté, un permis, un certificat d'autorisation, une approbation, un appel d'offres, une soumission, un enregistrement, une franchise, un écart, une exemption, un consentement ou une autre autorisation d'une autorité gouvernementale.
- (131) « **contestation permise** » désigne une mesure prise de bonne foi par une entité ciblée ou le vendeur dans le cadre des procédures adéquates dûment suivies pour contester tout impôt, demande ou charge, à condition que :
- (a) l'entité ciblée ou le vendeur a établi les réserves raisonnables à cet égard, le cas échéant, conformément aux PCGR;
 - (b) le traitement d'une telle contestation ne créera pas de risque important pour la vente,

la confiscation, la perte ou l'intervention de l'utilisation de tout bien important d'une telle personne et ne devrait pas raisonnablement avoir un effet négatif déterminant.

(132) « **charges permises** » désigne :

- a) les servitudes, les baux, les sous-baux, les restrictions, les droits de passage, les permis, les clauses restrictives, les empiétements, les saillies, les licences, les sous-licences, le zonage, les mises en garde enregistrées à l'égard de tout ce qui précède ou d'autres droits ou intérêts fonciers (y compris, sans s'y limiter, la généralité de ce qui précède, les droits de passage et les servitudes pour des chemins de fer, des égouts, des drains, du pétrole, les oléoducs, les canalisations d'eau et de gaz, l'éclairage électrique, l'électricité, le service téléphonique, le service télégraphique, les communications, l'Internet, les appareils, les fils, les poteaux et les câbles pour la télévision par câble, les stations de comptage et les sous-stations et d'autres structures et installations connexes; et d'autres droits semblables dans un bien immobilier ou tout intérêt y afférant) accordés, réservés ou prises par d'autres personnes qui, individuellement ou collectivement, ne diminuent sensiblement ni la valeur de l'actif en cause ni son utilisation dans le cadre de l'opération des affaires de telles personnes et de ses filiales, dans son ensemble;
- b) les charges imposées ou autorisées par la loi, comme privilèges indéterminés, inchoatifs ou législatifs, et fiducie réputée, ainsi que comme privilèges des transporteurs, des garagistes, des constructeurs, des employés d'entrepôts, des mécaniciens, des responsables du matériel, des réparateurs et d'autres personnes, ou d'autres privilèges et accusations relatifs aux obligations qui ne sont pas attendus ou en souffrance ou, s'ils sont attendus ou en souffrance, dont la validité est contestée au moment d'une contestation permise;
- c) les privilèges législatifs, les accusations, les effets sur les revendications, les intérêts en matière de sécurité ou charges, quelle qu'en soit leur nature, revendiqués ou détenus par une autorité gouvernementale qui n'avaient pas été déposés ou enregistrés contre le titre de propriété de l'actif ou servis contre une entité ciblée ou un vendeur, conformément aux lois applicables ou à un avis qui n'avait pas été autrement reçu par une entité ciblée ou un vendeur, ou aux obligations non attendues ou en souffrance ou, s'ils sont attendus ou en souffrance, dont la validité est contestée au moment d'une contestation permise;
- d) les charges en faveur d'un service public ou l'autorité gouvernementale lorsqu'un tel service l'exige ou l'autorité gouvernementale dans le cadre des opérations des affaires, le tout dans le cours normal des affaires qui, individuellement ou collectivement, ne diminuent sensiblement ni la valeur de l'actif en cause ni son utilisation dans le cadre de l'opération des affaires de telles personnes et de ses filiales, dans son ensemble;
- e) les réserves de toute subvention initiale de la Couronne pour tout bien immobilier ou intérêt y afférent et les exceptions statutaires aux titres ne diminuent sensiblement ni la valeur du bien immobilier en cause ni son utilisation dans le cadre de l'opération des affaires;

- f) les charges pour l'impôt, les évaluations, les droits douaniers ou les accusations gouvernementales qui ne sont pas attendues et en souffrance ou, si elles ne sont pas attendues ou en souffrance, dont la validité est contestée au moment d'une contestation permise;
- g) les charges aux termes d'une décision rendue, ou du dépôt d'une demande, contre une telle entité ciblée ou le vendeur, qui doivent être contestées par une telle entité ciblée ou le vendeur au moment d'une contestation permise ou qui sont suffisamment couvertes par l'assurance;
- h) les baux d'équipement ou les contrats de vente conditionnelle conclus dans le cours normal;
- i) les charges en faveur de la société de fiducie de partage de ressources informations du Canada pour satisfaire aux obligations prévues par la convention de crédit et relatives aux obligations en matière d'opérations de couverture et de gestion de la trésorerie envers les prêteurs prévues par la convention de crédit;
- j) les charges envisagées et couvertes en vertu de la convention de crédit visée (y compris, pour plus de certitude, toute charge en faveur de l'acheteur ou d'Exportation et Développement Canada);
- k) les charges consenties par écrit par l'acheteur;
- l) les charges en faveur d'une entité ciblée;
- m) un bail ou un sous-bail accordé par une entité visée dans le cours normal, à la condition que ce bail ou ce sous-bail ne nuise pas sensiblement à l'appréciation par une entité ciblée des actifs de cette entité ciblée dans la conduite des affaires des entités ciblées, dans leur ensemble;
- n) les lacunes et les irrégularités des titres qui sont mineures et qui, dans leur ensemble, ne nuisent pas sensiblement à l'utilisation de tout bien matériel des entités ciblées pour les fins imposées par l'entité ciblée en question ou en son nom;
- o) tout droit réservé à l'autorité gouvernementale pertinente, ou acquis par elle dans le cas échéant, aux termes de :
 - (i) toute loi applicable;
 - (ii) toute autorisation gouvernementale applicable;
 - (iii) tout intérêt immobilier, servitude ou droit de passage délivré ou accordé par les lois applicables et par une autorisation gouvernementale applicable;

de résilier cette autorisation gouvernementale, cette servitude ou ce droit de passage, ou d'acheter, d'exproprier, de s'approprier ou de récupérer, ou encore de nommer l'acheteur d'un bien immobilier;

- p) les charges divulguées dans la base de données;
- q) toute autre charge découlant du cours normal des affaires et qui n'affecte pas sensiblement les affaires ou les entités ciblées, dans son ensemble.
- (133) « **personne** » doit être interprété de façon large et inclut un particulier, une société, un partenariat, une coentreprise, une fiducie, une association, un consortium, une organisation non constituée en personne morale, une autorité gouvernementale, un exécuteur testamentaire ou un administrateur ou tout autre représentant légal ou personnel, ou encore toute autre entité juridique.
- (134) « **renseignements personnels** » désigne tout renseignement permettant d'identifier une personne.
- (135) « **période suivant la clôture** » désigne toute période fiscale à la date de clôture ou après, et à l'égard d'une période de chevauchement des États-Unis, la partie d'une telle période fiscale débutant à la date de clôture.
- (136) « **réorganisation préalable à l'acquisition** » a le sens que l'article 7.11 attribue à ce terme.
- (137) « **passif préapprouvé** » a le sens que le paragraphe 7.7(2) attribue à ce terme.
- (138) « **période préalable à la clôture** » désigne toute période fiscale qui ne suit pas la date de clôture, et à l'égard d'une période de chevauchement des États-Unis, la partie d'une telle période fiscale se terminant à la date de clôture.
- (139) « **fonds de clôture et équivalents de trésorerie** » a le sens que le paragraphe 2.4(1) attribue ce terme.
- (140) « **endettement préliminaire de la clôture** » a le sens que le paragraphe 2.4(1) attribue à ce terme.
- (141) « **fonds de roulement préliminaire de la clôture** » a le sens que le paragraphe 2.4(1) attribue à ce terme.
- (142) « **lois sur la PRP** » désigne toute loi canadienne applicable qui réglemente la collecte, l'utilisation, la divulgation et/ou la conservation de renseignements personnels.
- (143) « **instance** » désigne :
- (a) une poursuite, une action, un différend, une enquête, une demande, un arbitrage, une ordonnance, une assignation, une directive ou une accusation, qu'il soit juridique ou administratif;
 - (b) un appel ou une demande de révision;
- en droit ou en équité, d'avant une autorité gouvernementale.
- (144) « **accord proposé** » a le sens que le paragraphe 7.1(5) attribue à ce terme.

- (145) « **déclaration du mandataire** » désigne la déclaration du mandataire de KML à déposer auprès d'EDC relativement aux transactions, tel qu'elles ont été modifiées, complétées ou autrement changées.
- (146) « **Puget LLC** » désigne Trans Mountain Pipeline (Puget Sound) LLC.
- (147) « **prix d'achat** » a le sens que le paragraphe 2.2(1) attribue à ce terme.
- (148) « **actions achetées** » désigne tous les titres de participation émis et en circulation des entités ciblées.
- (149) « **unités achetées** » désigne tous les titres de participation dans TM Pipeline LP.
- (150) « **acheteur** » désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada.
- (151) « **avocat de l'acheteur** » désigne Borden Ladner Gervais LLP.
- (152) « **biens immobiliers** » désigne les biens immobiliers et les titres fonciers, y compris tous les droits de tenure à bail, les droits de passage et les servitudes, qui sont utilisés dans le cadre des affaires ou qui y sont nécessaires (étant reconnu qu'une partie seulement a été actuellement acquise relativement au PATM), y compris l'exploitation du réseau principal.
- (153) « **partie destinataire** » a le sens qui est donné à cette expression au paragraphe 7.16(2).
- (154) « **rejet** » a le sens prévu dans toute loi environnementale et comprend le rejet, le déversement, la fuite, le pompage, le versement, l'émission, le vidage, la sécrétion, l'injection, la libération, le filtrage, l'élimination, la décharge, le dépôt, l'arrosage, l'enterrement, l'abandon, l'incinération, l'infiltration, le placement et l'introduction.
- (155) « **représentants** » désigne, en ce qui concerne une partie, les filiales de celle-ci et, s'il y a lieu, ses administrateurs, dirigeants, employés, agents et autres représentants et conseillers respectifs.
- (156) « **période d'examen** » a le sens qui est donné à cette expression au paragraphe 7.16(3).

- (157) « **SEC** » désigne la Securities and Exchange Commission des États-Unis
- (158) « **porteurs** » désigne, collectivement, les détenteurs d'actions avec droit de vote restreintes, les actions spéciales avec droit de vote et les actions privilégiées de KML.
- (159) « **logiciels** » désigne les logiciels, y compris toutes les versions de ceux-ci, qu'ils soient installés localement, sur un réseau local ou livrés par Internet, et l'ensemble des éléments connexes suivantes, en plus de toutes les autres composantes liées à de tels logiciels : les documents, les manuels, le code source et le code objet, les fichiers de programme, les données informatiques, les définitions et les relations des champs et des données, les spécifications des définitions de données, les modèles de données, la logique de programme et de système, les interfaces, les modules de programme, les routines, les sous-routines, les algorithmes, l'architecture de programme, les concepts, les conceptions de système, la structure de programme, la séquence et l'organisation, les affichages d'écran et les mises en page de rapports, y compris les modifications, les changements, les lancements, les versions, les mises à niveau, les mises à jour et les correctifs de ce qui précède.
- (160) « **régimes statutaires** » désigne les régimes d'avantages sociaux auxquels l'entité ciblée est tenue par une loi nationale ou étrangère de participer ou de cotiser à l'égard d'un employé, d'un administrateur ou d'un dirigeant, actuel ou passé, de l'entité ciblée ou d'un bénéficiaire ou d'une personne à charge de telles personnes, y compris le Régime de pensions du Canada et les régimes administrés conformément aux lois applicables sur la santé, la fiscalité, l'assurance contre les accidents du travail, la rémunération des travailleurs et l'assurance-emploi.
- (161) « **proposition supérieure** » a le sens qui est donné à cette expression au paragraphe 7.1(2).
- (162) « **divulgaration complémentaire** » a le sens qui est donné à cette expression au paragraphe 7.16(2).
- (163) « **ententes de soutien** » désigne les ententes de soutien en date des présentes, conclues entre l'acheteur et les porteurs à l'appui en qualité de porteurs, selon le cas.
- (164) « **porteurs à l'appui** » désigne Kinder Morgan Canada Company et KM Canada Terminals ULC, étant chacune une filiale indirecte de KMI, à l'égard des valeurs mobilières de KML dont elles sont les propriétaires en common law et les propriétaires effectifs, selon le cas.
- (165) « **sociétés ciblées** » désigne l'associé directeur général et KMCI.
- (166) « **entités ciblées** » signifie TM Pipeline LP, l'associé directeur général, KMCI et Puget LLC, et une « **entité ciblée** » s'entend de n'importe laquelle de ces entités.
- (167) « **fonds de roulement ciblés** » désigne le fonds de roulement consolidé global des entités ciblées, étant de vingt-cinq millions de dollars (25 000 000 \$).
- (168) « **loi de l'impôt** » ou toute mention d'une disposition précise de cette loi désigne la *Loi*

de l'impôt sur le revenu (Canada) et la législation d'une législature d'une province ou d'un territoire du Canada et les règlements qui y sont pris et qui ont un effet semblable.

- (169) « **déclaration de revenus** » désigne l'ensemble des déclarations, des formulaires, des annexes, des rapports, des avis, des documents produits, des états (y compris les déclarations et les rapports de retenues d'impôt et les déclarations et rapports de renseignements fiscaux), des demandes de remboursement et de tous les autres documents, de quelque nature que ce soit, qui sont produits ou qui doivent être produits à une autorité gouvernementale à l'égard d'impôts, conjointement avec toutes les modifications et tous les compléments rattachés.
- (170) « **impôts** » désigne les impôts, les droits, les frais, les primes, les cotisations, les prélèvements et les autres droits de quelque genre que ce soit qu'impose une autorité gouvernementale, y compris l'ensemble des intérêts, des pénalités, des amendes, des ajouts à l'impôt ou d'autres montants imposés à cet égard (dont ceux imposés sur, mesurés par ou désignés comme ce qui suit : le revenu, les recettes brutes, les bénéfices, le capital, les transferts, les transferts fonciers, les gains, le capital-actions, la production, les cadeaux, les avoirs, l'environnement, la valeur nette, les services publics, les ventes, les biens et services, les taxes harmonisées, l'utilisation, la consommation à valeur ajoutée, l'accise, l'estampille, les retenues sur les montants à payer à ou par une personne, les primes, les affaires, le franchisage, les biens, la santé de l'employeur, les cotisations d'éducation et de sécurité sociale, les paiements de déshérence, les surtaxes, les droits de douane et les taxes à l'importation et à l'exportation, le développement, l'occupation, les services sociaux, les frais de licence, de franchise et d'enregistrement et l'assurance-emploi, l'assurance-maladie et les cotisations du Régime de pensions du Canada), la taxe sur les services publics, la taxe d'affaires et l'impôt sur l'occupation des bâtiments et immeubles, et « **impôt** » a un sens correspondant.
- (171) « **demande d'un tiers** » a le sens qui est donné à cette expression au paragraphe 9.1(11).
- (172) « **TM Pipeline LP** » désigne Trans Mountain Pipeline L.P., une société en commandite de l'Alberta enregistrée le 23 février 2007.
- (173) « **Plan de travail de 2018 au PATM** » désigne le plan de travail de 2018 approuvé par l'acheteur et le vendeur qui a été divulgué dans la chambre des données.
- (174) « **réseau du PATM** » désigne, collectivement, le réseau principal et le PATM.
- (175) « **projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain** » ou « **PATM** » désigne un agrandissement proposé du réseau principal visant à renforcer la capacité pour passer d'environ trois cent mille (300 000) barils par jour à environ huit cent quatre-vingt-dix mille (890 000) barils par jour, ce qui est décrit plus en détail dans la rubrique Élargissement du CUP.
- (176) « **indemnité de Trans Mountain en vertu de l'article 15** » désigne le désistement et l'indemnité de TM Pipeline LP en faveur du vendeur à l'égard du paragraphe 15.2(1) de la *Business Corporations Act* (Alberta) en raison du fait que l'associé directeur général est une société à responsabilité illimitée.

- (177) « **règlement de la transaction** » désigne, selon le cas, la résolution spéciale à l'égard de la transaction à étudier par les porteurs à la réunion.
- (178) « **approbation du règlement de la transaction** » désigne l'approbation du règlement de la transaction par les porteurs à la réunion, votant ensemble à titre de catégorie unique, tel que l'exige l'article 190 de la *Business Corporations Act* (Alberta).
- (179) « **transactions** » désigne l'achat et la vente des actions achetées et des unités achetées et toutes les autres transactions envisagées par la présente entente.

- (180) « **employés canadiens transférés** » a le sens qui est donné à cette expression à l'alinéa 7.12(1)c(i).
- (181) « **employés transférés** » désigne les employés canadiens transférés et les employés américains transférés.
- (182) « **employés américains transférés** » a le sens qui est donné à cette expression à l'alinéa 7.12(3)c(i).
- (183) « **entente de prestation de services de transition** » a le sens qui est donné à cette expression au paragraphe 7.13(1).
- (184) « **transmission** » a le sens qui est donné à ce terme au paragraphe 11.12(1).
- (185) « **employés américains** » désigne les employés de KMI qui sont employés ou engagés au cours de l'aménagement, de la construction et de l'exploitation du réseau de TMPL.
- (186) « **période de chevauchement des É.-U.** » a le sens qui est donné à cette expression à l'alinéa 8.2a).
- (187) « **vendeur** » a le sens qui est établi dans les attendus.
- (188) « **conseiller du vendeur** » désigne Blake, Cassels and Graydon LLP.
- (189) « **fonds de roulement** » désigne, en ce qui concerne les entités ciblées, l'ensemble des actifs à court terme (excluant la trésorerie et ses équivalents), moins le passif à court terme (excluant la dette); on le détermine conformément aux principes comptables généralement reconnus qui sont appliqués à l'aide des mêmes méthodes, pratiques, principes, politiques et procédures, avec des classifications, des jugements et des méthodes d'évaluation et d'estimation uniformes qui ont été utilisés au moment de préparer les états financiers consolidés de KML pour la fin de l'exercice le plus récent, comme si de tels comptes étaient préparés et audités à une fin d'exercice.

1.2 Construction. La présente entente a été négociée avec chaque partie avec l'avantage d'une représentation par un avocat, et toute règle de construction prévoyant que les ambiguïtés doivent être résolues par rapport à la partie qui rédige le texte ne s'applique pas à la construction ou à l'interprétation de la présente entente.

1.3 Certaines règles d'interprétation. Dans la présente entente :

- (1) la division en articles et en paragraphes et l'insertion d'en-têtes et de la table des matières visent uniquement à faciliter la consultation et ne touchent pas la construction ou l'interprétation de la présente entente;
- (2) les expressions « la présente », « aux présentes », « en vertu des présentes » et « par les présentes », ainsi que les expressions semblables, désignent cette entente et non une partie en particulier de l'entente;

- a) sauf avis contraire ou si le contexte n'exige autre chose : les mentions d'articles, de paragraphes ou d'annexes sont des mentions d'articles, de paragraphes ou d'annexes de la présente entente de la chambre des données, selon le cas,
- b) le terme « comprenant » ou « comprend » signifie « comprenant (ou comprend), sans toutefois s'y limiter » et ne doit pas être interprété comme limitant tout énoncé général qui le précède aux éléments ou aux affaires précis ou semblables qui le suivent immédiatement,
- c) « l'ensemble », « le total », « la somme » ou une expression ayant un sens semblable signifie « l'ensemble (ou le total ou la somme), ne faisant pas double emploi, de »,
- d) les mentions de contrats sont réputées comprendre l'ensemble des modifications, des compléments, des reformulations et des remplacements de ces contrats dans les présentes,
- e) les mentions de lois, de textes réglementaires ou de règlements, ou d'un article de ceux-ci, sont des mentions des lois, des textes réglementaires, des règlements ou de leur article tels qu'ils ont été modifiés, édictés de nouveau, consolidés ou remplacés de temps à autre,
- f) les mentions, dans la présente entente, du consentement et du fait de prendre une mesure ou de s'en abstenir, sauf avec le consentement d'une partie ou de ses représentants, doit comporter la réserve « un tel consentement ne peut être retenu, retardé ou soumis à des conditions de manière déraisonnable », sauf s'il est indiqué par ailleurs que la partie ou ses représentants exercent l'unique pouvoir discrétionnaire,
- g) les mots au singulier comprennent le pluriel et vice versa, et les mots d'un genre comprennent tous les genres.

1.4 Connaissance. Dans la présente entente, toute référence à la connaissance d'une Partie s'entend de la connaissance réelle de ces personnes à l'égard du vendeur divulguée dans la chambre des données.

1.5 Calcul des délais. Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique le contraire :

- (1) une référence à une période de jours est réputée commencer le premier jour après l'événement qui a commencé la période et prendre fin à 17 h le dernier jour de la période, mais si le dernier jour de la période n'est pas un jour ouvrable, la période se termine à 17 h le prochain jour ouvrable suivant;
- (2) toutes les références à des dates précises signifient 23 h 59 à ces dates;
- (3) toutes les références à des heures précises renvoient à l'heure des Rocheuses; et
- (4) en ce qui concerne le calcul de toute période, les références à « de » signifie « de, à l'exclusion de » et les références à « pour » ou « jusqu'à » signifie « y compris ».

1.6 Rendement les jours ouvrables. Si une mesure est requise en vertu de la présente entente à une date précise qui n'est pas un jour ouvrable, l'action est valide si elle est prise le jour ouvrable suivant.

1.7 Calcul des intérêts. Dans le calcul des intérêts à payer en vertu de la présente entente pour toute période, le premier jour de la période est inclus et le dernier jour est exclu.

1.8 Devise et paiement. Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique le contraire :

- (1) les renvois à des montants ou à « \$ » sont en dollars canadiens;
- (2) un paiement doit être effectué par voie de virement télégraphique, à un compte désigné par écrit par le vendeur à l'acheteur, ou désigné par écrit par l'acheteur au vendeur, selon le cas, ou par toute autre méthode convenue par l'acheteur et le vendeur (autres que les paiements en espèces) qui fournit immédiatement des fonds disponibles; et
- (3) sauf dans le cas d'un paiement dû à la date de clôture, tout paiement dû à une date donnée doit être reçu et disponible au plus tard à 14 h à la date d'échéance et tout paiement reçu et disponible après ce moment est réputé avoir été effectué et reçu le jour ouvrable suivant.

1.9 Expressions comptables Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique le contraire, chaque expression comptable a le sens qui lui est attribué par les PCGR.

1.10 Annexes. Les annexes suivantes font partie de la présente entente :

Annexe 4.1(1)a)	Formulaire de certificat de mise à jour du vendeur
Annexe 4.2(1)a)	Formulaire de mise à jour de l'acheteur
Annexe 6.2(3)	Capital autorisé et émis

ARTICLE 2

ACHAT ET VENTE D'ACTIONS ACHETÉES ET D'UNITÉS ACHETÉES

2.1 Convention d'achat-vente. Sous réserve des modalités énoncées dans la présente entente, à l'heure d'entrée en vigueur, le vendeur vendra à l'acheteur et l'acheteur achètera du vendeur, toutes les actions achetées et les unités achetées, constituant l'ensemble des actions émises et en circulation dans le capital des sociétés ciblées et l'ensemble des unités émises et en circulation de TM pipeline LP.

2.2 Prix d'achat et allocation du prix d'achat.

- (1) Sous réserve des modalités de la présente entente, le total du prix d'achat (le « **prix d'achat** ») à payer par l'acheteur au vendeur pour les unités achetées et les actions achetées est de quatre milliards cinq cents millions de dollars (4 500 000 000 \$), sous réserve des rajustements requis par les articles 2.4 et 2.5.
- (2) L'acheteur et le vendeur doivent répartir le prix d'achat et les rajustements ainsi qu'ils sont indiqués dans la chambre des données.

2.3 Paiement du prix d'achat. Sous réserve de l'article 2.5, l'acheteur doit payer et régler le prix d'achat par paiement à la clôture à l'ordre du vendeur de la somme de quatre milliards cinq cents millions de dollars (4 500 000 000 \$), plus ou moins le montant de tout rajustement provisoire positif ou négatif, selon le cas, déterminé immédiatement avant la clôture en vertu du paragraphe 2.4(2).

2.4 Date de clôture des rajustements.

- (1) Au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date de clôture, le vendeur doit faire en sorte que les auditeurs préparent et que le vendeur lui fournisse : a) une meilleure estimation de bonne foi d'un calcul détaillé des fonds de roulement consolidés des entités ciblées à l'heure d'entrée en vigueur sans donner effet aux transactions (les « **fonds de roulement préliminaires de la clôture** »), y compris une estimation du bilan des entités ciblées à l'heure d'entrée en vigueur sans donner effet aux transactions; b) un calcul du montant par lequel les fonds de roulement préliminaires de la clôture sont supérieurs ou inférieurs, selon le cas, aux fonds de roulement cible; c) une meilleure estimation de bonne foi d'un calcul détaillé de l'endettement consolidé des entités ciblées à l'heure d'entrée en vigueur sans donner effet aux transactions (l'« **endettement préliminaire de la clôture** »); et d) une meilleure estimation de bonne foi d'un calcul détaillé des fonds et équivalents de trésorerie consolidés des entités ciblées à l'heure d'entrée en vigueur sans donner effet aux transactions (les « **fonds préliminaires et équivalents de trésorerie** »);
- (2) Si les fonds de roulement préliminaires de la clôture sont inférieurs aux fonds de roulement cibles, alors le prix d'achat sera réduit à la clôture du montant de cette différence, sous réserve des autres rajustements qui peuvent être prescrits par l'article 2.5. Si les fonds de roulement préliminaires de la clôture sont supérieurs aux fonds de roulement cibles, alors le prix d'achat sera augmenté à la clôture du montant de cette différence, sous réserve des autres rajustements prescrits par l'article 2.5. Le prix d'achat sera réduit à la clôture du montant de l'endettement préliminaire de la clôture. Le prix d'achat sera augmenté des fonds préliminaires et équivalents de trésorerie. Un exemple de calcul de la détermination du rajustement du prix d'achat préliminaire est présenté dans la chambre des données. Les déterminations du rajustement du prix d'achat préliminaire en vertu du présent paragraphe 2.4(2) et le rajustement du prix d'achat final en vertu de l'article 2.5 doivent être faites conformément à l'exemple de calcul.
- (3) Dès que possible, mais au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de clôture, l'acheteur doit préparer et remettre au vendeur ce qui suit (collectivement, les « **déclarations de clôture** ») :
 - (a) les états financiers pour les entités ciblées sur une base consolidée pour la période à partir de la date des états financiers à l'heure d'entrée en vigueur et préparés conformément aux PCGR appliqués conformément aux états financiers audités de KML pour l'année qui a pris fin le 31 décembre 2017 (les « **états financiers de la clôture** »);

- (b) un calcul des fonds de roulement consolidés à l'heure d'entrée en vigueur des entités ciblées, déterminés en fonction du bilan figurant dans les états financiers de la clôture (les « **fonds de roulement de la clôture** »);
 - (c) un calcul de l'endettement consolidé à l'heure d'entrée en vigueur des entités ciblées, déterminé en fonction du bilan figurant dans les états financiers de la clôture (l'« **endettement de la clôture** »);
 - (d) un calcul des fonds et équivalents de trésorerie consolidés à l'heure d'entrée en vigueur des entités ciblées, déterminés en fonction du bilan figurant dans les états financiers de la clôture (les « **fonds de clôture et équivalents de trésorerie** »);
 - (e) un calcul :
 - (i) du montant par lequel les fonds de roulement de la clôture sont supérieurs ou inférieurs, selon le cas, aux fonds de roulement préliminaires de la clôture;
 - (ii) du montant par lequel l'endettement de la clôture est supérieur ou inférieur, selon le cas, à l'endettement préliminaire de la clôture;
 - (iii) le montant par lequel les fonds de clôture et équivalents de trésorerie sont supérieurs ou inférieurs, selon le cas, aux fonds de clôture et équivalents de trésorerie préliminaires; et
 - (iv) du prix d'achat rajusté conformément à l'article 2.5.
- (4) Le vendeur et l'acheteur doivent collaborer pleinement dans le calcul des fonds de roulement de la clôture et la préparation des déclarations de clôture.
- (5) Le vendeur doit avoir un délai de trente (30) jours à compter de la réception des déclarations de clôture pour examiner ces dernières. Aux fins de cet examen, l'acheteur doit faire en sorte que les entités ciblées et les auditeurs permettent au vendeur et aux représentants autorisés de ce dernier d'examiner tous les documents de travail, annexes, livres et registres comptables et d'autres documents et renseignements utilisés ou préparés par les entités ciblées ou les auditeurs dans le cadre de la préparation des déclarations de clôture et d'avoir un accès raisonnable au personnel compétent des entités ciblées pour que le vendeur puisse vérifier l'exactitude et la présentation ainsi que d'autres questions liées à la préparation des déclarations de clôture. Le vendeur peut contester les éléments des déclarations de clôture au moyen d'un avis écrit (un « **avis d'opposition** ») remis à l'acheteur dans le même délai de trente (30) jours. Si le vendeur n'a pas remis un avis d'opposition à l'acheteur dans ce délai de trente (30) jours, le vendeur est réputé avoir accepté les déclarations de clôture. Si le vendeur remet un avis d'opposition, le vendeur et l'acheteur doivent collaborer rapidement et de bonne foi dans le but de régler tous les points en litige dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception de l'avis d'opposition. Si tous les points en litige ne sont pas résolus dans les quinze (15) jours, les autres points en litige doivent être renvoyés à une firme de comptables agréés du Canada reconnue à l'échelle nationale, choisie par l'acheteur et acceptée par le vendeur, agissant raisonnablement (à la condition que l'entreprise ne soit pas l'auditeur de l'une des parties

et que des frais de consultation importants n'aient pas été payés par l'une des parties au cours des vingt-quatre (24) mois précédents).

- (6) Chaque partie doit fournir à l'entreprise choisie en conformité avec le paragraphe 2.4(5) (l'« **auditeur indépendant** ») les documents de travail, annexes et autres documents, livres et registres comptables et renseignements sur les points en litige, qui sont à la disposition de cette partie ou de ses auditeurs (et, dans le cas de l'acheteur, les auditeurs) comme l'auditeur indépendant peut l'exiger. Les parties doivent indiquer à l'auditeur indépendant que les délais sont de rigueur quant à la détermination de tout différend, et que sa décision en ce qui concerne tout point en litige doit être mise par écrit et, en l'absence d'erreur manifeste, elle est définitive et lie le vendeur et l'acheteur sans droits de contestation, d'examen ou d'appel devant les tribunaux de quelque façon que ce soit. L'auditeur indépendant, dans sa détermination de tout différend, agit à titre d'expert et non comme arbitre et il n'est pas tenu de procéder à une enquête judiciaire.
- (7) À la suite d'un accord ou d'une décision, selon le cas, en ce qui concerne tous les points en litige, les déclarations de clôture sont réputées être modifiées au besoin pour tenir compte de l'accord ou de la décision, selon le cas. Dans ce cas, les références dans la présente entente aux déclarations de clôture seront les références aux déclarations de clôture modifiées.
- (8) Le vendeur est responsable de la moitié des honoraires et des dépenses de l'auditeur indépendant et l'acheteur est responsable de la moitié des honoraires et dépenses de l'auditeur indépendant, mais chaque partie est responsable de ses propres coûts et dépenses.

2.5 Rajustement du prix d'achat. Le prix d'achat doit être rajusté d'un montant par lequel les fonds de roulement de la clôture, l'endettement de la clôture et les fonds de clôture et équivalents de trésorerie sont supérieurs ou inférieurs, selon le cas, aux fonds de roulement préliminaires de la clôture, à l'endettement préliminaire de la clôture et aux fonds de clôture et équivalents de trésorerie préliminaire, respectivement.

Si :

- (1) les fonds de roulement de la clôture sont supérieurs aux fonds de roulement préliminaires de la clôture, alors le prix d'achat doit être augmenté de ce montant;
- (2) les fonds de roulement de la clôture sont inférieurs aux fonds de roulement préliminaires de la clôture, alors le prix d'achat doit être diminué de ce montant;
- (3) l'endettement de la clôture est supérieur à l'endettement préliminaire de la clôture, alors le prix d'achat doit être diminué de ce montant;
- (4) l'endettement de la clôture est inférieur à l'endettement préliminaire de la clôture, alors le prix d'achat doit être augmenté de ce montant;
- (5) les fonds de clôture et équivalents de trésorerie sont supérieurs aux fonds de clôture et équivalents de trésorerie préliminaires, alors le prix d'achat doit être augmenté de ce montant; et

- (6) les fonds de clôture et équivalents de trésorerie sont inférieures aux fonds de clôture et équivalents de trésorerie préliminaires, alors le prix d'achat doit être diminué de ce montant.

Si la somme des rajustements pour les fonds de roulement, l'endettement et les fonds et équivalents de trésorerie est un montant positif, alors l'acheteur doit payer la différence au vendeur dans un délai de dix (10) jours ouvrables suivant l'accord ou l'amendement réputé des déclarations de clôture en vertu de l'article 2.4. Si la somme des rajustements pour les fonds de roulement, l'endettement et les fonds et équivalents de trésorerie est un montant négatif, alors le vendeur doit payer la différence à l'acheteur dans un délai de dix (10) jours ouvrables suivant l'accord ou l'amendement réputé des déclarations de clôture en vertu de l'article 2.4. La détermination et le rajustement du prix d'achat en conformité avec les dispositions des articles 2.4 et 2.5 ne limiteront pas les droits ou d'autres causes d'action que les parties pourraient avoir en ce qui concerne les déclarations, garanties, engagements et indemnités en leur faveur dans la présente entente, ou n'y porteront atteinte.

ARTICLE 3 ARRANGEMENT EN MATIÈRE DE CLÔTURE

3.1 Clôture. Sous réserve du respect par les parties des conditions décrites à l'article 4, ou de leur renonciation, les parties doivent effectuer la clôture à la date de clôture, au moment convenu par le vendeur et l'acheteur et dans les bureaux de l'avocat de l'acheteur à Calgary, en Alberta, ou à tout autre lieu convenu par le vendeur et l'acheteur.

3.2 Livraisons à la clôture par le vendeur. À la clôture, le vendeur doit fournir ou faire livrer à l'acheteur ce qui suit :

- (1) les articles qui doivent être fournis en vertu du paragraphe 4.1(1);
- (2) les registres des actionnaires originaux, les grands livres de transfert des actions, les registres des procès-verbaux et les sceaux d'entreprise (le cas échéant) de sociétés ciblées;
- (3) le registre original d'une société de personnes contenant les registres originaux d'unités, les grands livres de transfert des unités et l'accord de commandite;
- (4) à l'égard de chaque entité ciblée :
 - (a) les certificats des parts ou les certificats d'unités représentant toutes les actions émises et en circulation de l'entité ciblée inscrite au nom de l'une ou plusieurs des entités ciblées ou du vendeur, selon le cas;
 - (b) un certificat de statut ou son équivalent en vertu des lois de l'administration de sa constitution ou régissant son existence;
 - (c) un certificat de l'un de ses cadres dirigeants attestant le statut de personne morale, de société de personnes et les actes constitutifs de l'entité ciblée;
 - (d) la démission écrite des administrateurs et dirigeants de l'entité cible déterminée par l'acheteur, dans chaque cas, avec effet à compter de l'heure d'entrée en

vigueur, de concert avec les rejets mutuels, principalement sous la forme habituelle pour une transaction de cette nature; et

- (e) une liste vraie, exacte et complète des comptes et les coffrets de sûreté des entités ciblées et des personnes qui détiennent des procurations générales ou spéciales d'entités ciblées et qui indiquent ce qui suit :
 - (i) le nom de chaque banque, société de fiducie ou institution semblable dans laquelle chaque entité ciblée a des comptes ou des coffrets de sûreté, le nombre ou la désignation de chaque compte et coffret de sûreté et les noms de toutes les personnes autorisées à en faire des retraits ou à y avoir accès;
 - (ii) le nom de chaque personne qui détient une procuration générale ou spéciale d'une entité cible et un résumé des modalités;
- (5) à l'égard du vendeur :
 - (a) un certificat de statut ou son équivalent en vertu des lois de l'administration de sa constitution ou régissant son existence;
 - (b) un certificat de l'un de ses cadres dirigeants attestant :
 - (i) les résolutions du conseil d'administration et/ou (si cela est requis selon les lois applicables) des actionnaires du vendeur autorisant la signature, la livraison et l'exécution de la présente entente et de tous les contrats, accords, instruments, certificats et autres documents exigés par la présente entente, à être livrés par le vendeur;
 - (ii) le mandat et les signatures des agents du vendeur qui signent la présente entente et tout autre document se rapportant aux transactions;
- (6) l'indemnité de l'article 15 visant Trans Mountain dûment signée par TM pipeline LP; et
- (7) toute autre documentation qu'un acheteur peut raisonnablement demander en temps opportun afin d'établir l'achèvement des transactions et la prise de toutes les procédures d'entreprise dans le cadre des transactions (quant à l'attestation et autrement), dans chaque cas, selon la forme et la substance satisfaisantes pour l'acheteur, agissant raisonnablement.

3.3 Livraisons à la clôture par l'acheteur. À la clôture, l'acheteur doit fournir ou faire livrer au vendeur ce qui suit :

- (1) tous les paiements, certificats, ententes, documents et instruments comme l'exige l'alinéa 4.2(1)f);
- (2) toute autre documentation qu'un vendeur peut raisonnablement demander en temps opportun afin d'établir l'achèvement des transactions et la prise de toutes les procédures d'entreprise dans le cadre des transactions (quant à l'attestation et autrement), dans chaque cas, selon la forme et la substance satisfaisantes pour le vendeur, agissant

raisonnablement;

- (3) des éléments raisonnablement satisfaisants pour le vendeur selon lesquels le responsable désigné de l'acheteur qui obtient la cession des actions achetées et des unités achetées est une entité imposable en vertu de la loi de l'impôt.

ARTICLE 4

CONDITIONS DE LA CLÔTURE

4.1 Conditions au profit de l'acheteur.

- (1) L'acheteur doit être tenu d'effectuer les transactions seulement si chacune des conditions préalables suivantes a été remplie en entier au plus tard à la date de clôture :
- (a) toutes les déclarations et les garanties du vendeur, de KML et de KMI, faites dans la présente entente doivent être vraies et exactes à la date des présentes et à la date de clôture (sauf dans la mesure où de telles déclarations et garanties se rapportent expressément à une date précise, et dans ce cas, elles sont vraies et exactes à cette date précise), sauf que si les déclarations et les garanties ne sont pas vraies et exactes (compte non tenu des conditions en ce qui a trait à l'importance, à l'effet négatif déterminant ou qui figurent dans les présentes) individuellement ou globalement, cela n'a pas un effet négatif déterminant; et un certificat d'un officier supérieur du vendeur attestant ce qui précède a été remis à l'acheteur;
 - (b) chaque vendeur, KML et KMI ont respecté ou exécuté l'ensemble des obligations respectives, engagements et accords aux termes de la présente entente à être respectées ou exécutés par le vendeur, KML et KMI, au plus tard à la date de clôture, à tous égards importants, et un certificat d'un cadre supérieur de chaque vendeur et KML attestant ce qui précède a été remis à l'acheteur;
 - (c) toutes les procédures d'entreprise qui doivent être prises par le vendeur et KML dans le cadre des transactions ont été entreprises et obtenues;
 - (d) l'approbation du règlement de la transaction a été entreprise et obtenue;
 - (e) l'approbation de concurrence et l'autorisation de la LTC doivent avoir été obtenues;
 - (f) l'autorisation du CFIUS a été obtenue;
 - (g) il n'y a pas d'injonction ou ordonnance de non-communication qui a été rendue par un tribunal compétent qui prévoit qu'une autorité gouvernementale empêche l'achèvement des transactions;
 - (h) depuis la date de la présente entente, aucun événement n'a eu lieu qui a eu un effet négatif déterminant;
 - (i) le vendeur a livré ou a fait livrer à l'acheteur ce qui suit :

- (i) des certificats représentant les actions achetées et les unités achetées, accompagnés de pouvoirs de transfert d'actions et d'unités dûment exécutés en blanc ou d'instruments de transfert dûment exécutés, et autres assurances, consentements et autres documents qu'un acheteur peut raisonnablement demander pour transférer efficacement à l'acheteur le titre de propriété des actions achetées et des unités achetées libres de toute charge autre que les charges afférentes à l'égard de la garantie fournie par le vendeur et les entités ciblées afin d'obtenir des obligations de TM Pipeline Limited en vertu de l'indemnité limitée de TM Pipeline LP (convention de crédit visée);
- (ii) une copie certifiée conforme d'une résolution du conseil d'administration de chacun des associés directeurs et de KMCI qui consentent au transfert des actions achetées et des unités achetées du vendeur à l'acheteur tel qu'il est prévu par la présente entente et autorisant la signature, la livraison et l'exécution de tous les contrats, accords, instruments, certificats et autres documents requis par la présente entente à être livrés par l'associé directeur et KMCI, s'il y a lieu;
- (iii) les rejets par le vendeur en tant qu'actionnaire de l'associé directeur et de KMCI qui sont habituels dans le cadre d'une transaction comme la présente;
- (iv) la preuve, à la satisfaction de l'acheteur du rejet de toutes les charges grevant les biens, autres que les charges permises, mais, à l'exclusion des charges en faveur de Computershare Trust Company of Canada visée au sous-alinéa (i) de la définition de charge permise (qui doit, pour plus de certitude, être publiée en même temps que la clôture);
- (v) l'entente de prestation de services de transition dûment signée par le vendeur;
- (vi) un certificat de l'associé commandité de TM pipeline LP en conformité avec la réglementation du Trésor américain 1.1445-11T(d), attestant que cinquante pour cent (50 %) ou plus de la valeur de l'actif brut de TM pipeline LP n'est pas composée par des intérêts immobiliers américains et que quatre-vingt-dix pour cent (90 %) ou plus de la valeur de l'actif brut de TM pipeline LP n'est pas composée par des intérêts immobiliers américains, plus tous fonds et équivalents de trésorerie américains;
- (vii) un certificat de l'associé commandité de TM pipeline LP en vertu de l'Internal Revenue Service, avis 2018-29 indiquant que si TM Pipeline LP a vendu tous ses biens à leur juste valeur marchande, le montant de tout gain connexe au sens de l'avis 2018-29 serait inférieur à vingt-cinq pour cent (25 %) du gain total; et

(j) si la convention de crédit visée a été conclue, l'indemnité limitée de TM Pipeline LP

(convention de crédit visée) aura été conclue.

- (2) Chacune des conditions énoncées au paragraphe 4.1(1) est au profit exclusif de l'acheteur et l'acheteur peut renoncer au respect d'une telle condition, en tout ou en partie, en envoyant un avis écrit au vendeur, sauf qu'une telle renonciation ne vise aucune autre condition.

4.2 Conditions au profit du vendeur.

- (1) Le vendeur doit être tenu d'effectuer les transactions seulement si chacune des conditions préalables suivantes a été remplie en entier au plus tard à la date de clôture :
- (a) l'ensemble des déclarations et garanties de l'acheteur faites dans la présente entente doivent être vraies et exactes à tous égards importants, à compter de la date de la présente entente (sauf dans les cas où ces déclarations et garanties peuvent être touchées par les activités ou transactions expressément autorisées par la présente entente ou en découlant) et sont vraies et exactes à tous égards importants, à compter de la date de clôture avec le même effet que si elles étaient faites au plus tard à la date de clôture, et un certificat d'un officier supérieur de l'acheteur attestant ce qui précède a été fourni par l'acheteur;
 - (b) L'acheteur doit avoir respecté ou effectué toutes les obligations, engagements et ententes en vertu de la présente entente qui doivent être respectés ou exécutés par l'acheteur au plus tard à la date de clôture, à tous égards importants, et un certificat d'un officier supérieur de l'acheteur attestant ce qui précède a été fourni par l'acheteur;
 - (c) l'approbation de concurrence et l'autorisation de la LTC doivent avoir été obtenues;
 - (d) l'autorisation du CFIUS a été obtenue;
 - (e) il n'y a pas d'injonction ou d'ordonnance de non-communication qui a été rendue par un tribunal compétent qui prévoit qu'une autorité gouvernementale empêche l'achèvement des transactions;
 - (f) l'acheteur a livré ou a fait livrer au vendeur ce qui suit :
 - (i) le paiement des montants qui doivent être payés à la date de clôture, en vertu de l'article 2.3;
 - (ii) l'entente de prestation de services de transition dûment signée par l'acheteur;
 - (g) si la convention de crédit visée est conclue, la garantie d'EDC doit avoir été dûment signée par Sa Majesté du chef du Canada (ou son mandataire Exportation et développement Canada); et
 - (h) l'approbation du règlement de la transaction doit avoir été obtenue.

- (2) Chacune des conditions énoncées au paragraphe 4.2(1) est au profit exclusif du vendeur et le vendeur peut renoncer au respect d'une telle condition, en tout ou en partie, en envoyant un avis écrit à l'acheteur, sauf qu'une telle renonciation ne vise aucune autre condition.

4.3 Cessation des activités. Par avis donné avant la clôture ou à ce moment, sous réserve de l'article 4.4 de la présente entente peut être résiliée ainsi :

- (1) par l'acheteur, si une condition à l'article 4.1 n'a pas été remplie à la date de clôture ou si le respect de toute condition à la date de clôture est ou devient impossible (autrement que par l'échec par l'acheteur de se conformer à ses obligations en vertu de la présente entente), et l'acheteur n'a pas renoncé à cette condition à la date de clôture;
- (2) par le vendeur si toute condition à l'article 4.2 n'a pas été remplie à la date limite ou si le respect de toute condition à la date de clôture est ou devient impossible (autrement que par l'échec par le vendeur de respect ses obligations en vertu de la présente entente), et le vendeur n'a pas renoncé à cette condition à la date de clôture;
- (3) par consentement mutuel de l'acheteur et du vendeur;
- (4) par le vendeur qui accepte, approuve ou conclut une entente, relativement à une proposition supérieure prévue au paragraphe 7.1(4) et à l'article 7.1(5);
- (5) par l'acheteur, sauf s'il est en violation patente de la présente entente ou par le vendeur, sauf s'il est en violation patente de la présente entente, si la clôture n'a pas eu lieu au plus tard à la date externe;
- (6) par l'acheteur ou le vendeur en vertu de l'article 7.16; et
- (7) par l'acheteur en vertu de l'article 7.4.

4.4 Effet de la résiliation. Le droit de chaque partie à la résiliation en vertu de l'article 4.3 s'ajoute à tous les autres droits qu'elle peut avoir dans le cadre de la présente entente ou autrement, en droit, en equity ou autrement, et l'exercice de ce droit de résiliation n'est pas un choix de mesures correctives. Si la présente entente est résiliée, en vertu de l'article 4.3, toutes les obligations des parties en vertu de la présente entente prendront fin, sauf que les obligations contenues à l'article 4.4 et à l'article 11 survivront, à la condition que si la présente entente est résiliée, en vertu du paragraphe 4.3(1), 4.3(2), 4.3(5) ou 4.3(6), le droit de la partie qui procède à la résiliation d'intenter tous les recours juridiques en droit, en equity ou autrement, survivra à cette résiliation.

4.5 Renonciation aux conditions de la clôture. Si l'une ou l'autre des conditions énoncées à l'article 4.1 n'a pas été remplie, l'acheteur peut choisir par écrit de renoncer à la condition et de procéder à la réalisation des transactions et, si l'une des conditions de l'article 4.2 n'a pas été remplie, le vendeur peut choisir par écrit de renoncer à la condition et de procéder à la réalisation des transactions. Une telle renonciation et le choix par l'acheteur ou le vendeur, selon le cas, n'agira comme une renonciation à la condition précise de clôture et de l'autre partie ou les parties, selon le cas, n'auront aucune responsabilité en ce qui concerne la condition renoncée.

4.6 Défaut de clôture. Si la clôture n'a pas lieu parce que toute condition de l'article 4.1 ou 4.2 n'a pas été remplie ou qu'on n'y a pas renoncé à la date de clôture ou si le respect d'une telle condition à la date de clôture est ou devient impossible à cause d'une violation par une partie de ses engagements, déclarations, garanties ou autres obligations en vertu de la présente entente, la partie en défaut doit être tenue responsable des coûts de transaction de l'autre partie jusqu'à concurrence de dix millions de dollars (10 000 000 \$) et, de plus, chacune des parties non en défaut doit avoir le droit d'intenter tous les recours en droit, en equity ou autrement, et rien dans les présentes n'empêchera les parties non en défaut de demander une injonction pour empêcher toute violation des engagements ou d'autres obligations des autres parties énoncées dans la présente entente ou autrement, pour obtenir des renseignements précis sur le rendement de l'un de ces engagements ou obligations. Toute exigence pour l'obtention ou l'affichage d'un cautionnement relativement à l'obtention d'une telle injonction ou d'un autre redressement équitable est, par les présentes, levée.

4.7 Efforts raisonnables. Chaque partie doit faire des efforts commerciaux raisonnables pour respecter les conditions qui s'y appliquent et qui figurent au présent article 4.

ARTICLE 5

QUESTIONS RELATIVES À L'APPROBATION DES PORTEURS

5.1 Ententes de soutien Les porteurs ont, en même temps que la signature de la présente entente, livré à l'acheteur les ententes de soutien.

5.2 Circulaire et réunion.

- (1) Aussi rapidement que possible après la signature de la présente entente et en conformité avec les lois applicables, KML doit, avec l'aide de l'acheteur après une demande raisonnable de KML : a) préparer la circulaire et faire en sorte que la circulaire soit envoyée par la poste aux porteurs applicables et déposée auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières applicables, y compris la SEC, et d'autres autorités gouvernementales dans toutes les administrations où ces documents doivent être déposés; et b) convoquer une réunion et en donner avis (et non ajouter, reporter ou annuler, ou proposer l'ajournement, le report ou l'annulation de la réunion sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de l'acheteur, sauf lorsque c'est nécessaire, aux fins du quorum (auquel cas, la séance sera ajournée et non annulée) ou selon ce qui est exigé par la loi applicable, ou par une autorité gouvernementale), réunion au cours de laquelle le règlement de la transaction doit être soumis aux porteurs qui ont le droit de voter sur une telle résolution pour approbation. KML et l'acheteur doivent promptement fournir tous les renseignements que peut raisonnablement demander une autorité gouvernementale en rapport avec la préparation et le dépôt de la circulaire.
- (2) KML doit, avec l'aide de l'acheteur, faire en sorte que la circulaire soit préparée en conformité, à tous égards importants, avec les lois applicables, y compris les exigences applicables de l'*Exchange Act*, et fournir aux porteurs les renseignements suffisamment détaillés pour leur permettre de former un jugement éclairé au sujet des questions à considérer lors de la réunion et cela doit inclure, sans s'y limiter : a) une copie de l'avis d'équité; et b) la détermination sur les approbations et les recommandations du conseil d'administration de KML énoncées au paragraphe 5.2(3).

- (3) La circulaire doit préciser que le conseil d'administration de KML a, en fonction entre autres choses de l'avis d'équité, unanimement : a) déterminé que la transaction est juste et qu'elle est dans l'intérêt supérieur de KML; et b) résolu de recommander que les porteurs votent en faveur du règlement de la transaction.
- (4) KML doit fournir à l'acheteur et à ses représentants une occasion raisonnable d'examiner et de commenter la circulaire et tout autre document pertinent et doit tenir compte de tous les commentaires formulés par l'acheteur. La circulaire doit se conformer aux lois applicables, y compris aux exigences applicables de l'*Exchange Act*.
- (5) KML doit veiller à ce que la circulaire ne contienne pas, au moment de son envoi, de faux renseignements sur un fait important ou n'omet pas d'énoncer un fait important qui doit être indiqué ou qui est nécessaire pour faire en sorte que les déclarations qui y figurent ne soient pas trompeuses à la lumière des circonstances dans lesquelles elles sont faites. Si, à quelque moment que ce soit avant la réception de l'approbation du règlement de la transaction, toute information ayant trait à l'acheteur KML, ou de l'une de ses sociétés affiliées respectives, ses administrateurs ou dirigeants, devait être découverte par KML ou l'acheteur qui doit être énoncée dans un amendement ou un supplément à la circulaire, de sorte que ce document ne comprenne pas de déclaration erronée sur un fait important ou n'omette pas d'énoncer un fait important qui doit être indiqué ou qui est nécessaire pour éviter que les déclarations qui y figurent, à la lumière des circonstances en vertu desquelles elles ont été faites, soient non trompeuses, la partie qui découvre une telle information doit sans délai aviser l'autre, et un amendement ou un complément approprié décrivant ces renseignements doit être promptement déposé auprès des autorités réglementaires de valeurs mobilières et, dans la mesure requise par la loi applicable, diffusés aux porteurs.
- (6) KML doit informer l'acheteur, selon ce que peut raisonnablement demander l'acheteur, et sur une base quotidienne, à chacun des dix (10) jours ouvrables avant la date limite de la procuration pour la réunion, quant à la somme de comptage des procurations reçues par KML à l'égard du règlement de la transaction.
- (7) KML doit procéder à la réunion en conformité avec les règlements administratifs de KML et tout instrument régissant la réunion, selon le cas, et en conformité avec les lois applicables.
- (8) KML doit aviser sans délai l'acheteur du nombre de porteurs pour lesquels KML reçoit des oppositions écrites aux transactions et lui fournir des copies de ces objections écrites à mesure de leur réception.

5.3 Sollicitation de procurations et agent de sollicitation. Sous réserve des modalités de la présente entente et des obligations fiduciaires des administrateurs et dirigeants de KML, KML doit solliciter des procurations qui feront l'objet d'un vote à la réunion en faveur des questions à être examinées lors de la réunion, y compris le règlement de la transaction et, si l'acheteur en fait la demande, agissant raisonnablement, doit engager un agent de sollicitation de procurations afin de solliciter des procurations en faveur du règlement de la transaction et collaborer avec les personnes qui sollicitent des procurations en faveur de l'approbation du règlement de la transaction.

ARTICLE 6

DÉCLARATIONS ET GARANTIES

6.1 Déclarations et garanties du vendeur. Le vendeur déclare et garantit à l'acheteur ce qui suit et reconnaît que l'acheteur se fonde sur ces déclarations et garanties dans le cadre de son achat d'actions achetées et d'unités achetées et que l'acheteur n'achètera pas les actions achetées et les unités achetées sans ces déclarations et garanties :

- (1) Organisation et statut. Il s'agit d'une société à responsabilité illimitée dûment formée et organisée et elle existe de façon valide, sous le régime des lois de la province de la Nouvelle-Écosse et est à jour dans le dépôt de toutes les déclarations de sociétés et déclarations semblables en vertu des lois de cette province.
- (2) Pouvoir d'entreprise. Elle a toutes les capacités et pouvoirs nécessaires pour posséder ou louer ses entreprises, biens et actifs (y compris les actions achetées et les unités achetées), ou en disposer, pour conclure la présente entente et les contrats, les ententes et les instruments requis par la présente entente et qui doivent être signés et livrés par elle, et s'acquitter de ses obligations en vertu des présentes.
- (3) Autorisation. Toutes les mesures d'entreprise ont été prises par elle ou en son nom pour autoriser la signature et l'exécution de la présente entente et des contrats, des ententes et des instruments requis par la présente entente qui doivent être livrés par elle et l'exécution de ses obligations en vertu des présentes.
- (4) Caractère exécutoire. La présente entente a été dûment signée et livrée par elle et (en supposant la signature et la livraison de services par les autres parties) elle est une obligation juridique, valide et exécutoire contre elle conformément à ses modalités, sauf que ce caractère exécutoire peut être limité par des lois sur la faillite, l'insolvabilité et d'autres lois semblables touchant les droits des créanciers de façon générale et sauf que des recours équitables peuvent être accordés seulement à la discrétion d'un tribunal compétent. Chacun des contrats, des ententes et des instruments requis par la présente entente qui doit être livré par elle à la date de clôture a été dûment signé et livré par elle et (en supposant la signature et la livraison par les autres parties) sera, à la clôture, exécutoire contre elle conformément à ses modalités, sauf que le caractère exécutoire peut être limité par les lois sur la faillite, l'insolvabilité et d'autres lois touchant les droits des créanciers de façon générale et sauf que les recours équitables peuvent être accordés seulement à la discrétion d'un tribunal compétent.
- (5) Propriété des actions achetées. Elle est le propriétaire enregistré et bénéficiaire des actions achetées ayant un titre valable et marchand, libre de toutes charges (autres que les charges permises visées aux sous-alinéas (i) et (j) de la définition de « charges permises »), et a le droit exclusif de disposer des actions achetées, comme le prévoit la présente convention. Aucune des actions achetées n'est assujettie à : a) un contrat ou une restriction qui, d'une façon quelconque limite ou restreint le transfert à l'acheteur des actions achetées autres que les restrictions au transfert dans les articles de la société ciblée; ou b) une fiducie ayant droit de vote, une entente de mise en commun, une convention d'actionnaires, une entente de vote ou un autre contrat, arrangement ou entente concernant le vote à l'égard des actions achetées (ou l'un d'entre eux). À la date de clôture, ou avant cette dernière, tous les

contrats et restrictions auront été respectés ou résiliés et la preuve de la conformité ou de la résiliation, selon la forme et le fond souhaité par l'acheteur aura été fournie à ce dernier. Au terme des transactions, elle n'aura aucun droit de propriété sur les sociétés ciblées, direct ou indirect, réel ou éventuel, et l'acheteur doit un titre valable sur les actions achetées, libres de toutes charges autres que

les charges accordées par l'acheteur ou à l'égard de la garantie fournie par le vendeur et les entités ciblées pour garantir les obligations de TM Pipeline Limited en vertu de la l'indemnité limitée de TM pipeline LP (convention de crédit visée).

- (6) Propriété des unités achetées. Elle est le propriétaire enregistré et bénéficiaire des unités achetées ayant un titre valable et marchand, libre de toutes charges (autres que les charges permises visées aux sous-alinéas (i) et (j) de la définition de « charges permises »), et a le droit exclusif de disposer des unités achetées, comme le prévoit la présente convention. Aucune des unités achetées n'est assujettie à : a) un contrat ou une restriction qui, d'une façon quelconque, limite ou restreint le transfert à l'acheteur des unités achetées autre que les restrictions de transfert dans l'accord de commandite ou le certificat de commandite; ou b) une fiducie ayant droit de vote, une entente de mise en commun, une convention d'actionnaires, une entente de vote ou un autre contrat, arrangement ou entente concernant le vote à l'égard des unités achetées (ou l'un d'entre eux). À la date de clôture, ou avant cette dernière, tous les contrats et restrictions auront été respectés ou résiliés et la preuve de la conformité ou de la résiliation, selon la forme et le fond souhaité par l'acheteur, aura été fournie à ce dernier. Au terme des transactions, il n'aura aucun droit de propriété dans TM Pipeline LP, direct ou indirect, réel ou éventuel, et l'acheteur aura le titre de propriété des unités achetées libres de toute charge autre que les charges afférentes à l'égard de la garantie fournie par le vendeur et les entités ciblées afin d'obtenir des obligations de TM Pipeline Limited en vertu de l'indemnité limitée de TM Pipeline LP (convention de crédit visée).
- (7) Aucune autre convention d'achat. Il est interdit à quiconque n'est pas un acheteur de conclure un contrat ou de détenir un droit ou un privilège susceptible de devenir un contrat pour l'achat ou l'acquisition auprès du vendeur des actions achetées ou des unités achetées.
- (8) Faillite; Elle n'est pas une personne insolvable au sens de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada) et elle n'a pas fait une cession en faveur de ses créanciers ou une proposition de faillite à ses créanciers ou toute catégorie de ceux-ci, et aucune requête en vue d'une ordonnance de séquestre a été présentée à son égard. Elle n'a pas intenté de poursuites à l'égard d'un concordat ou d'un arrangement avec ses créanciers ou pour sa liquidation ou dissolution. Aucun séquestre ou séquestre intérimaire n'a été nommé à son égard ou à l'égard de l'un de ses engagements, biens ou actifs (y compris les actions achetées ou les unités achetées) et aucune exécution ou saisie-gagerie n'a été imposée sur l'un de ses engagements, biens ou actifs (y compris les actions achetées ou les unités achetées) et n'a pas intenté de procédure en rapport avec ce qui précède.
- (9) Absence de conflit. La signature, la livraison et l'exécution par elle de la présente entente et l'achèvement des transactions n'entraîneront pas (qu'il s'agisse du passage du temps ou d'un avis ou des deux) :
- (a) la violation de l'une ou l'autre des dispositions du contrat auquel elle est partie ou en vertu duquel l'un de ses engagements, biens ou actifs est lié ou touché, un défaut en vertu du contrat ou le droit à quiconque de souhaiter ou de causer la résiliation, l'annulation, la modification ou la renégociation de ce contrat, sauf lorsque

cette résiliation, annulation, modification ou renégociation n'a pas d'effet négatif déterminant;

- (b) la violation de l'une ou l'autre des dispositions des documents suivants, un défaut à l'un de ces documents ou contredit l'une des obligations de ces documents;
 - (i) toute disposition de ses actes constitutifs ou des résolutions de son conseil d'administration (ou un de ses comités,) ou les actionnaires;
 - (ii) tout jugement, décret, ordonnance ou décision d'une autorité gouvernementale ayant compétence à son égard;
 - (iii) toute approbation qui lui est accordée ou détenue par elle au bénéfice de la propriété des actions achetées ou des unités achetées ou nécessaires à cet égard;
 - (iv) toute loi applicable;
- (c) la création ou l'imposition de toute charge à l'égard des actions achetées ou des unités achetées ou des unités de Puget LLC autre que la création ou l'imposition de charges envisagée, à fournir par le vendeur ou les entités ciblées pour garantir les obligations de TM Pipeline LP en vertu de l'indemnité limitée de TM pipeline LP (convention de crédit visée).

(10) Procédures. Il n'y a pas de procédures (censées ou non être en son nom) en instance ou en suspens ou, à sa connaissance, susceptibles d'être déposées contre elle qui pourraient avoir une incidence sur les actions achetées, les unités achetées ou les unités de Puget LLC ou sur sa capacité de s'acquitter de ses obligations aux termes de la présente entente. À sa connaissance, aucun fondement factuel ou juridique ne permettrait le dépôt de ces procédures qui aurait des chances raisonnables de succès.

(11) Résidence. Elle n'est pas une non-résidente.

6.2 Les déclarations et garanties du vendeur en ce qui concerne les entités ciblées. Le vendeur déclare et garantit à l'acheteur ce qui suit et il reconnaît que l'acheteur se fonde sur ces déclarations et garanties en ce qui concerne avec l'achat des actions achetées et des unités achetées et que l'acheteur ne les achèterait pas sans ces déclarations et garanties :

- (1) Organisation et statut. Chaque entité ciblée est dûment formée et organisée, et elle existe de façon valide sous le régime des lois de l'administration indiquée à côté de son nom comme l'indique la chambre des données et elle est à jour dans le dépôt de toutes les déclarations de sociétés et déclarations semblables en vertu des lois de cette administration. Chaque entité ciblée est dûment enregistrée, autorisée ou qualifiée comme une entreprise extra-provinciale ou étrangère, société à responsabilité limitée ou société de personnes, est en règle et à jour dans le dépôt de toutes les déclarations de sociétés et déclarations semblables, en vertu des lois de l'administration indiquée à côté de son nom, divulguée dans la chambre des données. Les administrations divulguées dans la chambre des données sont les seules administrations dans lesquelles la nature de l'entreprise ou des biens rend l'enregistrement, délivrance de permis ou la qualification nécessaire.

- (2) Pouvoir d'entreprise. Les entités ciblées ont tous les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour posséder ou louer les actifs et exploiter l'entreprise comme elles le font maintenant.
- (3) Capital autorisé et émis Les actions ou unités autorisées et émises (le cas échéant) de chaque entité ciblée, les noms des personnes qui figurent sur le registre des valeurs mobilières de l'entité ciblée en tant que détenteur des actions ou des unités, les noms des personnes qui sont les propriétaires bénéficiaires des actions ou des unités, et le nombre et la catégorie d'actions ou d'unités détenues par chaque personne énoncées à l'annexe 6.2(3) ou leur appartenant, selon le cas. Toutes ces actions ou unités sont les seules actions ou unités émises et en circulation des entités ciblées selon le cas et ont été valablement émises en tant qu'actions ou unités et sont en circulation comme des actions ou des unités entièrement payées et non susceptibles d'appels subséquents et elles n'ont pas été émises en violation des droits de préemption de toute personne ou de tout contrat ou loi applicable en qui liait l'entité ciblée émettrice cible au moment de l'émission. Autres que ce qui est divulgué dans la chambre des données, il n'y a pas de convention d'actionnaires, de fiducie ayant droit de vote, d'ententes de mise en commun ou d'autres contrats, accords ou ententes à l'égard du vote au sujet des actions ou des unités des entités ciblées. Des copies véridiques, exactes et complètes des actes constitutifs (y compris tous les contrats, accords et ententes communiqués dans la chambre des données) et d'autres documents des entités ciblées, ou dans la mesure où ces contrats, accords ou ententes sont des résumés écrits ou oraux, véridiques, exacts et complets de leur mandat, ont été fournies à l'acheteur.
- (4) Options. Aucune personne n'a conclu un contrat ou ne détient un droit ou privilège susceptible de devenir un contrat, y compris des titres convertibles, des garanties ou des obligations convertibles de quelque nature que ce soit, aux fins d'achat, de souscription, d'affectation ou d'émission d'actions, d'unités ou de titres émis des entités ciblées.
- (5) Absence de conflit. L'achèvement des transactions n'entraîneront pas (qu'il s'agisse du passage du temps ou d'un avis ou des deux) :
- (a) la violation d'une disposition du contrat auquel une entité ciblée est partie ou en vertu duquel l'un de ses actifs est lié ou touché, un défaut en vertu du contrat ou le droit à quiconque de souhaiter ou de causer la résiliation, l'annulation, la modification ou la renégociation de ce contrat ou d'exiger un consentement en vertu de ce contrat ou de tout contrat visant un régime d'employés de KMCI, sauf lorsque cette résiliation, annulation, modification ou renégociation n'a pas d'effet négatif déterminant
 - (b) la violation de l'une des dispositions des documents suivants, un défaut à l'un de ces documents ou contredit l'une des obligations de ces documents;
 - (i) toute disposition des actes constitutifs ou des résolutions du conseil d'administration (ou un de ses comités) ou les actionnaires des entités ciblées;
 - (ii) tout jugement, décret, ordonnance ou décision d'une autorité gouvernementale ayant compétence sur les entités ciblées;

- (iii) toute approbation délivrée à une ou plusieurs entités ciblées, ou détenue par elles, ou détenue au bénéfice de l'exploitation de l'entité ciblée ou de l'entreprise;
 - (iv) toute loi applicable;
 - (c) la création ou l'imposition de toute charge à l'égard des actifs autre que la création ou l'imposition de charges envisagées, à fournir par le vendeur ou les entités ciblées pour garantir les obligations de TM Pipeline LP en vertu de l'indemnité limitée de TM pipeline LP (convention de crédit visée).
- (6) Exploitation de l'entreprise. Les entités ciblées ont respecté les lois applicables et ont exploité l'entreprise conformément à ces lois. Les actifs et les services fournis dans le cadre de l'entente de prestation de services de transition sont suffisants pour permettre la poursuite de l'exploitation du réseau principal sensiblement de la même façon que dans la période d'un an précédant la date de la présente entente. Au cours de la période de deux (2) ans précédant la date de la présente entente, il n'y a pas eu d'interruption importante de l'exploitation de l'entreprise, où une telle interruption était à l'extérieur du cours normal des affaires.
- (7) Aucune filiale. Sauf pour ce qui est divulgué dans les chambres de données, les entités ciblées n'ont pas conclu de contrats de quelque nature que ce soit pour acquérir, directement ou indirectement, les titres de participation dans une personne (autre que la propriété de Puget LLC) et les entités ciblées n'ont pas conclu de contrats pour acquérir de quelque manière que ce soit ou louer toute autre activité commerciale.
- (8) Faillite. Aucune des entités ciblées n'est une personne insolvable au sens de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada) ou de lois semblables et elle n'a pas fait une cession en faveur de ses créanciers ou une proposition de faillite à ses créanciers ou toute catégorie de ceux-ci, et aucune requête en vue d'une ordonnance de séquestre a été présentée à son égard. Aucune des entités ciblées n'a entamé de poursuites à l'égard d'un concordat ou d'un arrangement avec ses créanciers ou pour sa liquidation ou dissolution. Aucun séquestre ou séquestre intérimaire n'a été nommé en ce qui concerne une entité ciblée ou l'un de ses engagements ou actifs et aucune exécution ou saisie-gagerie n'a été imposée sur l'un de ses actifs et n'a intenté de procédure en rapport avec ce qui précède.
- (9) Biens immobiliers
- (a) Les entités ciblées ont des consentements, des servitudes, des droits de passage, des permis, des licences et des intérêts à bail valides qui sont raisonnablement suffisants pour mener les activités de l'entreprise du réseau principal; et les entités ciblées ont des titres ou des intérêts à bail valables dans les biens immobiliers, autres que les servitudes et les droits de passage, sauf lorsque l'omission d'avoir un tel titre ou un intérêt à bail n'aurait pas un effet négatif déterminant, et ne serait pas raisonnablement susceptible d'en avoir un; et qui, lorsque ces consentements, servitudes, droits de passage, permis, licences, intérêts à bail et titres sont envisagés ensemble sont raisonnablement suffisants pour effectuer les travaux du réseau principal; et ce qui précède est libre de toute charge, autre que les charges permises.

- (b) Les biens immobiliers et les utilisations actuelles des biens immobiliers sont principalement conformes à toutes les lois applicables et les entités ciblées n'ont pas reçu d'avis en instance de violation ou de violation présumée des lois applicables visant leurs biens immobiliers qui pourrait avoir un effet négatif déterminant et n'en ont pas connaissance.
- (c) Les biens immobiliers fournissent les droits requis d'occupation, de possession, d'utilisation, d'entrée et de sortie, selon le cas, qui sont raisonnablement nécessaires pour exploiter l'entreprise, y compris le réseau principal, d'une manière raisonnable et habituelle.
- (d) Les entités ciblées n'ont pas conclu un contrat pour vendre, transférer, grever ou autrement aliéner leurs droits, titres et intérêts dans les biens immobiliers, ou d'y porter atteinte, à l'exception d'une charge permise par ailleurs dans le cours normal de l'entreprise.
- (e) Il n'y a pas de questions qui touchent les droits, titres et intérêts dans les entités ciblées et les biens immobiliers qui auraient un effet négatif déterminant à ce sujet.

(10) Autres biens.

- (a) Une ou plusieurs des entités ciblées, selon le cas, possède tous les actifs (autres que les biens immobiliers) libres de toute charge autre que les charges permises. Tous les biens corporels utilisés par les entités ciblées sont exempts de défauts (manifestes ou latents), en bon état et dans un bon état d'entretien conformément aux bonnes pratiques de l'industrie pipelinière, sauf dans les cas où le défaut n'entraîne pas un effet négatif déterminant.
- (b) Les actifs, autres que les biens immobiliers, sont suffisants, lorsqu'ils sont utilisés conjointement avec les biens immobiliers et les services à fournir en vertu de l'entente de prestation de services de transition, afin d'exploiter l'entreprise d'une manière raisonnable et habituelle.

(11) Propriété intellectuelle.

- (a) Sauf pour la propriété intellectuelle exclue, les entités ciblées possèdent ou détiennent des droits valables et exécutoires pour utiliser toute la propriété intellectuelle utilisée ou destinée à être utilisée ou nécessaire à l'exploitation de l'entreprise (la « **propriété intellectuelle des entreprises** »). La propriété intellectuelle des entreprises et la propriété intellectuelle exclue sont raisonnablement suffisantes à la bonne exploitation de l'entreprise, comme elle a été et est maintenant effectuée, et en conformité avec les plans documentés des entités ciblées.
- (b) Tous les consentements et licences nécessaires relatifs à la propriété intellectuelle des entreprises sont en règle, exécutoires et applicables conformément à leurs modalités respectives et, à la connaissance du vendeur, il n'existe aucun défaut important de la part de l'entité ciblée ou des entités ciblées.

- (c) La conclusion de la présente entente ne modifiera pas et n'éteindra pas la propriété intellectuelle des entreprises d'une entité ciblée et n'y portera pas atteinte.

(12) Systèmes internes de TI.

- (a) Les systèmes internes de TI sont soit détenus par une entité ciblée, font l'objet d'une licence accordée à cette dernière ou lui sont loués et, de concert avec les systèmes de TI exclus, ils sont raisonnablement suffisants pour la bonne exploitation de l'entreprise, comme elle a été et est maintenant effectuée, et en conformité avec les plans documentés des entités ciblées.
- (b) À la connaissance du vendeur, aucune entité ciblée n'est en défaut aux termes des systèmes internes de TI ou des baux, et il n'y a pas de motifs pour lesquels ils pourraient être résiliés. Il n'y a pas de circonstances dans lesquelles la propriété, l'avantage ou le droit d'utiliser les systèmes internes de TI peuvent être perdus en raison de la transaction ou de l'exécution de la présente entente.
- (c) Les entités ciblées ont des systèmes de secours et des plans de reprise après sinistre et de continuité des opérations, conformément aux normes actuelles de l'industrie, conçus pour s'assurer adéquatement de la disponibilité de la fonctionnalité offerte par les systèmes internes de TI en cas de mauvais fonctionnement de ces systèmes ou toute autre forme de catastrophe les touchant.

- (13) Assurance. Les actifs sont visés par une assurance-responsabilité contre le feu, le décès, la responsabilité civile générale, l'interruption des activités, la responsabilité du fait du produit, les dommages causés par l'eau, l'indemnisation des travailleurs et des employeurs, la responsabilité des administrateurs, dirigeants et fiduciaires et d'autres régimes d'assurance avec les assureurs contre de tels risques et pour des montants qui sont raisonnablement prudents pour les propriétaires d'actifs comparables. Aucune autre assurance n'est nécessaire pour l'exploitation de l'entreprise ni ne doit être souscrite par une entité ciblée conformément aux modalités de tout contrat déterminant, permis ou de toute loi applicable. Aucune des entités ciblées n'est en défaut, que ce soit pour ce qui est du paiement des primes ou de toute autre disposition contenue dans une police d'assurance ou de l'omission de donner un avis ou de présenter une réclamation en vertu d'une police d'assurance en temps opportun, sauf dans les cas où un tel défaut n'a pas eu ou n'aurait pas vraisemblablement d'effet négatif déterminant. La chambre des données contient des exemplaires de la politique 2016-2017 des polices d'assurance des entités ciblées qui sont essentiellement similaires à la politique 2017-2018 des polices d'assurance des entités ciblées renouvelées le 30 novembre 2017. Le vendeur devra fournir des copies des politiques de l'année courante à l'acheteur à la demande de ce dernier dans les cinq (5) jours ouvrables.

(14) Contrats déterminants.

- (a) Les contrats suivants (chacun un « **contrat déterminant** ») auquel les entités ciblées sont partie ou par lequel l'une des entités ciblées ou l'un de ses biens est par ailleurs

lié à la date de la présente entente sont communiqués dans la chambre des données :

- (i) tout contrat de transport sur le réseau principal ou le PATM, ou de développement de ces derniers, y compris les ententes de soutien du mécanisme et les ententes de services de transport avec les expéditeurs sur le PATM, les ententes de services aux entreprises sur le réseau principal, et les principaux contrats de construction pour chaque section du PATM;
 - (ii) tout contrat avec un groupe autochtone de la nature d'un accord des avantages mutuels;
 - (iii) tout contrat qui exige qu'une entité ciblée verse ou reçoive des paiements, en ce qui concerne le réseau principal, d'au moins dix millions de dollars (10 000 000 \$), et à l'égard du PATM, d'au moins cinquante (50 millions de dollars (50 000 000 \$), ou qui lui donne ce droit;
 - (iv) tout contrat en dehors du cours normal des affaires et (A) qui contient des engagements importants limitant la liberté des entités ciblées d'œuvrer dans un secteur d'activité, de concurrencer avec toute personne ou exploiter son entreprise à n'importe quel endroit, (B) qui contient des droits préférentiels d'achat ou des droits similaires relatifs à l'actif, ou (C) qui se rapporte à l'acquisition ou à la disposition par les entités ciblées de toute entreprise (que ce soit par l'acquisition ou la disposition de titres de participation ou d'actifs), en vertu duquel les entités ciblées ont d'autres obligations ou responsabilités importantes; et
 - (v) toute entente sur les produits de base, les taux d'intérêt, les devises ou les opérations de couverture qui expose ou peut exposer une entité ciblée à une responsabilité de plus de dix millions de dollars (10 000 000 \$) par année.
- (b) Sauf ce qui est divulgué dans la chambre des données, à compter de la date de signature de la présente entente et à la connaissance du vendeur, en ce qui concerne les contrats déterminants visés au sous-alinéa 6.2(14)a)(i) et qui sont des ententes de soutien du mécanisme et des ententes de services de transport avec les expéditeurs sur le PATM (les « contrats de représentation limitée pour le PATMRep TMEP contrats ») :
- (i) chaque contrat est en règle et pleinement en vigueur; et
 - (ii) le vendeur n'a reçu aucun avis écrit de défaut ou de résiliation à l'égard d'un tel contrat.
- (c) Sauf ce qui est divulgué dans la chambre des données, à compter de la date de signature de la présente entente et à la connaissance du vendeur, en ce qui concerne les contrats déterminants visés au sous-alinéa 6.2(14)a)(ii) :
- (i) chaque contrat a été dûment autorisé et signé par l'entité ciblée qui est

partie aux présentes; et

- (ii) aucune entité ciblée qui est partie à un tel contrat n'a reçu un avis écrit d'un représentant autorisé qui est partie à un tel contrat, selon lequel le contrat n'est pas en règle ou pleinement en vigueur ou a été résilié.
- (d) En ce qui a trait à tous les autres contrats déterminants, autres que les contrats de représentation limitée pour le PATM et les contrats mentionnés au sous-alinéa 6.2(14)a)(ii) :
 - (i) chaque contrat a été dûment autorisé et signé par l'entité ciblée qui est partie aux présentes et en supposant que ce contrat a été dûment autorisé et signé par la contrepartie et qu'il est valide et exécutoire, à tous les égards importants, conformément à ses modalités à l'égard des entités ciblées, sous réserve des lois pertinentes sur faillite, l'insolvabilité, la réorganisation, le moratoire et des lois semblables touchant les droits et les recours des créanciers en général et sous réserve, quant au caractère exécutoire, des principes généraux de l'équité;
 - (ii) ni les entités ciblées ni aucune contrepartie aux présentes ne sont en violation à tous égards importants des conditions d'un tel contrat;
 - (iii) ce contrat est en règle et pleinement en vigueur; et
 - (iv) le vendeur n'a reçu aucun avis de défaut ou de résiliation à l'égard d'un tel contrat.

(15) Permis. Les entités ciblées détiennent tous les permis nécessaires ou requis pour la bonne exploitation de l'entreprise en ce qui concerne le réseau principal, et il n'y a pas d'autres permis nécessaires pour exploiter l'entreprise à l'égard du réseau principal. Chaque permis détenu par les entités ciblées est valide, actuel et en règle. Aucune des entités ciblées n'est en défaut ou en contravention des conditions de ces permis et, à la connaissance du vendeur, il n'existe aucune raison, action ou procédure en instance ou, à la connaissance du vendeur, susceptible de révoquer, de suspendre, de modifier ou de limiter ces permis.

(16) Approbations réglementaires. Il n'est pas nécessaire de produire des documents auprès d'une autorité gouvernementale, de lui donner un avis ou obtenir un permis de cette dernière comme condition pour l'achèvement légitime des transactions visées par la présente entente ou de permettre aux entités ciblées d'exploiter leur entreprise du réseau principal après la clôture puisqu'une telle entreprise est actuellement exploitée par les entités ciblées, sauf pour les productions, les notifications et les permis divulgués dans la chambre des données. Il n'est pas nécessaire de produire des documents auprès d'une autorité gouvernementale, de lui donner un avis ou obtenir un permis de cette dernière comme condition pour l'achèvement légitime des transactions visées par la présente entente ou de permettre aux entités ciblées d'exploiter leur entreprise du PATM après la clôture puisqu'une telle entreprise est actuellement exploitée par les entités ciblées, sauf pour les productions, les notifications et les permis divulgués dans la chambre des données.

- (17) États financiers et états financiers de la clôture. Le bilan combiné et consolidé, non audité, et l'état des résultats des entités ciblées, chacun en date du 31 décembre 2017 et du 31 décembre 2016, divulgués dans la chambre des données, présente fidèlement, à tous égards importants, la situation financière et les résultats des entités ciblées pour les périodes visées par les présentes, conformément aux PCGR, appliqués conformément à ceux utilisés pour préparer les états financiers audités de KML pour les périodes précédentes, à l'exception, pour ces relevés, de l'absence de notes et sous réserve des hypothèses et des limites qui sont énoncées aux présentes et sous réserve des rajustements de fin d'année normaux.
- (18) Livres et registres. Le vendeur a divulgué l'existence des livres et registres importants pour les entités ciblées et les a mis à la disposition de l'acheteur pour examen. Les livres et registres ne sont pas consignés, entreposés, tenus, utilisés ou détenus par un quelconque moyen et n'en dépendent pas autrement (y compris tout processus électronique, mécanique ou photographique, qu'il soit informatisé ou non), qui ne sont pas ou ne seront pas à la disposition des entités ciblées dans le cours normal de l'entreprise après la clôture.
- (19) Registres d'entreprise. Le vendeur a mis à la disposition de l'acheteur des copies ou des originaux exacts et complets de tous les registres des procès-verbaux et documents organisationnels des entités ciblées.
- (20) Passif non divulgué. Aucune des entités ciblées n'a de passif important qui devrait être indiqué sur la première page d'un bilan préparé conformément aux PCGR, autres que a) le passif indiqué dans les états financiers, b) les dettes contractées dans le cours normal de l'entreprise depuis la date des états financiers et c) le passif qui ne figurerait pas sur la première page d'un bilan mais serait indiqué dans les notes.
- (21) Absence de changement. Depuis la date des états financiers, les entités ciblées ont exploité leur entreprise et mené leurs opérations seulement dans le cours normal de l'entreprise et les entités ciblées n'ont pas :
- (a) fait ou a subi un changement négatif déterminant; ou
- subi un important dommage, destruction ou autre perte en ce qui concerne l'un de ses actifs, ce qui aurait un effet négatif déterminant.
- (22) Impôts. Sauf ce qui a été divulgué autrement dans la salle de données :
- (a) Chacune des entités ciblées a produit de la manière prescrite et dans les délais prescrits toutes les déclarations de revenus qu'elle doit produire dans toutes les administrations applicables avant la date de clôture. Toutes les déclarations de revenus qui ont été produites par les entités ciblées ou à leur égard sont conformes, complètes et exactes, et ces entités déclarent tous les revenus et tous les autres montants et renseignements qui doivent y être déclarés et divulguent toutes les taxes et tous les impôts qui doivent être payés pour les périodes visées. Aucune des entités ciblées (à l'exception de Puget LLC) n'a jamais été tenue de produire des déclarations de revenus auprès d'une autorité gouvernementale à l'extérieur du Canada, et aucune des entités ciblées (à l'exception de Puget LLC) n'a jamais été tenue de payer ou de verser des impôts à une

telle autorité. Chacune des entités ciblées a dûment payé dans les délais prévus tous ses impôts exigibles et payables, y compris tous les acomptes provisionnels au titre des impôts exigibles et payables avant la date de clôture, que ceux-ci aient fait l'objet d'une cotisation ou non par l'autorité gouvernementale compétente, et elle a dûment payé dans les délais prévus toutes les cotisations et les nouvelles cotisations qu'ils ont reçues à l'égard de tous les impôts.

- (b) Le vendeur a fourni à l'acheteur des copies conformes, complètes et exactes de toutes les déclarations de revenus produites par les entités ciblées à l'égard des quatre (4) dernières années d'imposition complétées et de tous les documents de travail et de toutes les communications à toutes les autorités gouvernementales et de ceux provenant de celles-ci concernant ces déclarations de revenus et les impôts des entités ciblées pour ces années d'imposition et pour toutes les années d'imposition à l'égard desquelles un avis de nouvelle cotisation a été émis et demeure non résolu et faisant l'objet d'un différend. Le revenu fédéral canadien et provincial, le capital, la TPS/TVH, les taxes de ventes au détail provinciales et les charges sociales ont été émis aux entités ciblées pour toutes les années ou les périodes jusqu'à l'année d'imposition qui s'est terminée le 30 juin 2016, inclusivement, ou, s'il y a lieu, jusqu'à la période de déclaration la plus récente. Aucun avis de détermination de perte de la part de l'ARC à l'intention des entités ciblées n'a été demandé par les entités ciblées ou n'a été délivré à ces dernières. Les entités ciblées n'ont pas demandé, reçu ou conclu de décisions anticipées en matière d'impôt ou d'ententes anticipées en matière de prix de transfert de la part d'une autorité gouvernementale ou auprès d'elle.
- (c) Les états financiers et les états financiers de clôture des entités ciblées renferment des dispositions adéquates, conformément aux PCGR, pour tous les impôts payables par les entités ciblées à l'égard de chaque période visée par ces états financiers et de toutes les périodes antérieures dans la mesure où ces impôts n'ont pas été payés, que ces impôts aient fait l'objet ou non d'une cotisation et qu'ils soient ou non exigibles sur des déclarations de revenus. De plus, depuis la fin de la dernière période pour laquelle les entités ciblées ont inscrit des éléments dans leurs registres comptables respectifs, aucune entité ciblée n'a assumé une obligation fiscale, n'a participé à une opération ou a pris toute autre mesure, sauf dans la pratique normale.
- (d) Il n'y a pas d'audit, de nouvelles cotisations ou d'autres procédures émises, en cours ou, à la connaissance du vendeur, qui menacent les entités ciblées, à l'égard de tout impôt et, en particulier, il n'y a pas actuellement de nouvelles cotisations impayées ou de demandes de renseignements écrites qui ont été émises ou soulevées par une autorité gouvernementale relativement à de tels impôts. Le vendeur n'est pas au courant d'un passif éventuel des entités ciblées pour les impôts ou de tout motif qui pourrait entraîner une cotisation ou une nouvelle cotisation pour les impôts (y compris, sans s'y limiter, le traitement abusif des revenus, des crédits de dépenses ou d'autres demandes de déductions en vertu d'une déclaration de revenus), et aucune entité ciblée n'a reçu d'indication d'une autorité gouvernementale qu'une cotisation ou une nouvelle cotisation est proposée.
- (e) Aucune autorité gouvernementale n'a remis en doute ou contesté une position fiscale adoptée par l'entité ciblée dans une déclaration de revenus. Aucune entité ciblée ne négocie une cotisation ou une cotisation finale ou provisoire à l'égard des impôts avec une autorité gouvernementale. Aucune autorité gouvernementale (au Canada ou à

l'étranger) dans laquelle une entité ciblée n'a pas produit un type particulier de déclaration de revenus ou payé un type particulier d'impôt a affirmé qu'une telle entité ciblée est tenue de produire une telle déclaration de revenus ou de payer ce type d'impôt dans cette administration d'imposition.

- (f) Aucune des entités ciblées n'a effectué d'opérations avec des entités non résidentes avec lequel l'entité ciblée faisait affaire sans lien de dépendance (au sens de la loi de l'impôt ou des dispositions comparables de l'*Internal Revenue Code*). En ce qui concerne toutes les opérations entre une entité ciblée et une personne non résidente, cette entité ciblée a établi ou obtenu des documents qui satisfont aux exigences du paragraphe 247(4) de la loi de l'impôt ou aux lois analogues de toute province ou de tout pays étranger. Aucune des entités ciblées n'a acquis d'actifs d'une personne dans des circonstances où l'entité ciblée était tenue ou aurait pu être tenue responsable des impôts payables par cette personne en vertu de l'article 160 de la loi de l'impôt ou des lois analogues d'une province ou d'un pays étranger.
- (g) Il n'y a pas d'ententes, de renonciations ou d'autres arrangements avec une autorité gouvernementale qui prolonge la période prévue par la loi relativement à l'émission d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation à l'égard de l'impôt ou qui prévoit une prolongation du délai de production d'une déclaration de revenus ou du paiement d'impôts par une entité ciblée ou à l'égard de celle-ci, et il n'y a pas eu de demande d'une entité ciblée à cet égard. Aucune des entités ciblées n'est partie à un accord, à un arrangement ou à un engagement sur le partage fiscal en ce qui concerne les impôts ou n'est responsable d'une autre personne ou entité à titre de cessionnaire ou de successeur, et aucune des entités ciblées n'a fait de choix, de désignation ou de déclaration semblable à l'égard des impôts qui ont un effet pour toute période se terminant après la date de clôture.
- (h) Chaque entité ciblée a déduit, retenu ou perçu et versé en temps opportun à l'autorité gouvernementale compétente, toutes les taxes ou autres sommes qui doivent être déduites, retenues ou perçues et versées par elle. Aucune des entités ciblées n'a reçu de demandes péremptoires de quelque autorité gouvernementale que ce soit en vertu de l'article 224 de la loi de l'impôt ou des dispositions comparables des lois d'une province ou d'un pays étranger qui demeurent insatisfaites à quelque égard que ce soit.
- (i) Aucun des articles 80 à 80.04 inclusivement de la loi de l'impôt ne s'applique ou ne s'appliquera aux entités ciblées à un moment donné jusqu'à la date de clôture. Aucune des entités ciblées n'a de montants impayés qui pourraient devoir être inclus dans le revenu en vertu de l'article 78 de la loi de l'impôt pour une année d'imposition se terminant après la date de clôture.
- (j) Chaque entité ciblée autre que Puget LLC est inscrite aux fins de la LTA, et son numéro d'inscription est divulgué dans la salle de données. Chaque entité ciblée est dûment inscrite en vertu des lois fiscales provinciales applicables à l'égard de toutes les taxes provinciales qu'elle est tenue de percevoir et de payer, et les numéros d'inscription sont ceux qui sont divulgués dans la salle de données.
- (k) Tous les crédits de taxe sur les intrants demandés par les entités ciblées en vertu de la

LTA ont été correctement calculés et consignés conformément aux exigences de la LTA. Chaque entité ciblée est dûment enregistrée en vertu des lois fiscales provinciales applicables à l'égard de toutes les taxes provinciales qu'elle est tenue de percevoir et de payer, et les numéros d'enregistrement sont ceux qui sont divulgués dans la salle de données. L'entité ciblée ont perçu, payé et versé toutes les taxes exigibles, y compris la TPS/TVH et les taxes de vente au détail provinciales, à percevoir, à payer ou à verser avant la date de clôture.

- (l) Chaque entité ciblée tient ses registres comptable conformément à l'article 230 de la loi de l'impôt et à toutes les dispositions semblables de toute autre loi applicable en matière d'impôts, et les entités ciblées ont en leur possession ou sous leur contrôle tous les registres comptables relatifs aux impôts qui doivent être conservés en vertu de toutes les lois applicables.
- (m) Aucune des entités ciblées n'a demandé de réserve dans une déclaration de revenus en vertu de la loi de l'impôt si un tel montant pouvait être inclus dans le revenu d'une entité ciblée pour une période se terminant après la clôture.
- (n) Depuis l'acquisition des entités ciblées par le vendeur, il n'y a eu aucune acquisition de contrôle d'une entité ciblée, puisque ce terme est utilisé dans la loi de l'impôt.
- (o) Divulgué dans la salle de données est une estimation précise du capital versé et du prix de base rajusté (« **PBR** ») au 31 décembre 2017 (puisque ces termes sont utilisés dans la loi de l'impôt) de toutes les actions émises et en circulation du capital de chaque entité ciblée, qui est une société et le PBR des intérêts de TM Pipeline LP, et les calculs de ces derniers.
- (p) D'après les renseignements actuellement disponibles et le PBR global du capital des entités ciblées au 31 décembre 2017, le vendeur prévoit que la vente des entités ciblées se traduira par (i) un gain en capital d'environ deux milliards sept cent millions de dollars (2 700 000 000 \$) et (ii) après avoir prise en compte des pertes en capital inutilisées de cent quatre-vingt-dix-sept millions de dollars (197 000 000 \$), des impôts sur le revenu fédéraux et provinciaux canadiens combinés d'au moins trois cents millions de dollars (300 000 000 \$). Il demeure entendu que le vendeur doit pouvoir utiliser le plein montant de toute perte en capital inutilisée ou de toute perte nette d'exploitation dont il dispose pour calculer son revenu ou pouvoir réviser ou mettre à jour l'information ou les hypothèses sur lesquelles ses estimations fiscales sont fondées (conformément à la pratique antérieure) même si cette utilisation, ces révisions ou ces mises à jour donnent lieu à un impôt à payer inférieur au montant indiqué dans les présentes.

(q) Questions fiscales américaines (i)

- (i) Aucune entité ciblée ne sera tenue d'inclure un élément de revenu dans, ou d'exclure ou de réduire des éléments de retenue sur le revenu imposable pour toute période d'imposition (ou partie de cette période) se terminant après à la date de clôture en raison (A) d'un changement de méthode de comptabilité pour une période se terminant au plus tard à la date de clôture, (B) d'une « entente de clôture » (tel que décrit à l'article 7121 de l'*Internal Revenue Code* ou une disposition semblable de la

loi fiscale de l'État, locale ou étrangère) exécuté au plus tard à la date de clôture, (C) d'une vente à paiements différés ou d'une disposition d'opérations ouvertes effectuée au plus tard à la date de clôture, (D) d'un montant d'acompte ou de recette différée reçu au plus tard à la date de clôture ou (E) d'un compte d'opérations entre entreprises ou de pertes excessives décrites dans les *Treasury Regulations* en vertu de l'article 1502 de l'*Internal Revenue Code* (ou de toute disposition correspondante ou semblable de la loi fiscale de l'État, locale ou non américaine). Aucune des entités cible est partie à un contrat, à un arrangement ou à un plan qui a entraîné ou qui pourrait entraîner un paiement qui (A) n'est pas déductible en vertu de l'article 280G de l'*Internal Revenue Code* ou qui constituerait autrement un « paiement parachute » au sens de ce même article (ou de toute disposition correspondante ou semblable de la loi fiscale de l'État, locale ou étrangère), (B) est ou peut être assujettie à l'imposition d'une taxe d'accise en vertu de l'article 4999 de l'*Internal Revenue Code* ou (C) est ou peut être assujettie à l'article 409A de l'*Internal Revenue Code* ou à toute disposition semblable de la loi applicable, et les entités ciblées ne sont pas ou ne peuvent être tenues de rembourser, d'indemniser ou autrement de « majorer » d'une autre façon toute personne pour intérêts ou taxes supplémentaires relativement à un paiement décrit aux points (A), (B) ou (C).

- (ii) Aucune des entités ciblées n'est ou n'a été une « société de portefeuille de biens immobiliers des États-Unis » aux fins des articles 897 et 1445 du Code, ou une société de personnes au sens de l'alinéa 1.1445- 11T(d)(1) du *Treasury Regulation*, et aucune opération visée par le présent accord n'est assujettie à la retenue d'impôt en vertu de l'article 1445 de l'*Internal Revenue Code* (ou d'une disposition semblable d'une lois des États, locale ou non américaine).
- (iii) Depuis son établissement, Puget LLC est classée comme une entité non considérée comme distincte de TM Pipeline LP aux fins de l'impôt fédéral américain sur le revenu. Depuis son établissement, TM Pipeline LP est classée comme une société de personnes aux fins de l'impôt fédéral américain sur le revenu. Ni Puget LLC ni TM Pipeline LP n'a fait ou ne fera un choix pour changer sa classification fiscale américaine.
- (iv) Aucune entité ciblée n'a participé à une « opération énumérée » au sens de l'alinéa 1.6011-4(b)(2) du *Treasury Regulation* des États-Unis et, en ce qui concerne chaque opération à laquelle une entité ciblée a participé et qui constitue une « opération à communiquer » au sens du règlement de l'alinéa 1.6011-4(b)(1) du *Treasury Regulation*, cette participation a été dûment divulguée sur le formulaire IRS 8886 (Déclaration de divulgation des opérations à communiquer) et sur tout formulaire correspondant requis en vertu des lois de l'État, locales ou autre.
- (v) Aucune opération envisagée par le présent contrat n'entraînera la réévaluation des actifs appartenant à une entité ciblée par une autorité gouvernementale.

(23) Procédure. À l'exception de l'information divulguée dans la salle de données,

- (a) en ce qui concerne le réseau principal, il n'y a aucune procédure (que ce soit ou non prétendument au nom d'une entité ciblée : (i) existante ou (ii) à la

connaissance d'un vendeur menacé par écrit contre une entité ciblée ou l'entreprise ou touchant celles-ci;

(b) À la date des présentes, en ce qui concerne le PATM il n'y a aucune procédure (que ce soit ou non prétendument au nom d'une entité ciblée) :

(i) existante; ou

(ii) à la connaissance du vendeur menacé par écrit à l'égard de tout contrat matériel dans les cas où le gain de cause aurait un effet défavorable important.

(24) Activités. Tous les actifs ont été exploités conformément en tout point à toutes les lois applicables et aux pratiques exemplaires du secteur des pipelines.

(25) Enregistrement sur les pipelines. Les registres comptables se rapportant au réseau principal sont conformes au *Règlement de normalisation de la comptabilité des oléoducs* (C.R.C., ch. 1058).

(26) Environnement.

(a) À la connaissance du vendeur, les entités ciblées sont conformes en tout point à toutes les lois environnementales.

(b) Aucune entité ciblée n'a reçu d'avis et n'a été poursuivie pour une infraction alléguant une non-conformité importante à des lois environnementales qui demeurent en instance.

(c) Il n'y a aucun élément important en instance ou non résolu concernant :

(i) des ordonnances ou des directives d'une autorité gouvernementale émises ou en instance en vertu des lois environnementales se rapportant aux entités ciblées, à des entreprises ou à l'un des actifs nécessitant des travaux, des réparations, des travaux de construction ou des dépenses en immobilisations;

(ii) des demandes ou des avis d'une autorité gouvernementale alléguant une non-conformité importante en vertu des lois environnementales se rapportant aux entités ciblées, à des entreprises ou à l'un des actifs.

(d) À la connaissance du vendeur et sauf ce qui est inclus dans la salle de données, il n'y a pas eu de rejet ou de migration d'un contaminant sur l'un des actifs, ou à partir de celui-ci, qui doit être enregistré ou communiqué en vertu de la loi applicable, par une entité ciblée qui n'a pas été ainsi enregistrée ou communiquée ou qui est ou peut raisonnablement être présumé avoir une responsabilité matérielle en vertu des lois environnementales.

(e) À la connaissance du vendeur, il n'y a pas eu de ruptures importantes de l'un des pipelines des entités ciblées ou des installations connexes engendrant blessures,

pertes de vie ou dommages matériels, sauf dans la mesure où les responsabilités ou les coûts découlant de ces ruptures a été entièrement résolu ou ne causerait pas de responsabilité matérielle en vertu des lois environnementales.

(27) Régimes d'avantages sociaux des employés

- (a) Divulgué dans la salle de données, chaque régime d'avantages sociaux des employés, qu'il soit financé ou non, formel ou informel, écrit ou non écrit, tenu ou auquel des cotisations sont versées, devant être tenu ou auquel des cotisations doivent être versées, par une entité ciblée ou une entité affiliée ou à laquelle une entité ciblée ou une entité affiliée est partie, ou liée par une entité ciblée ou une entité affiliée ou en vertu de laquelle une entité ciblée ou une entité affiliée a une responsabilité ou une responsabilité éventuelle, au profit d'une entité ciblée ou d'une entité affiliée, d'administrateurs, de dirigeants, d'actionnaires, de consultants, d'entrepreneurs ou d'employés indépendants, actuels ou anciens, et de leurs bénéficiaires ou personnes à charge respectifs autres que les régimes statutaires (les « **régimes des employés de KMCI** »). Chaque régime d'avantages sociaux, qu'il soit financé ou non, formel ou informel, écrit ou non écrit, tenu, auquel des cotisations sont versées, devant être tenu ou auquel des cotisations doivent être versées, à l'égard des employés américains (les « **régimes des employés de KMI** ») est divulgué dans la salle de données.
- (b) Une copie conforme, exacte et complète de chaque régime d'avantages sociaux des employés de KMCI écrits (tel que modifié à ce jour) et un résumé écrit de toutes les conditions importantes de chaque régime d'avantages sociaux des employés de KMCI non écrit, et chacun de ces régimes a été fourni à l'acheteur avec des copies conformes, exactes et complètes de tous les documents relatifs à chaque régime d'avantages sociaux des employés de KMCI, y compris, selon le cas :
 - (i) tous les documents établissant, créant ou modifiant chaque régime de pension des employés;
 - (ii) tous les contrats actuels, y compris tous les contrats d'assurance, les ententes de gestion des placements, de souscription, de participation, de fiducie et de financement se rapportant à un régime d'avantages sociaux des employés de KMCI;
 - (iii) tous les énoncés des politiques et procédures de placement se rapportant à un régime de pension;
 - (iv) tous les états financiers, états et des rapports comptables et des déclarations annuelles pour chacune des trois (3) dernières années, les trois plus récents rapports actuariels déposés auprès de l'organisme de réglementation des régimes de pension concernés (l'« **organisme de réglementation des régimes de pension** ») relativement à un régime de pension (le cas échéant);

- (v) tous les rapports, déclarations, dépôts (y compris les déclarations de revenus et dépôts) et la correspondance importante avec l'autorité gouvernementale, y compris toutes les approbations de l'organisme de réglementation des régimes de pension à l'égard d'un régime de pension (s'il y a lieu) en ce qui concerne les congés de cotisations ou de primes, le retrait de l'excédent, le transfert de l'actif du régime, les fusions et les défusions de régime et les conversions de régime au cours des trois (3) dernières années;
 - (vi) tous les résumés, les brochures, les avis ou les manuels préparés pour les employés et les bénéficiaires du régime, ou qui leur sont distribués concernant en général chaque régime des employés de KMCI;
 - (vii) la confirmation de l'enregistrement d'un régime de pension auprès de l'ARC et de l'organisme de réglementation des régimes de pension (selon le cas); et
 - (viii) toutes les données et tous les registres comptables liés aux régimes des employés de KMCI.
- (c) Chacun des régimes d'employés de KMCI est, et a été, établi, enregistré, assuré, administré, financé et investi, conformément en tout point :
- (i) aux modalités de ceux-ci,
 - (ii) à toutes les lois applicables et,
 - (iii) aux pratiques administratives de l'organisme des régimes de pension (s'il y a lieu) et de l'ARC,

et aucune des entités ciblées n'a reçu, au cours des trois dernières années, d'avis de la part d'une personne remettant en question ou contestant cette conformité (à l'exception des demandes courantes de prestations), et aucune des entités ciblées et du vendeur n'a eu connaissance d'un tel avis de la part d'une personne avant les trois dernières années. Les modalités de chacun des régimes de pension sont conformes à tous les égards importants aux exigences des lois applicables.

- (d) Si et dans la mesure où les régimes des employés de KMCI sont assujettis à une convention collective, chacune des entités ciblées est conforme à cette ou à ces conventions collectives, et il n'y a aucun manquement ou infraction en souffrance s'y rapportant de la part des entités ciblées. Aucun employé américain n'est assujetti à une convention collective.
- (e) Toutes les obligations non acquittées des entités ciblées avant la clôture en vertu ou à l'égard des régimes des employés de KMCI et des conventions collectives (que ce soit conformément aux conditions de ceux-ci ou à une loi applicable) ont été respectées, et il n'y a pas de manquement ou de violation en cours par les entités ciblées. Aucune des entités ciblées et aucun vendeur n'a connaissance d'un manquement ou d'une violation par une autre personne à l'égard des régimes d'employés de KMCI. Sans limiter la portée générale de

ce qui précède, tous les paiements, les cotisations et les primes de l'employeur et des employés qui doivent être versés ou payés aux régimes des employés de KMCI ou relativement à celui-ci ont été versés ou payés, en temps opportun, au régime des employés de KMCI ou à son égard, conformément à ses modalités et à toutes les lois applicables, et aucuns impôt, intérêt, pénalité ou frais non fiscaux ne sont dues ou exigibles en vertu de l'un ou l'autre des régimes des employés de KMCI.

- (f) Sauf s'il a été divulgué dans la salle de données, il n'y a aucune amélioration, augmentation ou changements promis aux avantages sociaux offerts en vertu des régimes des employés de KMCI ou de KMI, et il n'y a pas non plus d'augmentation **ponctuelle** des avantages sociaux, et aucun des régimes d'employés de KMCI ou de KMI ne prévoit des augmentations d'avantages sociaux ou l'accélération des obligations de financement ou d'acquisition qui sont subordonnées ou seront déclenchées par la conclusion de la présente entente ou l'achèvement des opérations. Outre ce qui est prévu au paragraphe 7.12(5), la conclusion de la présente entente ou l'achèvement des opérations ne donnera lieu à aucun paiement (y compris une prime, un parachute doré, la prestation de retraite ou une autre prestation bonifiée) en vertu d'un régime des employés de KMCI ou de KMI.
- (g) Il n'y a aucun audit ou aucune autre procédure de la part de l'autorité gouvernementale pertinente, y compris l'organisme de réglementation des régimes de pension (le cas échéant) et l'ARC, ou par toute personne (autre que les demandes courantes de paiement de prestations) en attente ou, à la connaissance du vendeur et des entités ciblées, menacée à l'égard de l'un ou l'autre des régimes d'employés de KMCI, du régime d'épargne de Kinder Morgan ou de leurs actifs et, à la connaissance du vendeur et des entités ciblées, il n'existe aucun fait qui pourrait raisonnablement donner lieu à un tel audit ou à une telle poursuite (à l'exception des demandes courantes de paiement de prestations).
- (h) En ce qui concerne un régime des employés de KMCI, qui est enregistré en vertu de la loi applicable, aucun événement ne s'est produit concernant le régime des employés de KMCI qui pourrait entraîner la révocation de cet enregistrement ou donner à une personne (sans le consentement de l'entité ciblée applicable) le droit de liquider ou de résilier le régime des employés de KMCI.
- (i) Aucun changement important ne s'est produit à l'égard de chacun des régimes d'employés de KMCI depuis la date de son plus récent rapport financier, comptable, actuariel ou autre, selon le cas, (ou, le cas échéant, ce rapport déposé auprès de la Régie des pensions, de l'ARC et de toute autre autorité gouvernementale applicable) relativement à ce régime d'employés de KMCI, et il n'y a pas eu non plus d'événements qui se sont produits avant le plus récent rapport financier, comptable, actuariel ou autre qui ne sont pas divulgués dans ce rapport et qui pourraient vraisemblablement avoir une incidence négative sur le rapport pertinent (y compris le fait de le rendre trompeur à quelque égard important) ou qui ont eu une incidence importante sur le financement ou la situation financière de ce régime d'employés de KMCI. Aucun régime des

employés de KMCI n'est assujetti à un rajustement rétroactif important des primes, des cotisations ou des paiements.

- (j) Sauf ce qui a été divulgué dans la salle des données, il n'y a pas eu de liquidation partielle d'un régime de pension ni de retrait, de demande ou de paiement d'un excédent ou d'autres fonds d'un régime de pension par une personne, y compris les entités ciblées, sauf pour les paiements faits aux employés qui quittent le régime de pension conformément aux modalités du régime de pension et aux lois applicables.
- (k) S'il y a eu transfert d'actifs de pension d'un régime de pension ou vers un régime de pension, les actifs (y compris l'excédent, s'il y a lieu) au moment de ce transfert ont été traités conformément à toutes les lois applicables et aux modalités respectives du régime de pension et du régime de pension du cessionnaire ou du cédant.
- (l) Les modalités des régimes d'employés de KMCI ne limitent pas la capacité de KMCI de les modifier ou de les résilier.
- (m) À l'exception de ce qui a été divulgué dans la salle de données, ni les régimes des employés de KMCI ni les entités ciblées ne versent ou n'ont promis de verser des avantages sociaux au-delà de la retraite ou de toute autre cessation de service aux administrateurs, dirigeants, actionnaires, consultants, entrepreneurs ou employés indépendants et à leurs bénéficiaires ou personnes à charge respectifs.
- (n) Toutes les données importantes sur les employés nécessaires pour administrer les régimes des employés de KMCI (y compris tous les dossiers du régime) sont, et seront, au moment de la clôture, en la possession des entités ciblées et seront complètes, exactes, précises et sous une forme suffisante pour l'administration adéquate des régimes des employés de KMCI.
- (o) Chacun des régimes d'employés de KMCI, qui est censé être un type particulier de régime en vertu de la loi de l'impôt ou qui a ou est censé avoir un traitement fiscal favorable, répond à toutes les exigences en vigueur en vertu de la loi de l'impôt pour une telle qualification ou un tel traitement et s'est conformé aux dispositions de la loi de l'impôt et aux pratiques administratives de l'ARC applicables à ce type de régime ou de traitement. Aucun événement ne s'est produit relativement à un régime des employés de KMCI qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence défavorable sur le statut fiscal favorable du régime des employés de KMCI ou sur son admissibilité à un type particulier de régime en vertu de la loi de l'impôt.
- (p) Les régimes de pension sont les seuls régimes d'avantages sociaux des employés de KMCI ou de KMI assujettis à la loi sur les normes de prestation de pension au Canada.
- (q) Le régime d'épargne de Kinder Morgan a été à tous les égards maintenu et exploité conformément aux modalités de celui-ci et à toutes les lois applicables.

Le régime d'épargne de Kinder Morgan est un régime admissible aux fins de l'impôt au sens de l'alinéa 401a) de l'*Internal Revenue Code* et a reçu une lettre de détermination favorable de l'Internal Revenue Service des États-Unis, et KMI a livré ou fait livrer à l'acheteur la plus récente lettre de décision de l'Internal Revenue Service des États-Unis concernant le régime d'épargne de Kinder Morgan.

- (r) Personne parmi KMI, les entités ciblées les parrains affiliés à ERISA, actuel ou ancien, ne parraine, n'a parrainé (i) un régime assujéti au titre IV de l'ERISA, y compris tout régime à prestations déterminées (au sens du paragraphe 3(35) de l'ERISA), un régime interentreprises (au sens du paragraphe 3(37) de l'ERISA), ou un régime interentreprises assujéti aux articles 4063 ou 4064 de l'ERISA, (ii) une prestation d'aide sociale multiples employeurs (au sens du paragraphe 3(40)(A) de l'ERISA) ou (iii) un régime assujéti à l'article 302 de l'ERISA ou à l'article 412 de l'*Internal Revenue Code*, dont dans chaque cas l'acheteur ou l'entité ciblée pourrait détenir des responsabilités (directes, indirectes, éventuelles ou autrement), ou n'y cotise, n'y a cotisé ou bien n'a ou n'avait une obligation d'y cotiser.
- (s) Personne parmi KMI, les entités ciblées les parrains affiliés à ERISA, actuel ou ancien, n'a résilié un régime d'avantages sociaux des employés pour lequel l'acheteur ou une entité ciblée pourrait avoir une responsabilité ou une obligation existante ou continue à ce régime.

(28) Questions d'emploi.

- (a) À l'exception de ce qui a été divulgué dans la salle de données,
 - (i) aucune des entités ciblées n'a conclu, ou en est partie, que ce soit directement ou par application de la loi, une convention collective, une lettre d'entente, une lettre d'intention ou toute autre communication écrite avec une association ou une organisation syndicale (y compris les « organisations ouvrières » telles qu'elles sont définies dans la *National Labor Relations Act* des États-Unis) qui pourrait être considérée comme un syndicat ou une association qui s'appliquerait à tout employé ou entrepreneur dépendant des entités ciblées;
 - (ii) les employés ou les entrepreneurs indépendants des entités ciblées ne sont pas assujétis à une convention collective, une lettre d'entente, une lettre d'intention ou toute autre communication écrite avec une association ou une organisation syndicale (y compris les « organisations ouvrières » telles qu'elles sont définies dans la *National Labor Relations Act* des États-Unis) qui pourrait être considérée comme un syndicat ou une association syndicale et qui ne sont pas, en leur qualité d'employées ou employés, représentées par un syndicat, une association ou une organisation syndicale qui peut être considérée comme un syndicat ou une association syndicale.
- (b) Sauf s'il a été divulgué dans la salle de données, il n'y a aucune perturbation de

travail, enquête, grief, accusation, plainte ou procédure en instance ou, à la connaissance du vendeur, il n'y a aucune menace, de la part d'une autorité gouvernementale ou entre une entité ciblée et un employé ou une ou plusieurs parties représentant l'un de ces employés devant un tribunal, un arbitre, un agent, un inspecteur, un conseil, une commission, un tribunal ou un organisme.

- (c) À la connaissance du vendeur, il n'y a actuellement aucun effort organisationnel fourni, menacé par ou pour le compte d'un syndicat, d'une association ou d'une organisation syndicale qui peut se qualifier comme syndicat ou association à l'égard des employés (y compris les « organisations ouvrières » au sens de la *National Labor Relations Act* des États-Unis). Les entités ciblées n'ont pas connu d'arrêt de travail, de grève, de lock-out ou d'autres perturbations de travail au cours des quatre (4) dernières années et, à la connaissance du vendeur, il n'y a pas d'arrêt de travail, de grève, de lock-out ou d'autres perturbations de travail qui se produisent actuellement, ou il n'en est pas menacé.
- (d) Sauf tel que divulgué dans la salle des données, aucun avis n'a été reçu par une entité ciblée, aucun avis n'a été reçu par une entité ciblée au sujet d'une plainte déposée par l'un des employés contre une entité ciblée qui intente une procédure ou qui prétend que l'entité ciblée a enfreint une loi applicable ou toute plainte ou procédure de quelque nature que ce soit mettant en cause une entité ciblée ou, à la connaissance du vendeur, l'un ou l'autre des employés devant une commission des relations de travail.
- (e) Chaque entité ciblée se conforme en tout point à ses devoirs et obligations en vertu de toutes les lois applicables liées à l'emploi.
- (f) Il n'y a pas de décisions, d'ordonnances, d'accusations, de réclamations, de contraventions, d'avis ou de règlement ou de règlements en instance en vertu des lois applicables sur les normes d'emploi, les droits de la personne, la santé et sécurité au travail ou l'équité salariale à l'endroit d'une entité ciblée. Tous les coûts, frais, évaluations des ristournes d'expérience ou d'autres évaluations ou d'autres passifs, éventuels ou autres, en vertu de la loi sur les accidents du travail ou d'autres lois relatives aux accidents industriels et/ou toutes les réclamations pour des maladies professionnelles applicables aux entités ciblées ont été payés ou courus, et il n'y a pas eu de frais ou de pénalités spéciaux ou de cotisation pour une entité ciblée qui n'a pas été payée.
- (g) Des copies conformes, exactes et complètes de tous les contrats relatifs au paragraphe 6.2(28) qui ont été divulgués dans la salle de données ont été fournies à l'acheteur.

(29) Employés et autres.

- (a) Un résumé des renseignements suivants a été fourni à l'acheteur :
 - (i) le nombre d'employés, leur emplacement et l'employeur;
 - (ii) le nombre d'employés absents quelle que soit la raison, y compris une

mise à pied, un congé autorisé ou une incapacité.

- (b) Un résumé des renseignements suivants sera fourni à l'acheteur avant la clôture :
 - (i) la rémunération, le statut d'exemption pour les employés américains, y compris le traitement et le salaire horaires, et les structures de commission;
 - (ii) les droits au congé annuel et les charges à payer.

(30) Charges à payer liées aux avantages sociaux des employés. Toutes les charges à payer pour les indemnités de vacances non payées, les primes d'assurance-emploi et parentales, les primes d'assurance-maladie, les cotisations au Régime de pensions du Canada, les salaires et commissions courus et les paiements au Régime des employés de KMCI ont été pris en compte dans les registres comptables.

(31) Services interentreprises. Les services interentreprises importants fournis aux entités ciblées par toute société affiliée de vendeur sont divulgués dans la salle de données.

(32) Pratiques éthiques. Aucun représentant du vendeur ou d'une entité ciblée ou d'une autre personne associée au vendeur, à une entité ciblée ou à un représentant de l'une d'elles n'a directement ou indirectement :

- (a) a fait ou reçu une contribution, un cadeau, un pot-de-vin, un rabais, un avantage, un paiement d'influence, une commission occulte ou tout autre paiement à une personne, privée ou publique, quelle qu'en soit la nature, que ce soit sous forme d'argent, de biens ou de services; (i) pour obtenir un traitement favorable dans des entreprises sans garantie; (ii) payer pour un traitement favorable dans des entreprises ayant des garanties; (iii) obtenir des concessions spéciales ou des concessions spéciales déjà obtenues, pour une entité ciblée ou à son égard; (iv) en violation de toute loi applicable, ou
- (b) établi ou maintenu un fonds ou un actif qui n'a pas été comptabilisé dans les registres comptables,

à condition toutefois que les déclarations ci-dessus, en ce qui concerne les actes des représentants qui ne sont pas des employés du vendeur ou de l'une des entités ciblées, soient qualifiées par la connaissance du vendeur.

(33) Renseignements personnels.

- (a) Tous les renseignements personnels sont stockés au Canada ou aux États-Unis.
- (b) Chacune des entités ciblées se conforme et s'est en tout temps conformée à toutes les lois sur la protection des renseignements personnels.
- (c) Chacune des entités ciblées a obtenu tous les consentements légalement requis à sa collecte, à son utilisation, à sa conservation et à sa divulgation de renseignements personnels de la part de personnes auxquelles ces renseignements personnels se rapportent ou, lorsque ces consentements sont obtenus d'un tiers, chaque entité

ciblée a exigé par contrat, vérifié ou obtenu de la part du tiers la confirmation que cette partie a le consentement de la personne à qui les renseignements se rapportent pour communiquer les renseignements personnels à l'entité ciblée.

- (d) La collecte, l'utilisation, la conservation et la communication de renseignements personnels par chaque entité ciblée sont, et ont en tout temps été, comprises dans la portée du consentement donné par la personne visée par les renseignements personnels, sauf dans les cas où la loi applicable le permet.
- (e) À la connaissance du vendeur, les renseignements personnels sont exacts et complets, et les entités ciblées ont corrigé tous les renseignements personnels inexacts pour lesquels elles ont été avisées par la personne à qui les renseignements personnels se rapportent, sur preuve de cette inexactitude.
- (f) Des copies conformes et complètes de toutes les politiques et les procédures sur la protection des renseignements personnels et des entités ciblées actuellement en vigueur sont divulguées dans la salle de données, et toutes ces politiques et procédures sont conformes et, depuis la date d'approbation par l'entité ciblée, à la loi sur la protection des renseignements personnels applicable aux entités ciblées.
- (g) À l'exception de ce qui a été divulgué dans la salle de données :
 - (i) aucune entité ciblée n'a reçu de communication d'un organisme d'application de la loi en ce qui concerne les questions concernant la collecte, l'utilisation, la divulgation, la conservation ou la destruction de renseignements personnels par une telle entité ciblée, y compris toute allégation d'accès non autorisé ou de divulgation de ces renseignements personnels;
 - (ii) aucune plainte contre une entité ciblée alléguant le non-respect d'une loi sur la protection des renseignements personnels n'a été jugée fondée par une autorité gouvernementale, et aucune ordonnance ou aucun jugement n'a été rendu en l'endroit d'une entité ciblée par une autorité gouvernementale en raison d'une constatation de non-conformité à une telle loi, et aucune entité ciblée n'a conclu une entente de conformité avec le commissaire fédéral à la protection des renseignements personnels;
 - (iii) aucune plainte non résolue ou autre procédure à l'encontre d'une entité ciblée se rapportant à une telle allégation de non-conformité n'est actuellement en instance par une autorité gouvernementale ou devant celle-ci;
 - (iv) à la connaissance du vendeur, il ne s'est produit aucun événement qui pourrait donner lieu à une plainte ou à une poursuite contre une entité ciblée.
- (h) À la connaissance du vendeur, les renseignements personnels n'ont pas fait l'objet d'une perte ou d'une divulgation ou d'un accès non autorisé pendant qu'ils étaient

sous le contrôle des entités ciblées ou d'un vendeur de services agissant au nom d'une entité ciblée.

- (i) Chacune des entités ciblées prend toutes les mesures raisonnables, y compris les mesures requises par une loi sur la protection des renseignements personnels, pour assurer la protection des renseignements personnels contre l'accès, l'utilisation, la modification non autorisés ou toute autre mauvaise utilisation.
- (j) En ce qui concerne les renseignements personnels actuellement utilisés et divulgués par les entités ciblées, il n'y a pas de consentement ni d'approbation requis pour qu'une des entités ciblées continue d'utiliser et de divulguer des renseignements personnels après l'exécution de l'opération d'une manière conforme à l'utilisation et à la divulgation de ces renseignements personnels par ces entités ciblées immédiatement avant l'achèvement de l'opération.

(34) Aucune commission d'intermédiaire. Le vendeur et les entités ciblées n'ont pas pris et ne prendront aucune mesure qui pourrait amener l'acheteur à être tenu responsable d'une réclamation pour une commission de courtage, des commissions d'intermédiaire ou un autre arrangement semblable.

(35) Émetteur privé. Chacune des entités ciblées est une émettrice privée au sens de l'instrument national 45-106 – *Dispenses de prospectus*.

6.3 Déclarations et garantie de l'acheteur. L'acheteur déclare et atteste au vendeur ce qui suit et reconnaît que le vendeur compte sur ces déclarations et garanties relativement à la vente par le vendeur des unités achetées et des actions achetées :

(1) Organisation et pouvoir. L'acheteur détient tous les pouvoirs nécessaires pour conclure cette entente et, sauf pour les actes internes et relevant de l'acheteur et qui seront exécutées dans les dix (10) jours suivant l'exécution de la présente entente, le pouvoir de conclure la présente entente et de s'acquitter de ses obligations en vertu de la présente.

(2) Autorisation. Toutes les mesures nécessaires ont été prises par l'acheteur ou en son nom, afin d'autoriser l'exécution et la prestation de la présente entente et, sauf pour les actes internes et relevant de l'acheteur et qui seront exécutées dans les dix (10) jours suivant l'exécution de la présente entente, les contrats, les ententes et les instruments requis par la présente entente pour que l'acheteur l'exécute et l'exécution de ses obligations en vertu de la présente entente, y compris le paiement du prix d'achat conformément à la présente entente.

(3) Applicabilité. La présente entente a été dûment exécutée et livrée par l'acheteur et (en supposant la parfaite exécution et la prestation par les autres parties) est une obligation légale, valide et contraignante de l'acheteur qui peut être exécutoire contre lui conformément à ses modalités, sauf que l'application peut être limitée par la faillite, l'insolvabilité et d'autres lois touchant les droits des créanciers en général et que des recours équitables ne peuvent être accordés qu'à la discrétion d'un tribunal compétent. Chacun des contrats, ententes et instruments que l'acheteur doit être exécuté en vertu de la présente entente sera dûment exécuté et livré par l'acheteur au moment de la clôture et

(en supposant qu'il est dûment exécuté et livré par les autres parties à la Convention) sera exécutoire à son endroit conformément à ses modalités, sauf que l'application peut être limitée par la faillite, l'insolvabilité et d'autres lois touchant les droits des créanciers en général et que des recours équitables ne peuvent être accordés qu'à la discrétion d'une tribunal compétent.

- (4) Pouvoirs requis. Sauf pour les approbations internes et relevant de l'acheteur qui approuve les covenants d'acheteur à obtenir, et les approbations qui sont expressément prévues dans les modalités de la présente entente, n'est pas tenu de présenter un rapport ou de donner un avis à une autorité gouvernementale ou d'obtenir un permis, comme condition à l'exécution légale des opérations, autre que l'autorisation du CFIUS.
- (5) Aucune commission d'intermédiaire. L'acheteur n'a pas pris de mesures qui pourraient amener le vendeur à être tenu responsable d'une réclamation pour une commission de courtage, des commissions d'intermédiaire ou un autre arrangement semblable.
- (6) Statut fiscal. La personne qui acquiert les entités ciblées ne doit pas, à la date de clôture, être une personne visée au paragraphe 100(1.1) de la loi de l'impôt et ne doit pas, dans le cadre d'une opération, d'un événement, d'une série d'opérations ou d'événements qui comprennent les opérations, céder à une personne un intérêt dans TM Pipeline LP qui est décrit au paragraphe 100(1.1) de la loi de l'impôt.
- (7) Enquête indépendante. L'acheteur reconnaît et affirme par la présente que a) il a effectué sa propre enquête, analyse et évaluation indépendantes des entités ciblées et des actifs, il a procédé à tous ces examens et inspections de l'entreprise, des actifs, des résultats d'exploitation, de l'état (financier ou autre) et des perspectives des entités ciblées et des actifs, comme il l'a jugé nécessaire ou approprié, et il reconnaît qu'il a eu accès au personnel, aux biens, aux locaux et aux dossiers des entités ciblées à cette fin et b) lorsqu'il a pris sa décision de conclure la présente entente et de consommer l'opération, il s'en est remis uniquement aux déclarations et aux garanties énoncées dans la présente entente et à sa propre enquête, analyse et évaluation indépendantes.

6.4 Déclarations et garanties de KML et de KMI. Chacune des déclarations et des garanties de KMI, en son nom et non pas en celui de KML, et de KML, en son nom et non pas en celui de KMI, déclare et garantit à l'acheteur ce qui suit et reconnaît que l'acheteur se fonde sur ces déclarations et garanties relativement à l'achat des actions achetées et des unités achetées et que l'acheteur n'achèterait pas les actions achetées et les unités achetées sans ces déclarations et garanties :

- (1) Organisation et statut. KML est une entreprise dûment constituée et organisée et continue d'exister en vertu des lois de la province de l'Alberta et est à jour dans la production de toutes les déclarations de sociétés et de déclarations semblables en vertu des lois de cette administration. KMI est une société dûment constituée, continue d'exister et est en règle en vertu des lois de l'État du Delaware.
- (2) Pouvoir de société. Elle a la capacité, les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour être

propriétaire ou locataire ou aliéner ses procédures, biens et actifs pour conclure la présente entente et les contrats, ententes et instruments exigés par la présente entente pour qu'ils soient exécutés et livrés par elle, et pour s'acquitter de ses obligations ci-dessus et ci-dessous.

- (3) Autorisation. Toutes les mesures d'entreprise nécessaires ont été prises par elle ou en son nom, afin d'autoriser l'exécution et la livraison de la présente entente ainsi que des contrats, des ententes et des instruments exigés par la présente entente pour être livrés par elle et l'exécution de ses obligations ci-dessus et ci-dessous.
- (4) Force exécutoire. La présente entente a été dûment exécutée et livrée par elle et (en supposant la parfaite exécution et la prestation par les autres parties) est une obligation légale, valide et contraignante d'elle qui peut être exécutoire contre lui conformément à ses modalités, sauf que l'application peut être limitée par la faillite, l'insolvabilité et d'autres lois semblables touchant les droits des créanciers en général et que des recours équitables ne peuvent être accordés qu'à la discrétion d'un tribunal compétent.
- (5) Faillite. Il ne s'agit pas d'une personne insolvable au sens de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada) ou d'une loi semblable et n'a pas fait de cession en faveur de ses créanciers ou une proposition concordataire à ses créanciers ou à toute catégorie de ses créanciers, et aucune requête en vue d'obtenir une ordonnance de séquestre, de liquidation ou de réorganisation en vertu du *United States Bankruptcy Code* n'a été présentée à cet égard. Il n'a pas engagé de procédures relativement à un compromis ou à un arrangement avec ses créanciers ou pour sa liquidation ou dissolution. Aucun séquestre ou séquestre provisoire n'a été nommé à son égard ou à l'égard d'une de ses procédures, biens ou actifs, et aucune exécution ou aucun bien saisi-gagé n'a été prélevé à l'égard de ses procédures, biens ou actifs, et aucune procédure n'a été engagée à l'égard de ce qui précède.
- (6) Approbation du Conseil. Compte tenu, entre autres, de l'attestation d'équité, le conseil des administrateurs de KML ont unanimement : a) déterminé que l'opération est équitable et dans l'intérêt fondamental de KML; b) il est résolu de recommander que les porteurs de titres votent en faveur de la résolution de la transaction.

6.5 Survie des déclarations, des garanties et des convenant du vendeur, de KML et de KMI

- (1) Les déclarations et les garanties énoncées aux paragraphes 6.1(1), 6.1(2), 6.1(3), 6.1(4), 6.1(5), 6.1(6), 6.1(6) et 6.2(1) (dans la mesure où elle se rapporte à la constitution en société et à l'organisation en bonne et due forme et à l'existence valide des entités ciblées), les paragraphes 6.2(2), 6.2(3), 6.2(4), 6.2(7) et 6.2(8) et les déclarations et garanties correspondantes énoncées dans les certificats à livrer au moment de la clôture (les « certificats de clôture ») survivent et continuent d'être en vigueur sans limites de temps.
- (1) Les déclarations et les garanties énoncées aux paragraphes 6.1(11), 6.2(22) et 6.2(27) (dans la mesure où le paragraphe 6.2(27) se rapporte aux questions fiscales) (et les

déclarations et garanties correspondantes énoncées dans les certificats de clôture) survivent à la clôture et continuent d'être en vigueur jusqu'au quatre-vingt-dixième (90^e) jour suivant l'expiration de la période, le cas échéant, au cours de laquelle une cotisation, une nouvelle cotisation ou une autre forme de document reconnu évaluant l'assujettissement à l'impôt en vertu des lois fiscales applicables à l'égard de toute année d'imposition pour laquelle ces déclarations et garanties pourraient être émises en vertu de cette loi fiscale à une entité cible, pourvu que, si l'entité ciblée produit une renonciation ou un autre document après la date de clôture prolongeant cette période et non à la demande du vendeur, la période de survie soit calculée comme si la renonciation n'avait pas été produite.

- (2) Les déclarations et les garanties énoncées au paragraphe 6.2(26) (et les déclarations correspondantes énoncées dans les certificats de clôture) survivent à la clôture et continuent d'être en vigueur jusqu'à trois (3) ans suivants la date de clôture, mais pas au-delà.
- (3) Les déclarations et les garanties énoncées à l'alinéa 6.2(27)*r*) survivent et continuent d'être en vigueur jusqu'à l'échéance du délai de prescription relatif à l'évaluation des responsabilités en vertu du titre IV de l'ERISA.
- (4) Les déclarations et les garanties énoncées aux paragraphes 6.4(1) à (4) survivent et continuent d'être en vigueur sans limites de temps.
- (5) Le reste des déclarations et les garanties énoncées aux paragraphes 6.1, 6.2 et 6.4 (et les déclarations et garanties correspondantes énoncées dans les certificats de clôture) survivent à la clôture et continuent d'être en vigueur jusqu'à quinze (15) mois suivant la date de clôture, mais pas au-delà.

6.6 Survie des déclarations, des garanties et des covenants de l'acheteur. Les déclarations et les garanties énoncées à l'article 6.3 (et les déclarations et garanties correspondantes énoncées dans les certificats à émettre à la clôture) survivent à la clôture et continuent d'être en vigueur jusqu'à quinze (15) mois suivant la date de clôture, mais pas au-delà.

6.7 Cessation de la responsabilité. Aucune partie ou autre personne n'a droit à une indemnisation en vertu de la présente entente, à moins que la partie ou l'autre personne n'ait donné un préavis écrit de sa demande d'indemnisation en vertu de l'article 8.5 ou de l'article 9, selon le cas, avant l'échéance de la période de survie pertinente visée par les articles 6.5 et 6.6 et, dans ce cas, uniquement sous réserve des modalités prévues à l'article 8.5 et à 9.

6.8 Aucune autre déclaration. Sauf dans la mesure expressément énoncée aux articles 6.1, 6.2 et 6.4, l'acheteur reconnaît et convient que chacun des vendeurs, KML et KMI ne font aucune déclaration ou garantie de quelque nature que ce soit à l'acheteur et que chacun des vendeurs, KML et KMI se dégagent par la présente de toute responsabilité à l'égard de tout autre déclaration, garantie, état ou énoncé fait, communiqué ou fourni (oralement ou par écrit) à l'acheteur ou à ses représentants (y compris, sans s'y limiter, tout opinion, information, projection ou conseil (dont le caractère raisonnable des hypothèses sous-jacentes à cette opinion, information, projection ou à ce conseil), qui peuvent avoir été ou peuvent être fournies à l'acheteur ou à ses représentants par un dirigeant, un employé, un agent, un consultant ou un

autre représentant du vendeur, de KML, de KMI ou l'une de leurs sociétés affiliées respectives, y compris les renseignements fournis ou mis à la disposition de l'acheteur dans la salle de données. Sauf dans la mesure expressément énoncée à l'article 6.3, le vendeur reconnaît et convient que l'acheteur ne fait aucune déclaration ou garantie de quelque nature que ce soit au vendeur et que l'acheteur se dégage par la présente de toute responsabilité à l'égard de tout autre déclaration, garantie, état ou énoncé fait, communiqué ou fourni (oralement ou par écrit) au vendeur ou à ses représentants (y compris, sans s'y limiter, tout opinion, information, projection ou conseil (dont le caractère raisonnable des hypothèses sous-jacentes à cette opinion, information, projection ou à ce conseil), qui peuvent avoir été ou peuvent être fournies au vendeur ou à ses représentants par un dirigeant, un employé, un agent, un consultant ou un autre représentant de l'acheteur. À l'exception des déclarations et des garanties énoncées aux articles 6.1, 6.2 et 6.4, chacun des vendeurs, KML et KMI, par la présente, renonce expressément et annule toute déclaration ou garantie, explicite ou implicite, en common law, en vertu d'une loi ou autrement, relativement à l'état des entités ciblées, de l'entreprise ou des biens (y compris toute garantie implicite ou explicite de qualité marchande ou d'adaptation à une fin particulière, ou de conformité aux modèles ou aux échantillons de matériaux). Sans limiter la portée générale de ce qui précède, à moins d'indication contraire explicite dans la présente, chacun des vendeurs, KML et KMI ne font aucune déclaration ou garantie à l'acheteur au sujet des coûts à engager par TM Pipeline LP ou l'associé directeur, ou leurs sociétés affiliées respectifs en ce qui concerne le développement, la construction, l'entretien ou l'exploitation du projet d'agrandissement de Trans Mountain; la question de savoir si le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain atteindra l'étape de l'exploitation commerciale, ou le temps ou les coûts requis pour en assurer l'exploitation commerciale; ou la probabilité de succès ou de rentabilité du transport des produits pétroliers en général ou de l'entreprise.

6.9 Limitations Act. Les parties reconnaissent expressément et conviennent qu'une obligation, en vertu de la présente entente, de fournir un préavis écrit de la manière et dans les délais précisés dans la présente entente et dans les limites de responsabilité énoncées dans la présente entente, que les parties considèrent comme une limitation de responsabilité qui représente une répartition juste et équitable des risques et des responsabilités que chaque partie a accepté d'assumer relativement à l'objet de la présente et n'est pas une entente au sens des dispositions du paragraphe 7(2) de la *Limitations Act* (Alberta).

ARTICLE 7 COVENANTS

7.1 Échanges avec les tiers

(1) Les parties reconnaissent conviennent que :

- (a) à partir de cette date jusqu'à 17 heures (heure de Calgary) le 22 juin 2018 (la « **période de marketing** »), l'une ou l'autre des parties (de son propre chef et sans obligation, dans le cas de l'acheteur, de divulguer la nature des efforts de marketing ou, sous réserve du reste du présent article 7.1 et de l'article 11.13, les modalités de toute proposition d'acquisition que l'acheteur peut conclure pour céder valablement la présente entente) les entités ciblées, leurs sociétés affiliées respectives ou les représentants de l'une ou l'autre des entités susmentionnées peuvent prendre des mesures, directement ou indirectement (notamment pour encourager, entamer ou engager des discussions ou des négociations avec une

personne, ou fournir des renseignements à une personne, ou conclure une entente ou un arrangement avec elle), concernant une proposition d'acquisition, y compris lorsque cette proposition d'acquisition concerne directement ou indirectement les actions ou les unités achetées, et qui, dans le cas de l'acheteur, entraînerait la cession de la présente entente conformément à l'article 11.13 ou la présentation d'une proposition d'acquisition à KML ou à un vendeur par une personne qui serait un cessionnaire autorisé en vertu de l'article 11.13; pourvu, cependant, que tout accord, entente ou arrangement conclu par le vendeur avec une personne afin d'avoir l'effet de céder la présente entente soit conforme et conclue conformément à l'article 11.13;

- (b) de la fin de la période de marketing jusqu'à la fin de la période provisoire, l'acheteur, ses sociétés affiliées et leurs représentants respectifs peuvent poursuivre les activités permises à l'alinéa 7.1(1)a), sous réserve des dispositions de l'article 11.13 et conformément à celui-ci.
 - (c) pour faciliter les activités de l'acheteur autorisées en vertu des alinéas 7.1(1)a) et 7.1(1)b), le fournisseur, KMI et KML doivent collaborer (et doivent déployer des efforts commerciaux raisonnables pour faire en sorte que leurs sociétés affiliées, les entités ciblées et leurs représentants respectifs collaborent) raisonnablement avec l'acheteur pour ces activités, notamment sans limitation pour conclure des ententes de confidentialité ou de non-divulgence avec d'autres personnes se livrant à de telles activités avec l'acheteur (dans une forme coutumière acceptable pour le fournisseur, KML et KMI, agissant de façon raisonnable), donner accès à la salle de données (ou à une salle de données semblable) et répondre aux demandes raisonnables de renseignements semblables de ces personnes, et autrement collaborer avec tout cessionnaire proposé à mener des enquêtes conformément à l'article 7.3, sous réserve de l'obligation de respecter la confidentialité de l'article 11.1 et l'aider;
 - (d) sauf autorisation ou exigence contraire des alinéas 7.1(1)a), 7.1(1)b) et 7.1(1)c), ou si l'acheteur y consent ou en fait la demande par écrit, de la fin de la période de marketing jusqu'à la fin de la période intérimaire, le vendeur, ses sociétés affiliées et leurs représentants respectifs ne doivent pas prendre de mesures, directement ou indirectement, pour encourager, entamer ou engager des discussions ou des négociations avec une personne autre que l'acheteur et ses représentants désignés ou autorisés, concernant une proposition d'acquisition qui, directement ou indirectement, concernant la vente ou le transfert de la totalité ou d'une partie des actions ou des unités achetées ou qui empêcherait un retard important de la consommation des opérations prévues dans la présente entente, et le vendeur fera en sorte que les entités ciblées, leurs sociétés affiliées et leurs représentants respectifs ne prennent pas de mesures à cet égard.
- (2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 7.1(1)d) et en plus et sans limitation de la portée générale des alinéas 7.1(1)a), 7.1(1)b) et 7.1(1)c) et, avant d'obtenir l'approbation de la résolution de l'opération à la réunion, rien dans la présente entente n'empêche KML ou le fournisseur ou leurs affiliés respectifs, ou l'un ou l'autre des leurs conseils d'administration respectifs, directement ou par l'entremise de représentants, de :

- (a) fournir des renseignements non publics à une personne ou entamer des discussions ou des négociations avec celle-ci concernant ce qui suit :
 - (i) une proposition d'acquisition qui n'est pas interdite par l'alinéa 7.1(1)d) (une « **proposition d'exemption** ») et, par la suite, conclure un accord, une entente ou un arrangement avec une personne à l'égard d'une proposition de dispense; ou
 - (ii) une proposition d'acquisition de bonne foi qui n'a pas été sollicitée, présentée ou encouragée par KML, le fournisseur, leurs sociétés affiliées ou représentants respectifs après la période de marketing, si (A) une telle proposition d'acquisition, si elle est consommée, menait à une opération qui, selon le jugement raisonnable de bonne foi du conseil d'administration de KML, est plus favorable aux porteurs de titres, dans leur ensemble, d'un point de vue financier que l'opération envisagée par la présente entente après consultation avec les conseillers financiers de KML, et que le conseil d'administration de KML croit raisonnablement que la proposition d'acquisition est réalisable et que la proposition d'acquisition comprend un covenant en faveur de l'acheteur et sous une forme acceptable pour l'acheteur, agissant de façon raisonnable, pour achever le plan de travail 2018 du PATM et, par la suite, continuer d'aller de l'avant, en déployant des efforts raisonnables sur le plan commercial pour construire le PATM (toute proposition d'acquisition plus favorable contenant un tel covenant mentionné dans la présente entente comme une « **proposition supérieure** »), (B) le défaut de prendre une telle mesure pourrait raisonnablement constituer un manquement aux obligations fiduciaires du conseil d'administration de KML en vertu de la *Business Corporations Act* (Alberta) dans le jugement de bonne foi raisonnable du conseil d'administration de KML, compte tenu des conseils de l'avocat de la société de l'extérieur de KML, et (C) avant de fournir ces renseignements non publics à une telle personne ou d'engager des discussions ou des négociations avec celle-ci, KML ou un fournisseur, selon le cas, de cette personne une entente de confidentialité exécutée, avec les dispositions de confidentialité coutumières; ou
 - (b) se conformer à l'instrument national 62-104 *Offres publiques d'achat et de rachat* ou d'autres lois applicables à l'égard d'une proposition d'acquisition.
- (3) KML et le fournisseur doivent, dans les meilleurs délais, quoi qu'il en soit au plus tard le jour ouvrable suivant, aviser l'acheteur de toute proposition d'achat (autre qu'une proposition exemptée) reçue après la date de la présente ou de toute demande de renseignements non publics concernant les actions ou les unités achetées par toute personne autre que l'acheteur qui présente une proposition d'achat qui n'est pas une proposition exemptée. Un tel avis à l'acheteur doit être fait, de temps à autre, d'abord oralement et ensuite par écrit, et doit indiquer une description de toutes les modalités importantes et tout autre détail sur la proposition, de la demande de renseignements ou de la personne-ressource connue de la KML ou du fournisseur que l'acheteur peut raisonnablement demander.

- (4) Sous réserve de l'article 7.1(5), si KML ou le vendeur reçoit une proposition d'acquisition avant d'avoir obtenu l'approbation de la résolution de l'opération à la réunion et qu'il est raisonnable pour le conseil d'administration de KML de croire qu'une telle proposition d'acquisition pourrait raisonnablement donner lieu à une proposition supérieure et que la personne qui présente cette proposition d'acquisition a la capacité financière ou est en mesure d'obtenir le financement requis pour concrétiser la proposition d'acquisition, rien dans la présente entente n'empêchera le vendeur ou KML ou un représentant de l'une ou l'autre des parties, le cas échéant, de participer à des négociations relatives à cette proposition d'acquisition ou n'empêchera le conseil d'administration de KML ou du vendeur, le cas échéant, d'accepter, d'approuver ou de conclure une entente relative à cette proposition d'acquisition (à condition qu'elle constitue à ce moment une proposition supérieure) et de recommander par la suite cette proposition supérieure aux détenteurs de titres, si le conseil d'administration de KML détermine de façon raisonnable et de bonne foi, à la lumière des conseils de l'avocat de société externe de KML, que le défaut d'agir pourrait raisonnablement donner lieu à un manquement aux obligations de fiduciaire du conseil d'administration de KML en vertu de la *Business Corporations Act* (Alberta), et en parallèle avec l'acceptation, l'approbation ou la conclusion de la proposition supérieure, le vendeur met fin à la présente entente en vertu de l'article 4.3(4).
- (5) Nonobstant l'article 7.1(4), KML et le vendeur s'engagent tous deux à ne pas accepter, approuver ou conclure une entente relative à la proposition supérieure (hormis dans le cas d'une entente de confidentialité) (une « **entente proposée** ») sans donner à l'acheteur l'occasion de modifier la présente entente ou de remplacer celle-ci par une autre entente ou offre, afin de prévoir des modalités financières et autres à tout le moins équivalentes à celles incluses dans l'entente proposée, comme l'a déterminé le conseil d'administration de KML, en agissant de bonne foi et conformément à ses fonctions de fiduciaire, de sorte que la proposition de rechange ne constitue plus une proposition supérieure par rapport à l'opération envisagée dans la présente entente. En particulier, KML et le vendeur s'engagent à remettre à l'acheteur la copie de toute entente proposée devant être exécutée par KML ou le vendeur et que la personne présente une telle proposition supérieure au moins cinq (5) jours ouvrables avant son exécution proposée par KML ou le vendeur. Si l'acheteur accepte de modifier la présente entente ou de la remplacer par la sienne au cours de cette période de cinq (5) jours ouvrables, KML ou le vendeur s'engagent à ne pas conclure l'entente proposée. Si l'acheteur ne modifie pas la présente entente ou qu'il ne la remplace pas par la sienne, comme il est indiqué ci-dessus, le conseil d'administration de KML peut accepter, approuver ou conclure une entente relative à la proposition supérieure à condition que le vendeur mette fin à la présente entente en vertu de l'article 4.3(4).

7.2 Transfert de la documentation

(1) À la date de clôture, le vendeur livrera et prendra les dispositions pour livrer, à l'acheteur, ou rendra disponibles les livres et registres et tous les documents (hormis dans le cas de ceux que le vendeur doit conserver en vertu de la loi applicable, dont des copies seront fournies) et toute autre donnée, technique ou autre, dont le vendeur est propriétaire à la date de clôture et qui sont liée aux entités cibles, aux affaires ou aux actifs, et que l'acheteur demande d'obtenir ou qui sont requises pour la poursuite des affaires, ou comme le prévoit l'entente sur la prestation de services de transition. Le vendeur remettra à l'acheteur les registres comptables qui n'ont pas été remis à la clôture ou des

copies de ceux-ci dans un délai raisonnable suivant la clôture. L'acheteur conservera tous les documents livrés conformément aux procédures de conservation de documents de l'acheteur ou plus longtemps, comme l'exige la loi applicable. L'acheteur donnera au vendeur ou à ses représentants autorisés un accès raisonnable à ces documents pendant qu'ils se trouvent en sa possession ou sous son contrôle uniquement dans la mesure où le vendeur doit avoir accès pour mener ses activités après la clôture et s'acquitter de ses obligations en vertu de la présente entente, de la loi applicable ou de l'entente sur la prestation de services de transition; l'acheteur ne sera toutefois pas responsable à l'égard du vendeur de la perte ou de la destruction de ces documents et autres données ou des dommages subis par ceux-ci à moins que la destruction, la perte ou les dommages soient attribuables à la négligence ou à l'inconduite volontaire de l'acheteur. Le vendeur sera responsable de tous les débours personnels raisonnables engagés directement ou indirectement par l'acheteur en ce qui concerne l'accès prévu par le présent article 7.2(1).

- (2) Nonobstant l'article 7.2(1), le vendeur et ses sociétés affiliées respectives auront le droit de conserver a) des copies de l'ensemble des registres comptables et des déclarations de revenus, ainsi que tous les autres renseignements et documents liés aux affaires fiscales des entités cibles, dans chacun des cas, qui portent sur des périodes se terminant à la date de clôture ou avant celle-ci (i) liées à de l'information (y compris le dossier d'emploi et le dossier médical) des employés à moins que la loi applicable ne l'interdise, (ii) comme l'exige toute autorité légale ou réglementaire, y compris la loi applicable ou une demande réglementaire, (iii) pouvant être requis par le vendeur ou ses sociétés affiliées respectives pour s'acquitter de leurs obligations respectives en vertu de la présente entente et des autres documents liés à l'opération, dans chacun des cas qui doivent être conformes à tous les égards importants à la loi applicable ou (iv) qu'il est raisonnable pour le vendeur ou ses sociétés affiliées respectives d'avoir pour mener leurs activités respectives; et b) la salle de données et l'ensemble du matériel qu'elle contient, ainsi que tous les registres comptables préparés pour les opérations ou (ii) les renseignements financiers et autres registres comptables préparés ou utilisés pour préparer les états financiers du vendeur ou des entités cibles. À compter de la date de clôture, l'acheteur conservera pendant au moins six ans (ou, à des fins fiscales, si la période est plus longue, jusqu'à ce que le vendeur l'informe de l'arrivée à échéance du délai de prescription applicable) tous les registres comptables liés au fonctionnement des entités cibles avant la date de clôture, y compris l'ensemble des déclarations de revenus et tous autres renseignements et documents liés aux affaires fiscales, et se conformera à tous les égards importants à la loi applicable, y compris la loi de l'impôt, en ce qui concerne la conservation de ces registres comptables. Après la période de six ans ou après avoir reçu l'avis d'arrivée à échéance du vendeur, le cas échéant, l'acheteur devra, avant de pouvoir éliminer ces registres comptables, donner au vendeur un avis préalable d'au moins quatre-vingt-dix (90) jours de son intention; le vendeur pourra, à ses propres frais, éliminer et conserver des copies de ces registres comptables ou d'une partie de ceux-ci, à son choix. Nonobstant ce qui précède, l'acheteur accepte de conserver tous les registres comptables liés à toute procédure, action, réclamation, poursuite, enquête ou requête lancée par une autorité gouvernementale ou présentée à celle-ci (que ce soit avant ou après la date de clôture) qui pourrait porter sur des affaires survenues avant la clôture sans égard aux délais établis dans le présent article 7.2(2).

- (3) Le vendeur conservera les documents et les données liés aux affaires et qu'il doit conserver à titre confidentiel en vertu de l'article 7.2(2); il n'utilisera pas et ne communiquera pas autrement les données ou les renseignements qui s'y trouvent à moins que l'article 11.1(3) lui permette de le faire.

7.3 Enquête.

- (1) Pendant la période intérimaire, sous réserve de toute loi applicable et de tous les privilèges applicables (y compris le secret professionnel), les secrets commerciaux et les obligations contractuelles relatives à la confidentialité, sur présentation d'un préavis raisonnable, le vendeur permettra et veillera à ce que les entités ciblées et leurs représentants permettent à l'acheteur et à ses représentants autorisés de mener les enquêtes, les inspections, les sondages ou les tests qu'ils jugent nécessaires ou souhaitables sur les entités cibles, les affaires et les actifs, et sur leur état financier, fiscal, juridique et physique afin de se familiariser avec les affaires, les actifs et tout autre aspect. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, le vendeur donnera à l'acheteur un accès raisonnable pendant les heures normales de bureau (i) aux actifs, (ii) aux employés qui sont raisonnablement nécessaires pour effectuer le travail de diligence raisonnable menée et s'assurera que les entités cibles et leurs représentants respectifs en fassent autant; le vendeur remettra des photocopies à l'acheteur de tous les renseignements et documents écrits qu'il est raisonnable pour l'acheteur de demander, et s'assurera que les entités cibles et leurs représentants respectifs en fassent autant, à condition toutefois qu'un tel accès ou qu'une telle demande n'interfère pas de façon déraisonnable avec les affaires ou les activités du vendeur ou de l'une de ses sociétés affiliées. Les auditeurs et comptables indépendants de l'acheteur ou de ses sociétés affiliées ne seront en aucun cas tenus de mettre à la disposition de personne tout document de travail, tant que cette personne n'aura pas signé une entente de confidentialité et d'exonération de responsabilité pour avoir accès aux documents de travail dont la forme et le fond sont raisonnablement acceptables pour ces auditeurs ou comptables indépendants. Si le vendeur présente une telle demande raisonnable, l'acheteur devra conclure un accord de défense commune d'usage avec l'acheteur, ses sociétés affiliées ou plusieurs d'entre eux pour toute information à transmettre au vendeur ou à ses sociétés affiliées respectives et s'assurera que ses sociétés affiliées en font autant, conformément au présent article 7.3(1). L'acheteur et ses sociétés affiliées obtiendront rapidement un remboursement pour tout débours personnel raisonnable qu'ils ont engagé afin de se conformer à toute demande présentée en vertu du présent article 7.3(1) du vendeur, qui sera responsable d'une part égale de ces débours.
- (2) À la demande de l'acheteur, le vendeur exécutera ou fera exécuter les consentements, les autorisations et les directives, s'il y a lieu, pour permettre l'inspection des registres comptables des entités cibles, des affaires et de tout actif et permettre à l'acheteur ou à ses représentants autorisés d'obtenir un accès raisonnable à l'ensemble des dossiers et documents liés aux entités cibles ou à tous les actifs détenus par des autorités gouvernementales et des autorités autoréglementées.
- (3) Un tel accès ou de telles demandes seront (i) supervisés par toute personne désignée par le vendeur et (ii) menés de façon à ne pas nuire aux affaires ou aux activités des entités cibles, du vendeur ou de leurs sociétés affiliées respectives. Toutes les demandes d'accès

à l'information présentée conformément au présent article 7.3 seront acheminées à la personne ou aux personnes désignées par le vendeur et les acheteurs ne pourront pas communiquer directement ou indirectement avec un représentant du vendeur, les entités cibles ou leurs sociétés affiliées respectives sans l'approbation préalable de cette personne ou de ces personnes désignées. Les auditeurs et comptables indépendants des entités cibles, du vendeur ou de leurs sociétés affiliées respectives ne seront en aucun cas tenus de mettre à la disposition de personne tout document de travail, tant que cette personne n'aura pas signé une entente de confidentialité et d'exonération de responsabilité pour avoir accès aux documents de travail dont la forme et le fond sont raisonnablement acceptables pour ces auditeurs ou comptables indépendants.

- (4) Le vendeur collaborera avec l'acheteur et l'aidera, à sa demande, à organiser toute réunion qu'il est raisonnable pour l'acheteur de demander avec :
 - (a) les employés;
 - (b) des clients, des fournisseurs ou d'autres qui ont ou qui ont eu une relation d'affaires avec les entités cibles;
 - (c) des auditeurs, des procureurs ou toute autre personne embauchée ou déjà embauchée pour offrir des services aux entités cibles et qui sont au fait d'affaires liées aux entités cibles et aux affaires.
- (5) Les parties reconnaissent que les renseignements personnels sont nécessaires au fonctionnement des affaires et que leur collecte, leur utilisation, leur divulgation, leur entreposage et leur destruction par n'importe quelle entité cible aux fins des affaires sont assujettis à la Loi sur la PRP ou à ses exigences. Si l'on met fin au présent accord de la façon prévue aux présentes ou autrement, l'acheteur retournera ou détruira les renseignements personnels en sa possession, conformément aux modalités de l'entente de non-divulgence conclue entre KML et le ministre des Finances agissant « au nom » de Sa Majesté la Reine du chef du Canada daté du 29 mars 2018. Le présent article 7.3(5) survit à la fin de la présente entente pour quelque raison que ce soit.
- (6) Le vendeur et l'acheteur acceptent d'être responsables d'indemniser, de défendre et de ne pas tenir responsable l'autre partie, les entités ciblées et leurs sociétés affiliées respectives, les administrateurs, agents ou employés, et toute autre personne ayant un intérêt à l'égard des livres et registres, les bureaux et les immeubles des entités ciblées pour toute perte encourue après que la partie ait eu accès aux livres et registres, aux bureaux et aux immeubles des entités ciblées ou en lien avec cet accès. Chacune des parties accepte aussi de se conformer entièrement à l'ensemble des règles, règlements et instructions d'application générale émis par l'autre partie, les entités ciblées et leurs sociétés affiliées respectives ou toute autre personne en ce qui concerne les gestes posés par cette partie quand elle est entrée dans immeuble, pendant qu'elle s'y trouvait et quand elle en est sortie.
- (7) Si une partie, à la suite de l'exercice de ses droits d'inspection ou autres, a connaissance d'un cas de défaillance qui rendrait ou rendrait probablement les déclarations ou garanties formulées par l'autre partie dans la présente entente fausses ou erronées, elle en informera

par écrit l'autre partie, à condition

que l'exercice des droits d'inspection prévus en vertu du présent article 7.3 n'atténue pas ou ne touche pas autrement les déclarations et garanties de l'une ou l'autre des parties à la présente entente, qui demeure entièrement en vigueur, comme le prévoient les articles 6.1, 6.2 et 6.3.

7.4 Risque de perte. Si, avant la clôture, l'un des actifs ou une partie de la société est endommagé ou détruit et que les dommages ou la destruction constituent un changement négatif déterminant, l'acheteur peut donc, à son entière discrétion :

- (1) mettre fin à la présente entente; ou
- (2) exécuter la transaction sans réduire le prix d'achat; dans ce cas, le produit de la police d'assurance ou de l'indemnisation pour appropriation, expropriation ou saisie, moins la somme de l'ensemble des franchises payées par l'acheteur et pour lesquelles il n'a pas été remboursé sera versé à l'entité ciblée applicable et fait partie des actifs.

7.5 Changement et utilisation du nom.

- (1) Le vendeur devra, dans les trente (30) jours suivant la date de clôture, changer son nom et celui de toutes ses sociétés affiliées qui comprend le mot « Trans Mountain » par un nom qui ne contient pas ce mot, une partie de ce mot ou des mots semblables. À compter de la date de clôture, ni le vendeur ni aucune de ses sociétés affiliées n'utilisera le mot « Trans Mountain », une partie de ce mot ou des mots semblables.
- (2) L'acheteur devra (i) dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de signature, changer le nom de toute installation qui comprend les mots « Kinder Morgan » pour un nom qui ne contient pas ces mots, une partie de ces mots ou des mots semblables et (ii) dans les cent quatre-vingts (180) jours suivant la date de clôture, éliminer les mots « Kinder Morgan », la partie de ces mots ou tout mot semblable de l'ensemble de la signalisation. À compter de la date de signature, ni l'acheteur ni aucune de ses sociétés affiliées n'utilisera le mot « Kinder Morgan », une partie de ces mots ou des mots semblables.

7.6 Conduite avant la clôture. Sans limiter de quelque façon que ce soit les autres droits ou obligations du vendeur

ci-dessous, pendant la période intérimaire, le vendeur soumettra à l'article 7.7, à moins que celui-ci n'indique autrement, les représentants désignés de l'acheteur à consentir autrement par écrit :

- (1) à faire en sorte que les entités ciblées exploitent la société, ainsi que les activités et les affaires des entités ciblées de la façon ordinaire et que les entités ciblées ne concluront aucune transaction sans le consentement préalable écrit de l'acheteur et qu'elles s'abstiendront de poser tout geste qui, s'il entrerait en vigueur à la date de la présente entente, constituerait un manquement à une déclaration, une garantie, un engagement ou toute autre obligation du vendeur dans la présente entente et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, le vendeur fera en sorte que chacune des entités ciblées ne fera pas (à moins d'en être autorisée expressément dans la présente entente, y compris à l'article 7.7) ce qui suit :

- a) fusionner, se regrouper ou acquérir ou accepter d'acquérir la totalité ou la grande majorité des actions ou des actifs de toute personne;

- (b) acquérir ou louer, ou accepter d'acquérir ou de louer les opérations commerciales ou tout titre de participation à toute personne, acquérir ou accepter d'acquérir tout intérêt juridique ou bénéficiaire dans tout bien immobilier ou occuper, louer, gérer ou contrôler ou accepter d'occuper, de louer ou de gérer ou contrôler toute installation ou tout immeuble n'était pas un actif;
- (c) conclure un compromis ou un règlement lié à une instance ou à un litige important sur la société ou sur l'un des actifs;
- (d) apporter des modifications considérables à ses pratiques, processus ou systèmes de ventes, de ressources humaines, de comptabilité, de logiciels ou de gestion;
- (e) conclure un contrat du genre décrit à l'article 6.2(14) autre que la convention de crédit visée, l'indemnité limitée de TM Pipeline LP (convention de crédit visée) et les autres prêts, garanties, conventions entre créanciers, instruments et documents susceptibles d'être créés conformément à ce qui précède et le remplacement de la convention de crédit par la nouvelle convention de crédit conclue en date du 1^{er} mai 2018 et à laquelle on renvoie dans la définition du terme « convention de crédit » ci-dessus;
- (f) agir ou omettre d'agir sciemment, donnant ainsi lieu à un manquement à la Loi sur la PRP par une entité ciblée;
- (g) apporter un changement quelconque à son acte constitutif;
- (h) apporter des modifications unilatérales à la convention de crédit visée;
- (i) s'engager ou proposer, amorcer ou autoriser toute dépense d'immobilisation en ce qui concerne la société si la part de l'entité cible est supérieure à dix millions de dollars (10 000 000 \$) globalement, sauf : (i) dans le cas d'une urgence ou d'une catastrophe, ou de tout autre événement mettant en danger la vie ou les biens ou lié à l'environnement; (ii) s'il est nécessaire de le faire pour assurer l'entretien des installations, de la machinerie et de l'équipement en place afin de les rendre en bon état de fonctionnement dans le cours normal des activités (iii) pour régler une réclamation divulguée dans la salle de données, pour lequel l'acheteur a déjà donné son consentement écrit préalable; ou (iv) en ce qui concerne des montants que l'entité ciblée s'est engagée à dépenser, dont les détails ont été divulgués à l'acheteur dans la chambre des données;
- (j) emprunter de l'argent, s'endetter ou accroître son niveau d'endettement pour de l'argent emprunté, ou consentir des prêts ou des avances, sauf si ledit emprunt sert à couvrir le fonds de roulement ou des dépenses d'immobilisation conformément aux présentes et dans le cours normal des activités, ou pour garantir ou être autrement responsable de tout endettement lié à un emprunt d'argent auprès d'une autre personne, selon le cas, sauf comme il est envisagé aux présentes et dans la convention de crédit visée;
- (k) céder ou abandonner l'un des actifs, sauf dans le cours normal des activités ou lorsque les droits de TM Pipeline LP à cet égard sont arrivés à échéance ou ont

pris fin;

- (l) conclure tout contrat ou toute entente d'avantages mutuels d'importance, les assigner, renoncer à tout droit y étant prévu, les modifier ou y mettre fin, à tout égard important;
 - (m) se retirer d'un processus de mobilisation ou de consultation avec un groupe autochtone qui porte sur un permis ou une approbation à l'échelle provinciale en suspens ou y mettre fin;
 - (n) vendre, louer, grever ou disposer d'une façon quelconque de l'un des actifs ou d'une partie des actifs à l'extérieur du cours normal des activités et autre que les consignations permises; ou
 - (o) modifier toute méthode de comptabilité relative à l'impôt, faire, modifier ou annuler tout choix fiscal important, produire une déclaration de revenus, un avis d'opposition ou un appel relatif à des questions fiscales qui ont été modifiés considérablement ou répondre autrement à toute demande de renseignements d'une autorité gouvernementale sur des questions fiscales, conclure un règlement ou un compromis pour toute obligation fiscale importante; accepter de prolonger le délai de prescription ou d'y renoncer pour l'établissement d'une cotisation ou la détermination de l'impôt à payer, conclure une entente relative à une taxe ou renoncer à tout droit de demander un remboursement d'impôt considérable, sauf en ce qui concerne les éléments divulgués dans la chambre de données;
- (2) faire en sorte que chaque entité ciblée ne pose aucun geste qui donnerait lieu à une violation de l'article 7.1;
- (3) faire en sorte que chacune des entités ciblées déploie des efforts commerciaux raisonnables pour continuer de maintenir pleinement en vigueur toutes les polices d'assurance ou les renouvellements de celles-ci actuellement en vigueur;
- (4) faire en sorte que chacune des entités ciblées souscrive, aux frais de l'acheteur, de telles assurances supplémentaires qu'il serait raisonnable pour l'acheteur de demander;
- (5) faire en sorte que chacune des entités ciblées déclare toute réclamation, toute circonstance connue ou tout événement susceptible de donner lieu à une réclamation considérable auprès de ses assureurs en vertu de ses polices d'assurance au moment opportun jusqu'à la date de clôture et remettre des copies de ces rapports à l'acheteur;
- (6) faire en sorte que chaque entité ciblée :
- (a) déploie des efforts commerciaux raisonnables pour conserver intacts les affaires, les actifs, ainsi que les activités et les affaires de l'entité ciblée;
 - (b) sous réserve de l'article 7.7, exploiter la société et mener les activités de l'entité ciblée comme elles sont menées à l'heure actuelle;
- (7) faire en sorte que les entités ciblées prennent toutes les mesures prudentes qui soient pour s'assurer que leurs représentants se conforment à toutes les lois relatives à la protection des renseignements personnels;

- (8) faire en sorte que chaque entité ciblée paie ses dettes, ses taxes et son impôt dans le cours normal conformément à sa pratique ancienne, à l'exception des paiements qu'elle conteste de bonne foi;
- (9) déployer des efforts commerciaux raisonnables afin de prendre toutes les mesures et d'intenter toutes les procédures requises pour approuver ou autoriser, valablement et efficacement, l'exécution de la présente entente et des autres ententes et documents envisagés aux présentes et d'effectuer le transfert des actions achetées et des unités achetées à l'acheteur, et de tenir toutes les réunions d'administrateur et d'actionnaires du vendeur requises devant être tenues à cette fin;
- (10) faire en sorte que les entités ciblées déploient des efforts commerciaux raisonnables afin de prendre toutes les mesures et d'intenter toutes les procédures requises pour autoriser, approuver et autrement effectuer le transfert des actions achetées et des unités achetées à l'acheteur, et de tenir toutes les réunions d'administrateur, d'actionnaires et de participants des entités ciblées requises devant être tenues à cette fin;
- (11) ne pas demander à une autorité gouvernementale de mener un audit ou un autre examen des taxes et impôts de l'une des entités ciblées; de produire une déclaration de revenus, un avis d'opposition ou un appel relatif à des questions fiscales qui ont été modifiés considérablement ou répondre autrement à toute demande de renseignements d'une autorité gouvernementale sur des questions fiscales.

7.7 Reprise des activités du PATM et du Plan de travail de 2018 du PATM.

- (1) Convention de crédit visée. Les parties déploieront des efforts raisonnables sur le plan commercial afin de négocier, de mettre au point et d'entraîner la mise en vigueur de la convention de crédit visée, ainsi que de la garantie d'EDC connexe et de l'indemnité limitée du vendeur (convention de crédit visée) (dont le fond et la forme de chacune convient à chacune des parties à son unique discrétion et qui contient les principes énoncés dans la chambre de données) devant être exécutée et mise en vigueur le plus rapidement possible après la date indiquée aux présentes.
- (2) Activités du PATM. À compter de la date indiquée aux présentes, le vendeur devra faire ce qui suit :
 - (a) faire en sorte que TM Pipeline LP annonce publiquement sa décision de reprendre les travaux les dépenses connexes liées au PATM;
 - (b) reprendre les activités de développement liées au PATM, en déployant des efforts raisonnables sur le plan commercial, y compris une procédure en vue de consolider les contrats de construction et de préparer une estimation des coûts révisée pour le PATM, en continuant de répondre aux conditions liées aux approbations existantes du PATM et en demandant à obtenir les approbations supplémentaires requises pour le PATM;
 - (c) déployer des efforts raisonnables sur le plan commercial, avec diligence et de bonne foi, en consultation avec l'acheteur ou son représentant désigné, afin de

poursuivre le Plan de travail de 2018 du PATM;

- (d) soutenir publiquement le PATM et faire en sorte que les entités ciblées en fassent autant; toutefois, pour autant que le vendeur et les entités ciblées ne seront aucunement tenus d'engager des fonds ou de faire des engagements contractuels autres que l'exécution des étapes préliminaires requises pour poursuivre avec le Plan de travail de 2018 du PATM (ce qui comprend de continuer d'obtenir les approbations, directement ou par l'intermédiaire d'un entrepreneur ou de toute autre personne, pour le PATM (x)), jusqu'à ce que la convention de crédit visée ait été exécutée et qu'elle soit en vigueur ou (y) si les fonds cessent d'être disponibles en vertu de la convention de crédit visée, l'intention des parties étant que la totalité du financement pour le Plan de travail de 2018 du PATM soit versée exclusivement au moyen d'avances en vertu des mécanismes de crédit visés et que le vendeur et les entités ciblées ne soient aucunement tenus d'engager leurs propres fonds pour accomplir les fins susmentionnées; et pourvu également que le vendeur et les entités ciblées ne soient aucunement tenus d'engager des fonds ou prendre des engagements contractuels, directement ou par l'intermédiaire d'un entrepreneur ou de toute autre personne à l'égard du PATM s'ils estiment nécessaire d'obtenir l'approbation préalable de Sa Majesté la Reine du chef du Canada (ou son agent, Exportation et Développement Canada), en vertu de la convention de crédit visée pour la conclusion de contrats exigés entre le vendeur et les entités ciblées et l'accroissement des passifs à cet égard en ce qui concerne le Plan de travail de 2018 du PATM (l'endettement, le passif et les obligations du vendeur et des autres entités ciblées préapprouvés, que l'on nomme le « **passif préapprouvé** »). Les emprunts effectués en vertu des mécanismes de crédit visés seront offerts pour financer : (i) l'ensemble des charges de projet envisagées par le Plan de travail de 2018 du PATM, y compris les coûts au propriétaire et l'allocation des frais généraux conforme à la pratique antérieure et (ii) les frais de service de la dette des mécanismes de crédit visés (ce qui comprend, sans s'y limiter, les frais et les charges qui établissent les mécanismes de crédit visés et les frais à verser à Sa Majesté la Reine du chef du Canada [ou à son agent, Exportation et Développement Canada] en ce qui concerne la garantie à EDC) et, dans la mesure où les fonds sont dépensés ou les engagements contractuels sont exécutés pour poursuivre le PATM et le Plan de travail de 2018 du PATM, le vendeur peut obtenir des fonds par l'intermédiaire des mécanismes de crédit visés qui sont égaux au montant de ces engagements.
- (3) Si, pour une raison quelconque, les mécanismes de crédit visés en vertu de la convention de crédit visée cessent d'être offerts selon la directive de l'acheteur ou de tout agent de ce dernier), toutes les obligations de KML, de KMI, du vendeur et des entités ciblées prévues au présent article 7.7 prendront fin immédiatement et irrévocablement et toutes les obligations de KML, de KMI, du vendeur et des entités ciblées prévues aux présentes, en vertu de la convention de crédit ciblée, de la garantie à cet effet et des autres documents de prêts établissant les mécanismes de crédit visés de poursuivre le Plan de travail de 2018 du PATM et d'engager des fonds supplémentaires ou de prendre d'autres engagements relatifs au PATM prendront également fin et KML, KMI, le vendeur et les entités ciblées ne seront aucunement tenus d'engager d'autres fonds ou de prendre d'autres engagements par rapport au PATM. Il demeure entendu que si l'on met fin aux

mécanismes de crédit visés prévus en vertu de la convention de crédit visés, comme indiqué ci-dessus, ceux-ci demeureront tout de même disponibles pour financer (a) l'intérêt accumulé et dû sur les mécanismes de crédit visés et l'intérêt, les coûts, les frais et les dépenses dus en vertu de la convention de crédit visée, de la garantie à cet effet et des autres documents de prêt établissant les mécanismes de crédit visés, ainsi que toute partie impayée des frais liés à la garantie d'EDC; et b) les emprunts effectués en vertu de la convention de crédit visée après la date de fin en ce qui concerne le passif préapprouvé.

- (4) L'acheteur aura le droit d'exiger de réduire les dépenses en vertu du Plan de travail de 2018 du PATM; pourvu que : a) cette réduction soit conforme aux droits contractuels en vertu des contrats avec des tiers applicables des entités ciblées; et que b) cette réduction réduise de façon permanente et irrévocable, de façon correspondante, les obligations de KML, de KMI, du vendeur et des entités ciblées prévues au présent article 7.7, en vertu de la convention de crédit ciblée, de la garantie fournie à cet effet et des autres documents de prêts établissant les mécanismes de crédit visés de poursuivre le Plan de travail de 2018 du PATM et d'engager des fonds supplémentaires ou de prendre d'autres engagements relatifs au PATM.

7.8 Avis de certaines affaires.

- (1) Pendant la période intérimaire, le vendeur informera rapidement par écrit l'acheteur de ce qui suit :
- (a) un événement ou l'absence d'un événement, qui, dans un cas ou l'autre, rendrait ou rendrait probablement les déclarations ou garanties formulées par le vendeur dans la présente entente fausses ou erronées pendant la période intérimaire;
 - (b) tout avis de communication d'une personne qui allègue que son consentement est requis ou pourrait l'être en ce qui concerne les transactions;
 - (c) tout avis de communication d'une autorité gouvernementale en lien avec les transactions;
 - (d) toute instance entamée ou que l'on menace d'entamer à l'égard de l'une des entités ciblées ou du vendeur en lien avec elles ou ayant une incidence quelconque sur l'une d'elles ou qui est liée à l'exécution des transactions ou qui est lié à un régime d'employés de KMCI;
 - (e) tout manquement du vendeur à respecter un engagement, une condition ou un accord devant être respecté en vertu de la présente entente de sorte que les conditions énoncées à l'article 4 ne seront pas réunies.
- (2) Le vendeur devra s'entretenir régulièrement et fréquemment (et, en ce qui concerne le PATM, de façon hebdomadaire à tout le moins) avec au moins un représentant désigné de l'acheteur, agréé par le vendeur comme agissant de bonne foi, afin de rendre compte d'affaires opérationnelles et de l'état général des affaires (et

en particulier, en ce qui concerne le développement du PATM et l'état du Plan de travail du PATM de 2018 et le budget) et fera en sorte que les entités ciblées en fassent autant. Le vendeur devra informer l'acheteur de toute urgence ou de tout autre changement au cours normal de l'exploitation des affaires et de toute plainte, enquête ou audience gouvernementale (ou de communications indiquant que ces dernières pourraient être envisagées) ou de procédures juridictionnelles portant sur une partie des affaires ou des actifs et il tiendra l'acheteur entièrement informé de ces événements en plus de permettre aux représentants de l'acheteur d'accéder à tout le matériel préparé à cet égard et fera en sorte que les entités ciblées en fassent autant.

- (3) La signification de tout avis en vertu du présent article 7.6(1) ne change aucunement les déclarations et garanties du vendeur ou les conditions liées aux obligations de l'acheteur indiquées dans la présente entente ou n'a aucune incidence sur les recours offerts à l'acheteur en vertu de la présente entente.

7.9 Approbations réglementaires.

Approbation de la concurrence et approbation de l'OTC

- (1) Dès qu'il sera raisonnablement pratique de le faire après la date de la présente entente, les parties devront a) chacune remplir un préavis de fusionnement en lien avec la transaction auprès du commissaire, conformément à la partie IX de la *Loi sur la concurrence* et l'acheteur présentera une demande de certificat de décision préalable ou une lettre de non-intervention en lien avec les transactions; b) présenter au ministre des Transports une copie de la demande de certificat de décision préalable ou de lettre de non-intervention et une présentation à l'appui de l'obtention de l'approbation de l'OTC.
- (2) Les parties collaboreront afin d'obtenir l'approbation de la concurrence et l'approbation de l'OTC, y compris pour soumettre au commissaire au moment opportun et le plus rapidement possible, l'ensemble des documents et des renseignements requis, demandés ou raisonnablement souhaitables liés à l'obtention de l'approbation de concurrence et l'approbation de l'OTC.
- (3) Les parties déploieront des efforts raisonnables sur le plan commercial afin d'obtenir l'approbation de concurrence et l'approbation de l'OTC le plus rapidement possible.
- (4) Les parties collaboreront et se tiendront informées de l'état de la procédure liée à l'obtention de l'approbation de concurrence et l'approbation de l'OTC. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, chacune des parties donnera à l'autre (ou à son avocat externe, en ce qui concerne les affaires délicates sur le plan concurrentiel, visées par le secret professionnel ou confidentielles) une occasion raisonnable d'examiner et de commenter toutes les présentations et les demandes au commissaire à faire en lien avec l'approbation de concurrence; l'autre partie déploiera des efforts raisonnables sur le plan commercial afin de collaborer avec l'autre partie et de l'aider à préparer et à présenter ces présentations et demandes. Les parties ne participeront à aucune réunion de fond ou à aucune conversation importante avec le commissaire sur les transactions envisagées par la présente entente à moins de consulter l'autre partie à l'avance et, dans la mesure permise par le commissaire, de donner à l'autre partie (ou à son avocat extérieur) l'occasion

d'assister et de participer à toute réunion de fond ou toute communication importante.

Assurance de l'ONE

- (5) Le vendeur et l'acheteur rempliront et présenteront (ou feront en sorte que leurs sociétés affiliées le fassent) un avis de changement des ressources financières auprès de l'ONE dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'exécution de la présente entente, à moins qu'ils ne conviennent par écrit d'une période différente pour présenter l'avis. Dans l'avis, on indiquera que l'acheteur souhaite assumer toutes les obligations liées à l'exigence relative aux ressources financières mandatées par l'ONE du partenaire de gestion pour des événements se produisant après la date de clôture et un présentera une entente sur un mécanisme de remplacement ou des ressources financières acceptables aux yeux de l'ONE afin de permettre l'annulation de l'entente de mécanisme de prêt de cinq cents millions de dollars (500 000 000 \$) en place entre le partenaire de gestion, KMI, Kinder Morgan, Energy Partners L.P. et TM Pipeline LP (le « **mécanisme existant de l'ONE** ») et les polices d'assurance actuelles pour la somme d'au moins cinq cents millions de dollars (500 000 000 \$) détenus par TM Pipeline LP) (l'« **assurance existante de l'ONE** »).
- (6) Le vendeur et l'acheteur présenteront (ou feront en sorte que leurs sociétés affiliées le fassent) rapidement ou veilleront à ce que soit présentées rapidement, au plus tard dix (10) jours ouvrables suivant la date indiquée aux présentes, toutes les productions requises en vertu de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, se consulteront et collaboreront afin de préparer ces productions et informeront rapidement l'autre partie de toute communication importante reçue par elle de l'ONE sur ces productions.
- (7) Le vendeur et l'acheteur présenteront à l'autre partie, avant la présentation à l'ONE sur l'avis de changement des ressources financières, se donneront une occasion raisonnable de commenter toute ébauche de présentation, de demande ou de déclaration faite par elles; la partie qui reçoit ces commentaires de l'autre partie les étudiera raisonnablement au moment de préparer des ébauches subséquentes et la version définitive de toute production, demande ou déclaration.
- (8) Si une partie juge que l'information qu'elle doit fournir aux autres parties en vertu de l'article 7.9(7) est confidentielle et délicate sur le plan concurrentiel, la partie qui fournit ces renseignements peut les caviarder afin que la partie réceptrice ne reçoive pas l'information confidentielle et délicate sur le plan concurrentiel, sauf qu'une version non caviardée sera présentée au conseiller juridique externe de la partie qui reçoit l'information.
- (9) L'acheteur déploiera des efforts raisonnables sur le plan commercial, avec la collaboration du vendeur, afin d'obtenir l'approbation de l'ONE de l'avis de changement de ressources financières le plus tôt possible et quoi qu'il en soit avant la date de clôture; si cette approbation n'a pas été obtenue à la date de clôture, l'acheteur continuera de déployer des efforts raisonnables sur le plan commercial pour obtenir cette approbation jusqu'à ce qu'elle le soit. En vertu des dispositions prévues au présent article 7.9(9), l'acheteur devra présenter des assurances à l'ONE selon lesquelles il maintiendra, à la date de clôture, au moins un milliard de dollars (1 000 000 000 \$) en ressources financières ou tout autre montant que l'ONE pourrait exiger, y compris des ressources

facilement accessibles pour répondre à l'exigence relative aux ressources financières d'un milliard de dollars (1 000 000 000 \$), conformément au paragraphe 48.13(2) de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* et à la directive de l'ONE.

- (10) SI l'ONE n'a pas approuvé l'avis de changement de ressources financières avant la date de clôture et qu'en conséquence, le mécanisme existant de l'ONE ou l'assurance existante de l'ONE demeurent en place en répondant à l'exigence relative aux ressources financières mandatées par l'ONE à la suite de la date de clôture :

a) L'acheteur présentera, au plus tard à la date de clôture, une lettre de crédit au vendeur provenant d'une banque ou d'une institution financière réputée des États-Unis de forme de fond au vendeur, agissant raisonnablement, en vertu « de laquelle des fonds allant jusqu'à concurrence de cinq cents millions de dollars (500 000 000 \$) seront à la disposition de KMI et de Kinder Morgan Energy Partners L.P. » pour tout montant prélevé ou autrement réclamé en vertu du mécanisme existant de l'ONE en ce qui concerne des événements survenant avec TM Pipelines LP après la date de clôture;

b) L'acheteur et les entités ciblées seront responsables, rembourseront rapidement et en tant qu'engagement distinct et indépendant, indemniseront et ne tiendront pas responsables KMI et Kinder Morgan Energy Partners L.P. pour toute perte subie, payée ou engagée par KMI ou Kinder Morgan Energy Partners L.P. en ce qui concerne le mécanisme existant de l'ONE ou l'assurance existante de l'ONE.

(11) Loi HSR

- (a) (i) Le vendeur et l'acheteur collaboreront afin de déterminer s'il faut obtenir une approbation HSR pour la transaction; et (ii) si une approbation HSR est requise, ils déploieront des efforts raisonnables sur le plan commercial afin de prendre ces mesures ou de faire ces présentations et fournir l'information requise à cet égard pour obtenir rapidement l'approbation HSR.
- (b) Si l'acheteur effectue un transfert autorisé des droits qui lui sont conférés en vertu de la présente entente conformément à l'article 11.13 et si le destinataire du transfert devait conclure raisonnablement qu'il n'a pas droit à une exemption de demande d'approbation HSR pour la transaction ou si les parties devaient être tenues d'obtenir une approbation HSR conformément au sous-alinéa 7.9(11)a(ii), l'obtention d'une approbation HSR constituera une condition à la clôture pour l'acheteur et le vendeur en vertu des articles 4.2 et 4.2 respectivement.

(12) CFIUS.

Les parties conviennent de collaborer en vue de se conformer aux exigences applicables du CFIUS, conformément à la pratique habituelle et au précédent selon lequel le délai est une condition essentielle du contrat. Les parties déploieront tous les efforts raisonnables sur le plan commercial et feront en sorte que leurs sociétés affiliées respectives en fassent autant afin de collaborer avec l'autre partie et de l'aider à obtenir l'approbation du CFIUS le plus tôt possible après la date indiquée aux présentes. Les parties soumettront ou feront en sorte que soit soumis, (i) le plus tôt possible après la date indiquée aux présentes, un avis provisoire conjoint et d'autres

documents appropriés au CFIUS, au sens de 31 C.F.R. § 800.401(f), (ii) le plus tôt possible après que l'avis conjoint provisoire auquel on renvoie à la clause (i) a été soumis au CFIUS, un avis volontaire officiel des transactions envisagées aux présentes au CFIUS au sens de 31 C.F.R. § 800.402, et (iii) le plus tôt possible (et quoi qu'il en soit, conformément à la loi applicable), toute autre présentation demandée officiellement par le CFIUS ou qui devrait être faite, selon ce que les parties conviennent, dans les deux cas en lien avec la présente entente et les transactions envisagées aux présentes.

(13) Accords intersociétés

Pendant la période intérimaire, les parties feront en sorte que les entités ciblées et les sociétés affiliées applicables du vendeur concluent chacun des accords divulgués dans la chambre de données, qui commémorent certaines affaires liées aux droits d'accès, aux interconnexions, aux arrangements de service et à d'autres relations entre les entités cibles et cette société affiliée, et chaque accord en majeure partie dans les formes divulguées à l'acheteur dans un délai raisonnable après l'exécution de la présente entente et avec des modifications convenues par les parties agissant raisonnablement.

7.10 Transactions de majoration.

- (1) Le vendeur reconnaît que l'acheteur peut conclure des transactions ou prendre d'autres mesures conçues pour accroître l'assiette fiscale dans certaines immobilisations du vendeur ou des entités ciblées aux fins de la loi de l'impôt (« **transactions de majoration** ») et le vendeur accepte de collaborer raisonnablement et de déployer des efforts raisonnables sur le plan commercial afin de fournir rapidement l'information dont l'acheteur a raisonnablement besoin à cet égard et de l'aider à obtenir cette information afin de faciliter l'achèvement réussi des transactions de majoration. L'acheteur présentera un avis écrit au vendeur sur toute transaction de majoration proposée au moins 10 jours ouvrables avant l'heure d'entrée en vigueur. À la réception d'un tel avis, l'acheteur et le vendeur collaboreront et déploieront des efforts raisonnables sur le plan commercial afin de préparer, avant l'heure d'entrée en vigueur, tous les documents requis et de poser tous les autres gestes raisonnablement nécessaires, ce qui comprend d'apporter des modifications à la présente entente afin de faire entrer en vigueur ces transactions de majoration. L'acheteur sera responsable de l'ensemble des coûts, des frais et des charges liés à toute transaction de majoration.
- (2) Nonobstant l'article 7.10(1), ni le vendeur ni les entités ciblées ne concluront sciemment une transaction ou ne prendront des mesures qui pourraient raisonnablement avoir pour effet de réduire considérablement ou d'éliminer l'avantage offert par la transaction de majoration.

7.11 Réorganisation préalable à l'acquisition.

- (1) À la demande de l'acheteur, le vendeur déploiera des efforts raisonnables sur le plan commercial afin de faire ce qui suit :
 - (a) procéder aux réorganisations des entités ciblées et de leur structure organisationnelle, leur structure financière, leurs activités, leurs opérations et leurs actifs ou toute autre transaction, à la demande de l'acheteur agissant raisonnablement (que l'on nomme chacune une « **réorganisation préalable à l'acquisition** »);
 - (b) collaborer avec l'acheteur et ses conseillers afin de déterminer la nature des

réorganisations préalables à l'acquisition pouvant être effectuées et la façon la plus efficace de les faire.

(2) Le vendeur ne sera pas tenu de participer à une réorganisation préalable à l'acquisition en vertu du présent article 7.11 à moins d'avoir reçu une indemnité appropriée de l'acheteur, qui l'indemnise pour l'ensemble des obligations, des dommages, des réclamations, des jugements, des coûts, des charges et des pertes qu'il pourrait subir ou encourir à la suite d'une telle restructuration et de déterminer à sa satisfaction, en agissant raisonnablement, qu'une telle réorganisation préalable à l'acquisition :

- (a) peut être effectuée dans un délai raisonnable immédiatement avant la date de clôture, mais qui entre en vigueur le plus près possible de l'heure l'entrée en vigueur;
- (b) ne porte pas préjudice au vendeur ou aux entités ciblées à tous les égards importants;
- (c) ne nuit pas à la capacité du vendeur d'exécuter les transactions et ne retardera pas la clôture;

- (d) ne donnera pas lieu au paiement de taxes et d'impôt supplémentaire par KML, KMI, le vendeur ou les entités ciblées, peu importe si les transactions sont conclues ou pas;
 - (e) n'exigerait pas d'obtenir une « approbation de la minorité » ou de préparer une « évaluation officielle » en lien avec les transactions en vertu du Règlement 61-101 adopté par certains organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières (« Règlement 61-101 ») ou autrement d'intégrer les transactions à la portée et à l'application du Règlement 61-101 d'une façon quelconque.
- (3) L'acheteur renonce à tout manquement à l'égard d'une déclaration, d'une garantie ou d'un engagement par le vendeur ou au défaut de répondre à toute condition au profit de l'acheteur, lorsqu'un tel manquement est attribuable à un geste posé de bonne foi par le vendeur ou par une entité ciblée en vertu d'une demande présentée par l'acheteur, conformément au présent article 7.11. Il demeure entendu que si toutes les réorganisations préalables à l'acquisition demandées par l'acheteur sont mises en œuvre comme demandé, le vendeur ne sera pas responsable du défaut de l'acheteur de profiter de toute efficience fiscale uniquement à la suite d'une réorganisation préalable à l'acquisition.
- (4) L'acheteur présentera un avis écrit au vendeur sur toute réorganisation préalable à l'acquisition au moins vingt (20) jours ouvrables avant la mise en œuvre d'une transaction particulière demandée par l'acheteur. À la réception d'un tel avis, l'acheteur et le vendeur collaboreront et déploieront des efforts raisonnables sur le plan commercial afin de préparer, avant la date de clôture, tous les documents requis et de poser tous les autres gestes raisonnablement nécessaires afin de faire entrer en vigueur cette réorganisation préalable à l'acquisition, ce qui comprend d'apporter des modifications à la présente entente.
- (5) L'acheteur sera responsable de l'ensemble des coûts, des frais et des charges liés à toute réorganisation préalable à l'acquisition devant être menée à sa demande.

7.12 Affaires touchant les employés

(1) Employés exclus

(a) Identification. Le vendeur a identifié les employés exclus auprès de l'acheteur et il devra, pas moins de dix (10) jours avant la clôture, confirmer si d'autres employés qui travaillent actuellement dans des groupes de services partagés de KMCI sont des employés exclus.

(b) Offres d'emploi.

- (i) Avant la clôture, le vendeur ou l'une de ses sociétés affiliées devra présenter des offres d'emploi écrites à tous les employés exclus.
- (ii) Les offres d'emploi écrites présentées par le vendeur ou sa société affiliée devront :

- (A) être conditionnelles à la clôture;
- (B) entrer en vigueur à la date de clôture;

- (C) reconnaître les années de service antérieures de chaque employé exclu à KMCI à toutes les fins, ce qui comprend, sans toutefois s'y limiter, le calcul du préavis (ou de la rémunération forfaitaire à cet égard), de l'indemnité de départ, des congés annuels, des avantages sociaux et de tout autre droit lié à l'emploi, mais sans dédoubler les avantages;
- (D) offrir un emploi selon des conditions d'emploi majoritairement semblables dans l'ensemble à celles qu'offrait KMCI aux employés exclus, en ce qui concerne les conditions d'emploi liées au salaire, au traitement, à la rémunération au rendement, aux avantages sociaux, aux congés annuels et aux droits au licenciement.

(iii) Nonobstant ce qui précède, en ce qui concerne les employés exclus qui se trouvent en congé d'invalidité approuvé de courte durée ou de longue durée après la date de clôture, la date d'entrée en service pourrait ne pas correspondre à la date de clôture. Les modalités des offres présentées à ces employés exclus indiqueront plutôt que l'offre est conditionnelle au fait que l'employé soit en mesure de retourner au travail et la date à laquelle cet employé exclu retourne au travail sera la date d'entrée en service.

c) Acceptation des offres

- (i) Avant la clôture, le vendeur remettra à l'acheteur la liste des employés exclus ayant accepté des offres d'emploi et qui acceptent par le fait même de devenir des employés canadiens transférés à la date de clôture (les « **employés canadiens transférés** »).
- (ii) Après la clôture, le vendeur ou sa société affiliée, le cas échéant, emploiera les employés canadiens transférés selon les modalités établies dans les offres d'emploi signées.

d) Régimes d'avantages sociaux

- (i) À compter de la date de clôture ou de la date d'entrée en service à laquelle on renvoie au sous-alinéa 7.12(1)b)(iii) pour les employés dont il est question dans cet article, les employés canadiens transférés cesseront d'accumuler d'autres avantages sociaux en vertu de tous les régimes pour les employés de KMCI.
- (ii) Sauf dans la mesure assumée par le vendeur en vertu de la présente entente, KMCI et les régimes offerts aux employés de KMCI demeureront responsables de tous les montants à payer relatifs à toute réclamation présentée en vertu des régimes offerts aux employés de KMCI par les employés canadiens transférés (et leurs personnes à charge admissibles) au plus tard à la date de clôture, peu importe si ces réclamations sont présentées avant ou après

celle-ci. Aux fins du présent article, une réclamation sera réputée avoir été présentée en ce qui concerne ce qui suit :

- (A) une réclamation pour décès ou mutilation, le jour réel du décès ou de la mutilation;
 - (B) une demande d'invalidité de courte durée ou de longue durée, la date où la blessure ou l'accident est survenu ou la date de diagnostic de la maladie ou de tout autre événement donnant lieu à cette demande ou à une série de demandes connexes;
 - (C) une demande d'assurance-maladie complémentaire, y compris les soins de la vue, les soins dentaires et les traitements médicaux, à la date de diagnostic de la maladie ou de l'état ou de tout autre événement donnant lieu à la demande ou au traitement;
 - (D) une demande de médicament sur ordonnance, à la date à laquelle la prescription est traitée.
- (iii) Il demeure entendu que KMCI conservera l'ensemble des créances et des obligations liées à l'assurance-maladie et à l'assurance-vie après la retraite et tout autre avantage offerts aux employés canadiens qui étaient retraités à la date de clôture.
 - (iv) Le vendeur reconnaît qu'à la clôture et sous réserve de toute entente sur les services d'aide à la transition, les employés canadiens transférés participeront immédiatement aux régimes et aux programmes d'avantages sociaux établis par le vendeur ou sa société affiliée, le cas échéant, ou en leur nom. Tous les employés canadiens transférés obtiendront un crédit pour leur service antérieur, comme l'a reconnu KMCI avant la clôture aux fins d'admissibilité à participer aux régimes et aux programmes s'avantages sociaux actuels et futurs du vendeur ou de sa société affiliée, le cas échéant.

(2) Employés syndiqués

À compter de la clôture, le vendeur ou sa société affiliée deviendra l'employeur successeur de KMCI en vertu des conventions collectives divulguées dans la chambre de données confidentielles.

(3) Employés américains

(a) Identification. Le vendeur a identifié les employés américains auprès de l'acheteur.

(b) Offres d'emploi

- (i) Avant la clôture, l'acheteur ou l'une de ses sociétés affiliées devra présenter des offres d'emploi écrites à tous les employés américains (selon les modalités déterminées par l'acheteur à moins qu'elles ne soient prévues dans le présent sous-alinéa 7.12(3)b)(i) qui travaillent activement (y

compris, par souci de clarté, les employés qui se trouvent en congé approuvé). En ce qui concerne les employés américains qui ne travaillent pas activement parce qu'ils se trouvent en congé autorisé et qui ont le droit de retourner au travail en vertu de la loi applicable, y compris en vertu de la *U.S. Family & Medical Leave Act* (dans chacun des cas, un « **employé américain inactif** »), l'acheteur ou sa société affiliée présenteront une offre d'emploi à chaque employé américain inactif quand il se présentera devant l'acheteur ou sa société affiliée applicable afin d'occuper activement un emploi, tant que ce retour a lieu dans les six (6) mois suivant la date de clôture et qu'il est effectué pendant la période où l'employé américain inactif a des droits de réintégration en vertu de la loi applicable. Tous les employés américains qui acceptent l'offre d'emploi présentée par l'acheteur (ou sa société affiliée) et qui offrent véritablement leurs services à l'acheteur ou à sa société affiliée à la date de clôture ou subséquemment sont connus ci-après sous le nom d'« **employés américains transférés** ». L'emploi des employés américains transférés auprès de l'acheteur ou de sa société affiliée sera réputé être en vigueur et leur emploi auprès de KMCI prendra fin et sera transféré à l'acheteur ou à sa société affiliée à la date à laquelle ils commencent à offrir leurs services à l'acheteur ou à sa société affiliée (la « **date d'entrée en service** »).

- (ii) Les offres d'emploi écrites présentées par l'acheteur ou sa société affiliée devront :
 - (A) être conditionnelles à la clôture;
 - (B) en vigueur à la date de clôture (ou, si cela a lieu plus tard, à la date d'entrée en service, dans le cas des employés américains inactifs);
 - (C) reconnaître les années de service antérieures de chaque employé américain à KMCI à toutes les fins, ce qui comprend, sans toutefois s'y limiter, le calcul du préavis (ou de la rémunération forfaitaire à cet égard), de l'indemnité de départ, des congés annuels, des avantages sociaux et de tout autre droit lié à l'emploi, dans la mesure où ces années de service auprès de KMCI ont été remises à l'acheteur par KMI comme elles sont présentées dans la chambre de données confidentielles, mais pas aux fins des régimes d'actions ou des régimes à prestations déterminées et pas dans les cas où un tel crédit donnera lieu à un dédoublement du crédit de service;
- (iii) prévoir (i) un salaire ou un traitement de base qui n'est pas moins avantageux que celui offert immédiatement avant la date de clôture et (ii) une rémunération au rendement, des possibilités de primes et des avantages sociaux pour les employés (y compris des prestations de départ) qui sont majoritairement comparables dans l'ensemble à celles offertes à ces employés américains immédiatement avant la date d'entrée en service (hormis, à cette fin, les actions et les prestations fondées sur des capitaux propres) et les systèmes des primes à long terme.

c) Régimes d'avantages sociaux

(i) Sous réserve de l'entente sur la prestation de services de transition, à compter de la

date d'entrée en service, les employés américains transférés cesseront d'accumuler d'autres avantages sociaux en vertu des régimes pour les employés de KMCI autrement que dans la mesure où la loi l'exige.

(ii) KMI et les régimes offerts aux employés de KMCI demeureront responsables de tous les montants à payer relatifs à toute réclamation présentée en vertu des régimes offerts aux employés de KMI par les employés américains transférés (et leurs personnes à charge admissibles) au plus tard à la date de clôture, peu importe si ces réclamations sont présentées avant ou après celle-ci. Aux fins du présent article, une réclamation sera réputée avoir été présentée en ce qui concerne ce qui suit :

- (A) une réclamation pour décès ou mutilation, le jour réel du décès ou de la mutilation;
- (B) une demande d'invalidité de courte durée ou de longue durée, la date où la blessure ou l'accident est survenu ou la date de diagnostic de la maladie ou de tout autre événement donnant lieu à cette demande ou à une série de demandes connexes;
- (C) une demande d'assurance-maladie complémentaire, y compris les soins de la vue, les soins dentaires et les traitements médicaux, à la date de diagnostic de la maladie ou de l'état ou de tout autre événement donnant lieu à la demande ou au traitement;
- (D) une demande de médicament sur ordonnance, à la date à laquelle la prescription est traitée.

(iii) L'acheteur reconnaît qu'à la clôture (ou plus tard, selon la date d'entrée en service) et sous réserve de toute entente sur les services d'aide à la transition, les employés américains transférés participeront immédiatement aux régimes et aux programmes d'avantages sociaux établis par l'acheteur ou sa société affiliée, le cas échéant, ou en leur nom. Tous les employés américains transférés obtiendront un crédit pour leur service antérieur, comme l'a reconnu KMI avant la clôture aux fins d'admissibilité à participer aux régimes et aux programmes d'avantages sociaux actuels et futurs de l'acheteur ou de sa société affiliée, le cas échéant.

(iv) Nonobstant tout ce qui est indiqué ci-dessous ou aux présentes au contraire (i) rien dans la présente entente ne crée d'obligation pour l'acheteur ou sa société affiliée afin de continuer d'employer un employé pour une période définie après la date de clôture et (ii) rien dans la présente entente n'empêchera l'acheteur de modifier ses régimes d'avantages sociaux offerts aux employés (ou offerts par sa société affiliée) ou d'y mettre fin, ou de modifier la participation de ses employés à ces régimes ou y mettre fin à tout moment.

(v) KMI prendra toutes les mesures requises pour donner lieu à la dévolution complète de tous les employés américains transférés dans leurs comptes en vertu du régime d'épargne de Kinder Morgan à la date de clôture.

d) Des copies complètes des dossiers personnels des employés américains transférés seront transférées à l'acheteur à la date de clôture.

e) Peu importe ce qui est indiqué aux présentes, les parties n'ont pas l'intention que la présente entente modifie des régimes ou des arrangements en matière d'avantages sociaux ou qu'elle crée des droits ou des obligations, sauf entre elles. Aucun employé américain transféré ou aucun employé actuel ou ancien de KMI, y compris tout bénéficiaire ou toute personne à charge de ceux-ci, ou toute autre personne n'étant pas partie à la présente entente n'aura le droit de faire valoir une revendication selon les modalités des présentes.

(4) Passif et obligations

a) Le vendeur ou sa société affiliée, le cas échéant, sera responsable de la totalité du passif et des obligations :

- (i) liés à l'emploi de tous les employés canadiens transférés ou du licenciement de ceux-ci à la date de clôture et par la suite;
- (ii) à l'égard d'un employé exclu qui est admissible à recevoir une offre d'emploi du vendeur ou de sa société affiliée en vertu de l'alinéa 7.12(1)b), mais qui ne reçoit aucune offre d'emploi du genre.

b) KMCI sera responsable de la totalité du passif et des obligations :

- (i) liés à l'emploi de tous les employés canadiens transférés ou du licenciement de ceux-ci avant la date de clôture;
- (ii) liés à l'emploi ou au licenciement de tous les employés canadiens et de tous les employés exclus qui n'acceptent pas l'offre d'emploi présentée par le vendeur en vertu de l'alinéa 7.12(1)c).

c) L'acheteur ou sa société affiliée, le cas échéant, sera responsable de la totalité du passif et des obligations :

- (i) liés à l'emploi de tous les employés américains transférés ou du licenciement de ceux-ci à la date d'entrée en service ou par la suite;
- (ii) à l'égard d'un employé américain qui est admissible à recevoir une offre d'emploi de l'acheteur ou de sa société affiliée en vertu du sous-alinéa 7.12(3)b)(i), mais qui ne reçoit aucune offre d'emploi du genre.

d) KMI sera responsable de la totalité du passif et des obligations :

- (i) liés à l'emploi de tous les employés américains transférés ou du

- licenciement de ceux-ci avant la date d'entrée en service;
- (iii) liés à l'emploi ou au licenciement de tous les employés américains qui n'acceptent pas l'offre d'emploi présentée par l'acheteur en vertu du sous-alinéa 7.12(3)b(i); issus ou créés en lien avec les régimes des employés de KMI et la totalité du passif en vertu du titre IV de l'ERISA lié à un régime d'avantages sociaux maintenus par une société affiliée actuelle ou ancienne d'ERISA;
- (iv) liés au paiement de tout congé annuel et (le cas échéant) congé de maladie accumulé et inutilisé des employés américains transférés au moment de leur congédiement auprès de KMI conformément à la politique de KMI sur le paiement des congés annuels et de maladie;
- (v) de l'offre d'une couverture continue aux employés (et à leurs personnes à charge couvertes) qui ne deviennent pas des employés américains transférés et aux employés américains transférés (et à leurs personnes à charge couvertes) en vertu de chacun de ses régimes d'assurance-maladie applicables pour tous les événements admissibles en vertu des exigences relatives à la continuité prévues à la partie 6 du sous-titre B du titre I de l'ERISA ou d'une loi applicable semblable et de toute loi d'État comparable qui surviennent avant la date d'entrée en service;
- (vi) pour toutes les obligations prévues en vertu des lois d'allocation de chômage pour tous ses employés actuels et anciens, qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, les employés américains transférés liée à la période d'emploi avec le vendeur.

(5) Participation aux régimes d'encouragement de KML et de KMI

- (a) À la clôture, toutes les allocations en souffrance en vertu du régime de partage d'unités de KML et du régime d'intéressement propre aux actions de KMI détenus par des employés autres que les employés canadiens transférés seront traités comme étant dévolus et seront réglés par KML ou KMI, le cas échéant, conformément aux modalités du régime applicable.
- (b) À la clôture, tous les employés autres que les employés canadiens transférés cesseront de participer au POAA de KMI et les comptes de ces employés créés en vertu du POAA de KMI seront traités conformément aux modalités de celui-ci.

7.13 Entente sur la prestation de services de transition.

- (1) En parallèle à la clôture, le vendeur et l'acheteur concluront une entente sur la prestation de services de transition de forme de fond habituelle pour les transactions de cette nature portant sur la vente de pipelines entre États ou interprovinciaux importants et leurs actifs de terminaux (l'« **entente sur la prestation de services de transition** »).

(2) En vertu de l'entente sur la prestation de services de transition :

a) Le vendeur devra offrir ou fera en sorte que l'une de ses sociétés affiliées ou plusieurs d'entre elles offrent aux entités ciblées certains services liés (i) aux services offerts par le vendeur ou ses sociétés affiliées (autres que les entités ciblées) aux entités ciblées avant la clôture et (ii) tout autre service convenu par les parties;

b) L'acheteur devra offrir ou fera en sorte que l'une de ses sociétés affiliées ou plusieurs d'entre elles offrent au vendeur et à ses sociétés affiliées certains services liés (i) aux services offerts par le vendeur ou ses sociétés affiliées (autres que les entités ciblées) au vendeur et à ses entités ciblées avant la clôture et (ii) tout autre service convenu par les parties.

(3) L'entente sur la prestation de services de transition ne durera pas plus d'un an et le bénéficiaire du service peut mettre fin à tout service sur présentation d'un avis écrit de trente (30) jours au fournisseur de services. En ce qui concerne chacun des services, le fournisseur de services sera indemnisé par le bénéficiaire du service pour la totalité du passif lié à l'exécution du service sauf si le fournisseur de service commet une faute lourde ou fait preuve d'une inconduite volontaire. Chacune des parties aura le droit de se faire rembourser ses coûts pouvant être entièrement répartis en vertu de l'entente sur la prestation de services de transition (sans majoration ou prime), conformément à la pratique antérieure, le cas échéant, et se faire rembourser ses débours raisonnables engagés afin d'offrir de tels services.

7.14 Consentement à l'attribution de contrats partagés.

L'acheteur reconnaît qu'il est possible que des contrats aient été conclus avec des tiers auxquels une entité ciblée ou plusieurs d'entre elles sont parties et qui avantagent directement l'une des sociétés affiliées des entités ciblées ou plusieurs d'entre elles (les « **contrats partagés** »). Le vendeur déploiera des efforts raisonnables sur le plan commercial afin de veiller à attribuer chacun des contrats partagés, y mettre fin ou les remplacer par un contrat distinct qui prévoit des droits et des obligations pour sociétés affiliées respectives des entités ciblées majoritairement semblables aux droits et obligations de celles-ci prévus dans ces contrats partagés et l'acheteur collaborera avec le vendeur à cet égard. Si les parties ne parviennent pas à faire entrer en vigueur l'attribution, la cessation ou le remplacement d'un contrat partagé avant la date de clôture puisqu'elles doivent obtenir l'approbation ou le consentement d'un tiers, ainsi, jusqu'à ce que de telles mesures puissent être mises en vigueur, dans la mesure permise en vertu de la loi applicable et des modalités du contrat partagé, les parties concluront des arrangements de rechange visant à offrir à la société affiliée les avantages du contrat partagé et de placer les parties dans la même situation économique que celle dans laquelle elles se trouveraient si le contrat partagé était séparé.

7.15 Affaires touchant les employés après la clôture. L'acheteur a informé le vendeur que l'une des incitations importantes à sa volonté de conclure la présente entente est le maintien d'un effectif qualifié et expérimenté et qu'il serait préjudiciable pour les affaires et la transaction que le vendeur demande aux employés de quitter leurs postes auprès de l'une des entités ciblées. Par conséquent, le vendeur s'engage à ne pas faire ce qui suit, directement ou indirectement, pendant une période d'un (1) an après la date de clôture et accepte de le faire :

- (1) inciter ou tenter d'inciter un employé à quitter son emploi auprès de l'une des entités visées;
- (2) présenter une offre d'emploi à un employé ou l'embaucher; ou interférer, de quelque façon que ce soit, avec la relation d'emploi entre les entités visées et l'employés, à condition que les annonces ou les sollicitations de nature générale et non ciblée ne soient pas interdites par le présent article 7.15, nonobstant ce qui précède, rien

dans le présent article 7.15 n'empêchera le vendeur de présenter une offre d'emploi à un employé ou d'embaucher un employé qui répond à une annonce ou à une sollicitation décrite au paragraphe 7.15(3).

7.16 Divulgence complémentaire.

- (1) Chaque partie convient de ce qui suit : en ce qui concerne les déclarations et garanties de cette partie qui figurent dans la présente entente, cette partie aura l'obligation et l'obligation continue, jusqu'à cinq (5) jours ouvrables avant la clôture, de divulguer, ou de compléter et modifier sa divulgation (selon le cas), en ce qui concerne toute affaire se produisant ou étant découverte par la suite qui, si elle existe (ou, dans le cas d'une déclaration présentée avec des réserves quant à la connaissance, si elle est connue), aurait dû avoir été divulguée par cette partie.
- (2) La partie qui complète ou modifie sa divulgation, selon le cas « la « **partie émettrice** ») doit remettre une copie de sa modification ou de son complément (dans tous les cas, la « **divulgence complémentaire** ») à la partie (le vendeur ou l'acheteur, selon le cas) à qui la partie émettrice a fourni les déclarations et les garanties dans la présente entente (la « **partie destinataire** »).
- (3) La partie destinataire aura vingt (20) jours après la réception (la « **période d'examen** ») pour examiner la divulgation complémentaire. Si une divulgation complémentaire divulgue des faits qui auraient constitué une violation des déclarations et des garanties de la partie émettrice en vertu des présentes et qu'une telle violation aurait conduit au non-respect de la condition de clôture de la partie destinataire précisée à l'alinéa 4.1(1)a) ou à l'alinéa 4.2(1)a), selon le cas, à satisfaire à la clôture (un « **échec de la PI** »), la partie destinataire peut remettre un avis à la partie émettrice au cours de la période d'examen pour lui indiquer son intention de résiliation attribuable à l'échec de la PI (cet avis doit préciser la déclaration ou la garantie violée, indiquer les faits particuliers de la divulgation complémentaire qui constituent la violation et décrire la raison pour laquelle l'échec d'une telle condition se produirait (« **avis d'intention de résiliation** »). Pour dissiper tout doute, si une divulgation complémentaire divulgue des faits qui constitueraient une violation des déclarations et des garanties de la partie émettrice en vertu des présentes et qu'une telle violation n'entraînait pas d'échec de la PI, la partie destinataire n'aurait pas le droit de résilier la présente entente en vertu de l'article 7.16.
- (4) Dans les quinze (15) jours suivant la réception de l'avis d'intention de résiliation (la « **période de remédiation** »), la partie émettrice aura le droit (à exercer à sa seule et absolue discrétion) de remédier à l'échec de la PI, y compris par le paiement de sommes d'argent, l'entente d'acceptation de certains éléments de passif et d'autres manières. Si la partie émettrice remédie à l'échec de la PI pendant la période de remédiation, la partie destinataire n'aura pas le droit de résilier la présente entente en vertu de l'article 7.17. Qui plus est, à la suite d'une telle remédiation, la partie émettrice devra remettre une divulgation révisée à la partie destinataire dans la mesure nécessaire pour tenir compte de la remédiation d'un tel échec de la PI.
- (5) Si la partie émettrice ne peut ou ne veut pas remédier à l'échec de la PI au cours de la période de remédiation (le quinzième (15^e) jour, appelé « **date limite de la période de remédiation** »), la partie destinataire peut résilier la présente entente en remettant un avis

de résiliation à la partie émettrice dans les trois (3) jours ouvrables suivant la période de remédiation Deadline. Une telle résiliation constitue le seul recours de la partie qui résilie en cas de violation d'une déclaration et d'une garantie divulguées par la divulgation complémentaire.

(6) Si une partie destinataire ne remet pas d'avis d'intention de résiliation au cours de la période d'examen ou si un avis de résiliation n'est pas reçu dans les trois (3) jours ouvrables suivant la période de remédiation Deadline, la divulgation pertinente (qui sera aussi réputée avoir été divulguée dans la chambre des données) sera réputée, à toutes les fins sauf celles de l'article 9, avoir été modifiée ou complétée de la façon décrite dans la divulgation complémentaire, à la date des présentes, et il ne sera pas permis à la partie destinataire de résilier la présente entente en vertu de l'article 7.16.

7.17 Covenant de l'acheteur concernant les lettres de crédit en cours en vertu de la convention de crédit. En ce qui concerne les lettres de crédit en cours en vertu de la convention de crédit qui ont été émises au profit des entités ciblées ou relativement au PATM selon ce qui a été divulgué dans la chambre des données, l'acheteur doit déployer des efforts raisonnables sur le plan commercial pour faire en sorte que ces lettres de crédit soient remplacées par de nouvelles lettres de crédit en faveur des bénéficiaires existants à jamais au moment de la clôture (ce qui, pour plus de certitude, doit comprendre le retour, aux fins d'annulation, de telles lettres de crédit en cours), sans quoi : a) l'acheteur doit, à la clôture, remettre au vendeur une lettre de crédit d'une banque ou d'une institution financière réputée, d'une forme et d'une substance satisfaisantes pour le vendeur, en agissant raisonnablement, en vertu de quoi les fonds correspondant à la valeur nominale totale de toutes ces lettres de crédit seront à la disposition du vendeur pour tout montant qui est prélevé ou demandé par ailleurs en vertu de telles lettres de crédit après la date de clôture, et b) à partir de la clôture, l'acheteur et les entités ciblées seront responsables de toutes les autres pertes subies, soutenues, payées ou engagées par le vendeur à l'égard de telles lettres de crédit ou par rapport à celles-ci, qu'ils devront rembourser promptement et dont ils devront, en vertu d'un covenant distinct et indépendant, indemniser et dégager de toute responsabilité le vendeur.

AFFAIRES FISCALES

8.1 Préparation et production des déclarations de revenus. L'acheteur doit faire en sorte que soient préparées toutes les déclarations de revenus des entités ciblées qui se rapportent aux périodes d'imposition précédant la date de clôture et qui ne doivent être produites qu'après la date de clôture. Le vendeur doit collaborer entièrement avec l'acheteur pendant la préparation de ces déclarations de revenus, ainsi qu'y rendre disponibles à l'acheteur, en temps opportun, tous les renseignements dont on a raisonnablement besoin pour préparer ces déclarations de revenus. L'acheteur doit donner au représentant du vendeur une occasion d'examiner et de commenter ces déclarations de revenus en en fournissant des copies au conseiller du vendeur au moins 30 (trente) jours (ou dix (10) jours dans le cas de la TPS/TVH, de la taxe de vente provinciale, des cotisations sociales et des retenues d'impôt à la source) avant qu'elles doivent être produites en vertu de la loi applicable. L'acheteur doit étudier raisonnablement tous les commentaires à l'égard de ces déclarations de revenus qui sont reçus du conseiller du vendeur au moins cinq (5) jours avant la date d'échéance imposée pour produire ces déclarations de revenus. L'acheteur n'est toutefois pas obligé de modifier les déclarations de revenus de manière à y intégrer ces commentaires.

8.2 Société de personnes.

a) Dans le cas de TM Pipeline LP, le vendeur accepte de demander au ministre du Revenu national un changement de l'exercice de la société de personnes, passant à la date qui précède immédiatement la date de clôture, et, aux fins de la présente entente (qu'une telle demande ait été acceptée ou non), les revenus et les pertes en vertu de la loi de l'impôt doivent être attribués à la période préalable à la clôture et à la période postérieure à la clôture, comme si un exercice prenait fin la veille de la date de clôture, d'une manière conforme aux pratiques passées. Les parties acceptent de modifier le contrat de société de personnes régissant TM Pipeline LP, et, à des conditions satisfaisantes pour le vendeur et l'acheteur, de donner effet à ce qui précède, au besoin.

b) Dans le cas d'une entité qui est assujettie à l'impôt des É.-U., tous les impôts et toutes les dettes fiscales qui se rapportent à une période d'imposition qui englobe la date de clôture, mais qui ne commence pas à la date de clôture ou ne prend pas fin la veille de la date de clôture (une « **période de chevauchement des É.-U.** ») seront répartis entre la période d'imposition préalable à la clôture et la période d'imposition postérieure à la clôture comme s'il y avait une période d'imposition qui prenait fin immédiatement avant la date de clôture et (i) dans le cas des impôts des É.-U. imposés sur une période périodique (comme les impôts fonciers ou la contribution mobilière), le montant de tels impôts attribuables à la partie de la période de chevauchement des É.-U. sera le montant total de ces impôts pour toute la période de chevauchement des É.-U., multiplié par une fraction dont le numérateur est le nombre de jours dans cette période de chevauchement des É.-U. et le dénominateur est le nombre total de jours dans la période de chevauchement des É.-U.; et (B) dans le cas de tous les autres impôts des É.-U. (comme ceux fondés sur des revenus ou les gains nets, les activités, les événements, les transferts ou les fournitures, ou encore mesurés d'après ces éléments), le montant de ces impôts qui est attribuable à la partie de cette période de chevauchement des É.-U. qui prend fin la veille de la date de clôture sera réputé être égal au montant qui serait payable si la période de chevauchement des É.-U. pertinente avait pris fin à la fermeture des affaires la veille de la date de clôture.

8.3 Livres et registres se rapportant aux impôts. Dans les 10 jours ouvrables suivant la date de clôture, le vendeur doit remettre à l'acheteur des copies de tous les documents se rapportant aux impôts des entités ciblées à l'égard des périodes préalables à la clôture que le vendeur a conservés conformément au paragraphe 7.2(2) et tous les documents de travail, toute la correspondance et tous les autres documents préparés après la date de clôture qui se rapportent aux impôts pour toutes les périodes préalables à la clôture.

8.4 Avis exigé. Promptement (mais, dans tous les cas, dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception), l'acheteur doit acheminer au vendeur tous les avis écrits et toutes les autres communications écrites de toute autorité gouvernementale reçue par l'acheteur ou toute entité ciblée qui se rapportent aux impôts des entités ciblées pour toutes les périodes préalables à la clôture, et il doit aviser promptement le vendeur de tout audit que l'on propose d'entreprendre et de tout rajustement qui est proposé, par écrit, qu'effectuerait une autorité gouvernementale à l'égard de la période préalable à la clôture. Nonobstant l'obligation de l'acheteur de remettre un avis sans tarder tel qu'il est exigé ci-dessus, l'omission, par l'acheteur, de donner cet avis prompt ne dispense pas le vendeur de ses obligations en vertu du présent article 8, sauf dans la mesure (s'il y a lieu) où le vendeur a subi des préjudices en conséquence.

8.5 Indemnisation du vendeur. À partir de la date de clôture et qu'il y ait ou non eu une

divulgaration dans la chambre des données : a) le vendeur doit indemniser et dégager de toute responsabilité l'acheteur à l'égard de tous les impôts payables par les entités ciblées (ou qui seraient payables n'eût été de la retenue, du crédit ou de la demande en raison de perte autre qu'en capital ou d'autres attributs fiscaux visant une telle entité ciblée qui serait par ailleurs disponible) et pour toutes les pertes qui s'y rapportent pour toutes les périodes préalables à la clôture, sauf dans la mesure où ces impôts ont été pris en considération dans les états financiers de clôture et au moment de déterminer le prix d'achat tel qu'il est ajusté par les présentes, ou qui ne seraient pas payables par ailleurs sans une réorganisation préalable à l'acquisition ou une transaction de majoration.

Aux fins du présent article, les « pertes » comprennent les pertes subies ou engagées par les entités ciblées.

8.6 Rajustements fiscaux. Tout remboursement d'impôt en espèces que reçoivent les entités ciblées ou qui est versé sous forme de crédit d'impôt sur le revenu, auquel les entités ciblées ou un de leurs associés devient admissible et qui se rapporte à une période d'imposition préalable à la clôture et n'a pas été comptabilisé dans les états financiers de clôture doit (dans la mesure où un tel remboursement un crédit n'a pas découlé d'un report rétrospectif de perte ou de crédit venant d'une période d'imposition qui n'est pas une période d'imposition préalable à la clôture et qui ne touche pas par ailleurs les attributs fiscaux d'une entité ciblée) être pour le compte du vendeur, et l'acheteur doit payer au vendeur le montant d'un tel remboursement ou crédit (dans tous les cas, après l'impôt) dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception d'un tel montant ou l'admissibilité à celui-ci. De tels montants payés par l'acheteur conformément au présent article doivent tous être considérés comme une augmentation du prix d'achat.

8.7 Droits de contestation de l'acheteur. Sous réserve de l'article 8.8, l'acheteur a l'unique droit de contrôle, de défense, de règlement, de compromis ou de poursuite, sous quelque forme que ce soit, en cas d'audit, d'examen, d'enquête et d'autres procédures à l'égard d'une déclaration de revenus des entités ciblées. L'acheteur doit tenir le vendeur dûment informé de toute procédure relativement à toute affaire où l'acheteur peut avoir droit à une indemnité conformément au présent article 8, ainsi que remettre promptement au vendeur des copies de toute la correspondance et de tous les documents se rapportant à ces procédures. Le vendeur doit exécuter ces documents, ou faire en sorte qu'ils soient exécutés, et il doit prendre toute mesure que l'acheteur juge appropriée à l'égard de toute procédure à l'égard de laquelle l'acheteur a des droits de contestation aux termes de la présente entente.

8.8 Droits de contestation du vendeur.

(1) Le vendeur peut à tout instant, en faisant parvenir un avis écrit à l'acheteur, opter pour le contrôle, la défense, le règlement, le compromis ou la poursuite, sous quelque forme que ce soit, en cas d'audit, d'examen, d'enquête ou d'autres procédures à l'égard des impôts ou de questions fiscales à l'égard desquelles l'acheteur peut avoir droit à une indemnité aux termes du présent article 8, à l'exception de ce qui suit :

- a) le vendeur doit remettre à l'acheteur une entente écrite prévoyant que l'acheteur a droit à une indemnité pour toutes les pertes découlant de l'audit, l'examen ou l'autre procédure et que le vendeur sera responsable de l'intégralité du montant de ces pertes;
- b) le vendeur ne peut, sans le consentement écrit de l'acheteur, procéder à un

règlement ou à compromis pour des impôts ou des questions fiscales liés à toute affaire qui peut toucher la dette fiscale de l'acheteur ou d'une entité ciblée pour une période postérieure à la clôture;

- c) le vendeur doit payer à l'acheteur le montant de tous les impôts (y compris, pour plus de certitude, les intérêts et les pénalités) qui est précisé dans l'avis de cotisation ou toute autre demande de l'autorité gouvernementale à laquelle se rapporte la demande d'indemnisation de l'acheteur, moins de 10 jours ouvrables avant que le montant doive être payé à l'autorité gouvernementale ou moins de 10 jours ouvrables après que l'acheteur ait acheminé une demande d'indemnisation au vendeur.

(2) L'acheteur et/ou l'entité ciblée, s'il y a lieu, doit exécuter ces documents, ou faire en sorte qu'ils soient exécutés, ou encore prendre toute mesure que demande raisonnablement le vendeur pour permettre à ce dernier de prendre toute mesure qu'il juge appropriée à l'égard de toute procédure à l'égard de laquelle le vendeur a des droits de contestation aux termes de la présente entente. De plus :

- a) le vendeur doit tenir l'acheteur dûment informé de toute procédure relativement à toute affaire qui peut toucher les impôts payables de l'acheteur ou d'une entité ciblée;
- b) l'acheteur doit remettre promptement des copies de toute la correspondance et de tous les documents se rapportant à ces procédures, et il peut, à son gré et à ses frais, participer à ces procédures par l'entremise du conseiller de son choix.

8.9 Procédures d'indemnisation. À moins d'une indication contraire au présent article 8, les procédures générales concernant l'avis et la poursuite de demandes d'indemnisation établies à l'article 9 s'appliquent à toutes les demandes d'indemnisation présentées aux termes du présent article 8, sauf, nonobstant toute clause du contraire dans l'article 9, si une demande d'indemnisation concerne une affaire visée au présent article 8, les dispositions de contestation des articles 8.7 et 8.8, le cas échéant, le contrôle concernant la défense et le traitement d'une telle demande d'un tiers qui pourrait donner lieu à une obligation d'indemnisation de la part du vendeur. Sauf dans les cas prévus au paragraphe 6.5(2), aucune limite n'est imposée à la période pendant laquelle une demande d'indemnisation peut être présentée aux termes du présent article 8.

8.10 Retenue d'impôt. L'acheteur, ses sociétés affiliées et, à partir de la clôture, les entités ciblées et tous leurs mandataires, s'il y a lieu, ont le droit de déduire ou de retenir, sur tout paiement fait à une personne en vertu des présentes, le montant qui doit être déduit ou retenu, ou que l'on croit raisonnablement devoir être déduit ou retenu, à l'égard d'un tel paiement en vertu de la loi de l'impôt ou de toute disposition d'une loi sur l'impôt fédérale, provinciale, étatique, locale ou étrangère, selon les modifications apportées dans chaque cas, et tout montant ainsi retenu doit être traité, aux fins de la présente entente, comme ayant été payé à la personne à l'égard de qui une telle retenue ou déduction a été imposée.

ARTICLE 9 INDEMNISATION

9.1 Définitions. Dans le présent article 9 :

- (1) « **demande** » s'entend d'un acte, d'une omission ou d'un énoncé de faits ainsi que d'une réclamation, d'une action, d'une enquête, d'un procès, d'une procédure, d'une demande, d'une cotisation, d'un jugement ou d'un règlement ou compromis qui s'y rapporte et pouvant donner lieu à un droit à une indemnité aux termes de la présente entente.
- (2) « **demande directe** » s'entend de toute demande d'un indemnisé à l'endroit d'un indemnisant qui ne découle pas d'une demande d'un tiers.
- (3) « **montant augmenté** » a le sens qui est donné à cette expression au paragraphe 9.10(3).

- (4) « **avis d'indemnisation** » s'entend d'un avis écrit d'un indemnisé à l'intention d'une partie obligée d'accorder une indemnisation aux termes de la présente entente.

(5) « **indemnisé** » s'entend d'une personne ayant droit à une indemnité aux termes de la présente entente.

(6) « **représentant des indemnisés** » désigne :

- a) à l'égard des indemnisés de l'acheteur, l'acheteur;
- b) à l'égard des indemnisés du vendeur, le vendeur.

(7) « **indemnisant** » s'entend d'une partie obligée d'accorder une indemnisation aux termes de la présente entente.

(8) « **pertes** » s'entend des pertes, des responsabilités, des obligations, des dommages-intérêts, des coûts, des dépenses, des frais, des amendes, des pénalités ou des cotisations qui sont subis, engagés, soutenus ou exigibles par la personne demandant une indemnité (dont les honoraires et les dépenses des avocats, des experts et des consultants), résultant ou provenant directement d'une demande, y compris les coûts et les dépenses associés à une action, un procès, une procédure, une enquête, une décision arbitrage, un grief, une réclamation, une cotisation, un jugement, un règlement ou un compromis qui s'y rapporte, mais (i) excluant toute responsabilité éventuelle avant que celle-ci devienne réelle; (ii) déduction faite de tout avantage fiscal net qui est directement lié à une telle perte ou qui en provient; et (iii) déduction faite de tout recouvrement ou règlement, entre autres, conformément à une protection d'assurance ou à une demande, un recouvrement, un règlement ou un paiement par d'autres personnes ou à leur endroit. Nonobstant ce qui précède, les pertes excluent toute obligation de la part de TM Pipeline LP, ou de ses sociétés affiliées, aux termes de la convention de crédit visée.

(9) « **paiement** » a le sens qui est donné à ce terme au paragraphe 9.10(4).

(10) « **indemnisés de l'acheteur** » s'entend des actionnaires et des représentants de l'acheteur, ainsi que des personnes liées.

(11) « **demande d'un tiers** » s'entend d'une demande formulée à l'endroit d'un indemnisant par une personne qui n'est pas une partie ou une filiale d'une partie.

(12) « **indemnisés du vendeur** » s'entend des actionnaires et des représentants du vendeur, ainsi que des personnes liées.

9.2 Indemnisation par le vendeur. À partir de la clôture, en plus de toute autre indemnisation accordée par le vendeur aux termes de la présente entente (sauf l'indemnisation établie à l'article 8.5, qui ne fait pas partie de celle prévue au présent article 9.2), mais sans duplication et sous réserve de l'article 9, le vendeur doit indemniser, défendre et dégager de toute responsabilité l'acheteur et, dans la mesure où ils sont désignés nommément ou concernés dans une demande d'un tiers, les indemnisés de l'acheteur contre toute perte engagée réellement par l'acheteur ou l'un des indemnisés de l'acheteur, en conséquence de ce qui suit ou relativement à ce qui suit :

(1) une inexactitude dans la déclaration ou la garantie faite par le vendeur, KML ou KMI à l'article 6 de la présente entente ou d'un contrat, d'un instrument, d'un certificat ou d'un autre instrument livré conformément aux présentes, ou une violation d'une telle déclaration

ou garantie; une violation ou la non-exécution, par le vendeur, KML ou KMI, de leurs covenants ou d'autres obligations figurant dans la présente entente ou dans un contrat, un instrument, un certificat ou un autre document livré conformément aux présentes;

- (2) le montant payable des impôts sur le revenu fédéraux et provinciaux combinés du Canada à l'égard du gain en capital (après avoir tenu compte de toute perte autre qu'en capital inutilisée) est inférieur à trois cent vingt-cinq millions de dollars (325 000 000 \$);
- (3) une demande, par une personne, de frais de courtage ou de démarchage, de commission ou de paiement semblable en fonction d'une entente ou d'une convention conclue ou censément conclue par cette personne avec le vendeur, KML ou KMI ou toute entité ciblée (ou une personne agissant en leur nom) relativement à la transaction.

9.3 Indemnisation par l'acheteur. À partir de la clôture, en plus de toute autre indemnisation accordée par l'acheteur aux termes de la présente entente, mais sans duplication et sous réserve du présent article 9, l'acheteur indemniser, défendre et dégager de toute responsabilité le vendeur et, dans la mesure où ils sont désignés nommément ou concernés dans une demande d'un tiers, les indemnisés du vendeur contre toute perte engagée réellement par le vendeur ou l'un des indemnisés du vendeur, en conséquence de ce qui suit ou relativement à ce qui suit :

- (1) une inexactitude dans la déclaration ou la garantie faite par l'acheteur à l'article 6 de la présente entente ou d'un contrat, d'un instrument, d'un certificat ou d'un autre instrument livré conformément aux présentes, ou une violation d'une telle déclaration ou garantie;
- (2) une violation ou la non-exécution, par l'acheteur, de ses covenants ou d'autres obligations figurant dans la présente entente ou dans un contrat, un instrument, un certificat ou un autre document livré conformément aux présentes;
- (3) une demande, par une personne, de frais de courtage ou de démarchage, de commission ou de paiement semblable en fonction d'une entente ou d'une convention conclue ou censément conclue par cette personne avec l'acheteur (ou une personne agissant en son nom) relativement à la transaction.

9.4 Seuils et limites.

(1) Sous réserve du paragraphe 9.4(5), l'obligation du vendeur d'indemniser l'acheteur et les indemnisés de l'acheteur conformément à l'article 9.2 et l'obligation de l'acheteur d'indemniser le vendeur et les indemnisés du vendeur conformément à l'article 9.3 ne s'appliquent que dans la mesure où ces pertes subies ou engagées par l'acheteur et les indemnisés de l'acheteur, d'un côté, ou par le vendeur et les indemnisés de l'acheteur, d'un autre côté, le cas échéant, dépassent les soixante-quinze millions de dollars (75 000 000 \$). Sauf en ce qui concerne les déclarations fondamentales, il ne sera permis ni à l'acheteur ni aux indemnisés de l'acheteur de faire valoir un droit à une indemnité en vertu de l'article 9.2 en ce qui concerne une demande individuelle, à moins que les pertes découlant de cette demande individuelle ne dépassent les trois cent mille dollars (300 000 \$) (le « **seuil de demande individuelle** », et chaque demande individuelle qui dépasse le seuil de demande individuelle, une « **demande admissible** »). Il n'est pas permis à l'acheteur et aux indemnisés de l'acheteur (individuellement ou collectivement) de faire valoir un droit à une indemnité en vertu de l'article 9.2 en cas de violation jusqu'à ce que le montant total de

toutes les pertes réellement subies par l'acheteur ou les indemnisés de l'acheteur à l'égard des demandes admissibles dépasse les soixante-quinze millions de dollars (75 000 000 \$) (le « **montant déductible** »), et alors seulement dans la mesure où de telles pertes dépassent, au total, le montant déductible.

- (2) La responsabilité globale maximale du vendeur pour les pertes conformément :
 - a) au paragraphe 9.2(1), au titre d'une violation d'une déclaration fondamentale, ne doit pas dépasser le prix d'achat;
 - b) à l'article 9.2, au titre d'une violation de tout sauf une déclaration fondamentale, ne doit pas dépasser sept cent cinquante millions de dollars (750 000 000 \$), pourvu que, nonobstant toute indication contraire figurant dans ce qui précède, la responsabilité globale du vendeur à l'égard de toutes les demandes visées par la présente entente ne doit pas dépasser le prix d'achat.
- (3) La responsabilité globale maximale de l'acheteur pour les pertes conformément à l'article 9.3 ne doit pas dépasser la somme de un milliard cinq cents millions de dollars (1 500 000 000 \$).
- (4) Aux fins du calcul des pertes conformément au présent article 9, toutes les déclarations et les garanties faites par le vendeur seront réputées avoir été faites sans inclure ni mentionner les limites ou les réserves suivantes quant à l'importance, à tous égards importants, à un effet négatif déterminant ou à des mots et des expressions dont le sens ou l'intention est semblable.
- (5) Les dispositions du paragraphe 9.4(1) ne s'appliquent pas à l'égard de ce qui suit :
 - a) l'indemnisation par le vendeur en faveur de l'acheteur qui est prévue au paragraphe 9.2(3);
 - b) une inexactitude ou une violation dans une déclaration ou une garantie concernant une fraude (sauf une fraude constructive), une fausse déclaration frauduleuse ou une fausse déclaration intentionnelle;
 - c) les déclarations et les garanties figurant aux paragraphes 6.1(5) et 6.1(6);
 - d) les déclarations fondamentales;
 - e) toute violation ou non-exécution, par le vendeur, d'un covenant ou d'une autre obligation dont doit s'acquitter le vendeur et qui figure dans la présente entente ou dans un contrat, un instrument, un certificat ou un autre document livré conformément aux présentes, dans la mesure où l'on n'exécute pas ce covenant ou cette obligation, ou on n'y renonce pas, avant la clôture;
 - f) les indemnisations par l'acheteur en faveur du vendeur qui sont prévues au paragraphe 7.3(6) et à l'alinéa 7.9(10)b);
 - g) les indemnisations par le vendeur en faveur de l'acheteur qui sont prévues à l'article 8.5.

(6) Rien dans la présente entente n'impose de responsabilité à quelque partie que ce soit en raison de dommages indirects ou consécutifs, y compris les pertes commerciales et économiques (les « **pertes consécutives** ») subies ou engagées par une autre partie ou par les indemnisés de l'acheteur ou par les indemnisés du vendeur (selon le cas), pourvu que le paragraphe 9.4(6) n'empêche pas une partie d'avoir droit à une indemnité pour sa responsabilité auprès d'un tiers en raison des pertes consécutives que le tiers subit ou engage.

9.5 Avis de demande.

- (1) Un indemnisé, promptement après avoir pris connaissance de circonstances qui ont donné lieu ou pourraient donné lieu à une demande d'un tiers ou à une demande directe, doit remettre un avis d'indemnisation relatif à ces circonstances à son représentant des indemnisés et à l'indemnisant ou aux indemnissants applicables. L'avis d'indemnisation précisera si les pertes se produisent en raison d'une demande d'un tiers ou d'une demande directe, en plus de préciser, avec un degré de détail raisonnable (dans la mesure où l'information est connue), le fondement factuel de la demande et le montant des pertes, s'il est connu.
- (2) Le défaut de remettre un avis d'indemnisation, ou la remise tardive de cet avis, ne dispense pas l'indemnisant de ses obligations, sauf et seulement dans la mesure d'un préjudice occasionné à l'indemnisant par ce défaut ou ce retard.
- (3) Pourvu que l'indemnisé remette un avis d'indemnisation à l'indemnisant à la date d'expiration de la période applicable liée à la déclaration et garantie ou au convenant, selon le cas, établis aux articles 6.5 et 6.6, ou avant cette date, la responsabilité de l'indemnisant quant à cette déclaration et garantie ou à ce convenant restera pleinement en vigueur jusqu'à la décision finale concernant la demande.

9.6 Demandes de tiers.

- (1) L'indemnisant a le droit, en faisant parvenir un avis au représentant des indemnisés applicable au plus tard trente (30) jours après la réception de l'avis d'indemnisation, d'assumer le contrôle de la défense, du compromis ou du règlement de la demande d'un tiers, pourvu :
 - a) que la demande d'un tiers ne concerne que des dommages-intérêts et ne cherche pas de redressement par voie d'injonction ou d'autres redressements équitables;
 - b) si les parties désignées nommément dans une demande d'un tiers comprennent à la fois l'indemnisant et l'indemnisé, la représentation par le même conseiller serait toujours appropriée, d'après le jugement de l'indemnisé, indépendamment des divergences d'intérêts réelles ou éventuelles entre les parties (dont la disponibilité de défenses différentes);
 - c) d'après le jugement de l'indemnisé, le règlement de la demande d'un tiers, un jugement défavorable à l'égard de cette demande, ne créera probablement pas de précédent, de coutume ou de pratique défavorable pour les intérêts commerciaux continus de l'indemnisant;

- d) de temps à autre, l'indemnisant, à la demande du représentant des indemnisés, donne au représentant des indemnisés une assurance raisonnable de sa capacité financière de défendre cette demande d'un tiers et d'accorder une indemnisation à l'égard de celle-ci.

(2) En supposant qu'un contrôle sera exercé par l'indemnisant, il est établi de façon concluante, aux fins de la présente entente, que la demande d'un tiers est visée par la portée de l'indemnisation conformément au présent article 9 et est assujettie à celle-ci, et :

- a) l'indemnisant procédera de façon active et diligence à la défense, au compromis ou au règlement de la demande d'un tiers, à ses propres frais, y compris ceux engagés pour retenir les services d'un conseiller raisonnablement satisfaisant pour le représentant des indemnisés;
- b) l'indemnisant tiendra le représentant des indemnisés pleinement informé en ce qui concerne la défense, le compromis ou le règlement de la demande d'un tiers (y compris la prompte fourniture de copies de tous les documents pertinents à mesure qu'ils sont disponibles), et il prendra des dispositions pour que son conseiller informe régulièrement le représentant des indemnisés du statut de la demande d'un tiers;
- c) l'indemnisé peut retenir les services d'un autre conseiller distinct, à ses propres frais, et participer à la défense de la demande d'un tiers (pourvu que l'indemnisant continue de contrôler cette défense);
- d) l'indemnisant ne consentira pas à l'inscription d'un jugement ou ne conclura pas de règlement à l'égard de la demande d'un tiers à moins que le représentant des indemnisés y ait consenti (ce consentement ne peut être retenu, retardé ou subordonné à des conditions de manière déraisonnable ou arbitraire).

(3) Pourvu que toutes les conditions établies au paragraphe 9.6(1) soient respectées et que l'indemnisant ne viole aucune de ses obligations en vertu du paragraphe 9.6(2), l'indemnisé et le représentant des indemnisés se chargeront, aux frais de l'indemnisant, de collaborer avec ce dernier et de déployer leurs efforts commerciaux raisonnables pour que l'indemnisant ait en sa possession ou en son contrôle tous les renseignements pertinents (pourvu que cela ne fasse pas en sorte que l'indemnisé ou le représentant des indemnisés viole des obligations en matière de confidentialité), en plus de prendre toute autre mesure qui, de l'avis raisonnable du conseiller de l'indemnisant, est nécessaire pour permettre à l'indemnisant de mener la défense, pourvu toujours :

- a) qu'aucun aveu de faute ne puisse être fait par ou au nom de l'acheteur ou d'un indemnisé de l'acheteur sans le consentement écrit préalable de l'acheteur;
- b) qu'aucun aveu de faute ne puisse être fait par ou au nom du vendeur ou d'un indemnisé du vendeur sans le consentement écrit préalable du vendeur;
- c) que l'indemnisé et le représentant des indemnisés ne soient pas obligés de prendre des mesures qui, de l'avis raisonnable du conseiller juridique de l'indemnisé, pourraient être préjudiciables ou défavorables pour l'indemnisé.

(4) Si a) l'indemnisant ne fait pas parvenir au représentant des indemnisés pertinent l'avis prévu au paragraphe 9.6(1), ou aucune des conditions du paragraphe 9.6(1) n'est remplie, ou b) l'indemnisant viole une de ses obligations en vertu du paragraphe 9.6(2) ou 9.6(3), le représentant des indemnisés applicable peut assumer le contrôle de la défense, du compromis ou du règlement de la demande d'un tiers, comme il peut lui sembler souhaitable à sa seule discrétion, et il a le droit de retenir les services d'un conseiller, comme il peut lui sembler souhaitable à sa seule discrétion, le tout aux seuls frais de l'indemnisant. Tout règlement ou toute autre décision finale concernant la demande d'un tiers aura force obligatoire sur l'indemnisant. À ses seuls frais, l'indemnisant collaborera entièrement avec l'indemnisé et le représentant des indemnisés, et il déploiera ses efforts commerciaux raisonnables pour que l'indemnisé et le représentant des indemnisés aient en leur possession ou en leur contrôle tous les renseignements pertinents, en plus de prendre d'autres mesures qui, de l'avis raisonnable du conseiller de l'indemnisé, sont nécessaires pour permettre à l'indemnisé de mener la défense. L'indemnisant remboursera promptement et périodiquement à l'indemnisé et au représentant des indemnisés les coûts de défense contre la demande d'un tiers (dont les frais et les dépenses juridiques), et il restera responsable de toute perte que l'indemnisé et le représentant des indemnisés pourront subir à la suite de la demande d'un tiers ou relativement à celle-ci, dans toute la mesure qui est prévue au présent article 9.

9.7 Demandes directes. À la suite de la réception d'un avis d'indemnisation à l'égard d'une demande directe, l'indemnisant dispose de soixante (60) jours pour réaliser une telle enquête sur la demande directe, comme on le juge nécessaire ou souhaitable. Aux fins de cette enquête, l'indemnisé doit mettre à la disposition de l'indemnisant les renseignements auxquels l'indemnisé s'est fixé pour justifier la demande directe, conjointement avec les renseignements que l'indemnisant peut demander raisonnablement. Si les parties s'entendent, à la date d'expiration de cette période de 60 jours ou avant (ou avant la date d'expiration de toute prorogation de cette période qui est acceptée par les parties), sur la validité et le montant de la demande directe, l'indemnisant doit payer immédiatement à l'indemnisé le montant intégral dont ont convenu les parties à la demande directe.

9.8 Renonciation. L'indemnisant renonce à tout droit qu'il peut avoir d'exiger d'un indemnisé qu'il poursuive d'autres droits, pouvoirs, redressements ou garanties, qu'il se prévale de ceux-ci ou qu'il demande un paiement à une autre personne avant de présenter une demande aux termes de l'indemnisation prévue au présent article 9. Un indemnisé n'a pas à engager de dépenses ou à effectuer un paiement avant de se prévaloir de cette indemnisation.

9.9 Obligation de limiter et subrogation.

- (1) Rien dans la présente entente ne restreint ou ne limite de quelque façon l'obligation générale d'un indemnisé, en vertu de la loi applicable, de limiter une perte qu'il peut avoir subie ou engagée en raison d'une violation, par un indemnisant, d'une déclaration, d'une garantie, d'un covenant ou d'une obligation de l'indemnisant en vertu de la présente entente ou d'un contrat, d'une entente, d'un instrument, d'un certificat ou d'un autre document livré conformément à la présente entente.
- (2) L'indemnisé doit, dans la mesure où le permet la loi applicable, subroger ses droits relatifs à toute demande d'un tiers à l'indemnisant, et il doit présenter toutes les demandes reconventionnelles et mettre en cause tous les tiers dont l'indemnisant a raisonnablement

besoin, le tout aux frais de l'indemnisant.

9.10 Obligation de remboursement.

- (1) L'indemnisant doit rembourser à l'indemnisé le montant des pertes, s'il y a lieu, à la plus tardive des dates suivantes : a) la date à laquelle l'indemnisé engage ces pertes ou b) la date de la demande présentée par l'indemnisé, conjointement avec les intérêts qui y sont appliqués, jusqu'à la date du paiement intégral, à un taux annuel correspondant au taux préférentiel de la Banque Toronto-Dominion de temps à autre, plus 1 %, ce paiement étant fait sans préjudice au droit de l'indemnisant de contester le fondement de la demande d'indemnisation de l'indemnisé.
- (2) Le montant de toutes les pertes, s'il y a lieu, visées au présent article 9 doit être déterminé déduction faite de tout montant recouvré ou recouvrable par l'indemnisé au titre de polices d'assurance, d'indemnités, d'ententes de remboursement ou de contrats semblables à l'égard de ces pertes, ou lorsque l'assureur ou la contrepartie applicable a confirmé à l'indemnisé son obligation de verser un tel recouvrement. L'indemnisé doit prendre toutes les mesures raisonnables pour faire exécuter ce recouvrement. Chaque partie renonce, dans la mesure où il est permis de le faire au titre de ses polices d'assurance applicables, à tout droit de subrogation que son assureur peut avoir à l'égard de pertes indemnissables.
- (3) Si un indemnisé est assujetti à l'impôt à l'égard de la réception d'un montant conformément au présent article 9, après avoir tenu compte de toute déduction compensatrice ou de tout crédit d'impôt que l'on peut utiliser et/ou appliquer immédiatement à l'égard des pertes applicables (en excluant toutefois le recours à toute perte autre qu'en capital ou à d'autres attributs fiscaux qui auraient par ailleurs été à la disposition d'un indemnisé), le montant payable de l'indemnisant sera augmenté d'un montant (le « **montant augmenté** ») qui fera en sorte que l'indemnisé se trouve dans la même situation, après avoir payé l'impôt sur le montant reçu en vertu des présentes, y compris tous les impôts payables sur le montant augmenté, où il se serait trouvé si les pertes donnant lieu à ce paiement ne s'étaient pas produites et si le montant n'avait pas été payable.
- (4) Si un paiement (le « **paiement** ») fait conformément au présent article 9 est assujetti à la TPS/TVH que la LTA ou une disposition semblable d'une loi applicable fasse en sorte que le paiement soit réputé inclure la TPS/TVH, l'indemnisant paiera à l'indemnisé, en plus du paiement, un montant égal à la TPS/TVH relativement à ce montant et ce montant supplémentaire.

9.11 Exceptions à l'indemnisation. Ni l'acheteur ni un indemnisé de l'acheteur ne peut présenter de demande ou se prévaloir d'autres recours contre le vendeur, et ni le vendeur ni un indemnisé du vendeur n'a de responsabilité relativement à une violation d'une déclaration, d'une garantie ou d'un covenant du vendeur, de KML ou de KMI dans la présente entente qui se rapporte à des mesures ou des affaires découlant pendant la période provisoire, cette violation ayant été commise par le vendeur, KML ou KMI en conséquence d'instructions écrites reçues de l'acheteur (ou d'un de ses représentants).

9.12 Exclusivité. Pourvu que la clôture ait lieu, et sauf indication contraire dans la présente entente, les clauses de l'article 9 constituent le seul redressement dont disposent le vendeur et

l'acheteur en cas de violation de conventions, de déclarations, de garanties ou d'autres obligations ou clauses de la présente entente (sauf une demande d'exécution en nature ou de redressement par voie d'injonction), en plus de toute autre indemnisation prévue dans la présente entente.

9.13 Compensation. Une partie a le droit de compenser des pertes assujetties à une indemnisation en vertu de la présente entente ou d'un contrat, d'une entente, d'un instrument, d'un certificat ou d'un autre document livré conformément à cette entente par rapport à tout autre montant payable par la partie à une autre partie, que ce soit en vertu de la présente entente ou autrement.

9.14 Fiducie et mandat. L'acheteur accepte, à titre de mandataire et fiduciaire de l'indemnisé de l'acheteur, chaque indemnisation en faveur d'un indemnisé de l'acheteur qui n'est pas une partie, et il peut faire exécuter une telle indemnisation en faveur de l'indemnisé de l'acheteur au nom de l'indemnisé de l'acheteur. Chaque vendeur accepte, à titre de mandataire et fiduciaire de l'indemnisé du vendeur, chaque indemnisation en faveur d'un indemnisé du vendeur, et il peut faire exécuter une telle indemnisation en faveur de l'indemnisé du vendeur au nom de l'indemnisé du vendeur.

ARTICLE 10 GARANTIE

10.1 Garanties. KMI, selon un engagement et une obligation de 70,1 %, et KML, selon un engagement et une obligation de 29,9 %, garantissent solidairement (i) l'exécution, par le vendeur, des obligations du vendeur en vertu de la présente entente, et (ii) le paiement de tous les montants et l'acquittement des autres obligations dues ou à rendre à l'acheteur par un vendeur conformément à la présente entente, ainsi que toute obligation du vendeur d'indemniser l'acheteur et les indemnisés de l'acheteur en vertu de la présente entente.

ARTICLE 11 GÉNÉRALITÉS

11.1 Confidentialité des renseignements.

(1) Aux fins du présent article 11.1, les « **renseignements confidentiels** » d'une partie s'entendent à tout moment de tous les renseignements se rapportant à cette partie qui, à ce moment, sont de nature confidentielle (qu'ils soient ou non désignés expressément comme étant confidentiels), dont l'autre partie pertinente ou ses représentants savent ou devraient savoir qu'ils sont confidentiels et qui, de temps à autre, ont été ou sont révélés à l'autre partie pertinente ou un de ses représentants ou sont par ailleurs connus de ceux-ci en raison des affaires prévues dans la présente entente, comprenant ce qui suit :

- a) les documents commerciaux d'une partie;
- b) tous les livres et registres et tous les autres renseignements et documents à l'égard des entités ciblées, de l'entreprise et des actifs fournis par le vendeur et les entités ciblées à l'acheteur et ses représentants, y compris l'ensemble des notes, des analyses, des compilations, des études, des résumés et des autres documents préparés par l'acheteur et ses représentants en raison de livres et registres, de renseignements ou de documents;
- c) toutes les copies des documents et des données que conserve le vendeur conformément au paragraphe 7.2(2).

Nonobstant ce qui précède, les renseignements confidentiels ne comprennent pas les renseignements qui sont alors devenus généralement accessibles au public autrement qu'à la suite d'une divulgation par l'autre partie ou un de ses représentants, les renseignements qui étaient accessibles à l'autre partie ou ses représentants sur une base non confidentielle avant la date de la présente entente ou les renseignements qui deviennent accessibles à l'autre partie ou ses représentants, sur une base non confidentielle, par une personne (autre que la partie à laquelle les renseignements se rapportent ou un de ses représentants) qui, à la connaissance de l'autre partie ou ses représentants, n'est pas liée aux obligations de confidentialité à l'endroit de la partie à laquelle les renseignements se rapportent ou à qui il n'est pas par ailleurs interdit de transmettre les renseignements à l'autre partie ou représentants.

- (2) Chaque partie doit veiller (et faire en sorte que chacun de ses représentants en fasse autant) à traiter dans la plus grande confidentialité et à ne pas utiliser de quelque façon que ce soit, sauf tel qu'il est envisagé expressément dans la présente entente, tous les renseignements personnels des autres parties. Nonobstant ce qui précède, l'acheteur a le droit de divulguer des renseignements confidentiels à une personne (et ses représentants) qui est une véritable cessionnaire éventuelle de la totalité ou d'une partie des droits de l'acheteur dans la présente entente, pourvu que l'acheteur ait d'abord conclu une entente avec cette personne applicable prévoyant que cette personne devra prendre des mesures à l'égard de la confidentialité, de la non-divulgation et de la sécurité interne et de l'accès à l'information, selon ce qui est approprié pour s'assurer qu'aucun renseignement de la sorte ne sera divulgué par l'acheteur à une autre personne ou ne sera utilisé par l'acheteur à des fins autres que celles envisagées.
- (3) Sous réserve de l'article 11.2, le paragraphe 11.1(2) ne s'applique pas à la divulgation de renseignements confidentiels lorsqu'elle est exigée par la loi applicable. Dans ce cas, la Partie devant effectuer la divulgation (ou dont le représentant doit effectuer la divulgation) doit, dès qu'il est possible dans les circonstances, aviser les autres parties de l'exigence de divulgation, y compris la nature et l'étendue de la divulgation et la disposition de la loi applicable conformément à laquelle la divulgation est requise. Dans la mesure du possible, la partie qui doit effectuer la divulgation doit, avant de le faire, transmettre aux autres parties le texte de la divulgation. Dès réception de l'avis, les autres parties peuvent prendre toute mesure qui est raisonnable pour contester l'exigence, et la partie touchée doit se charger (ou charger le représentant applicable), aux frais des autres parties, d'aider celles-ci à prendre cette mesure raisonnable.
- (4) À la suite de la résiliation de la présente entente conformément aux clauses de l'article 4.3, chaque partie doit se charger (et charger chacun de ses représentants), promptement et à la demande d'une autre partie, de retourner à la partie qui en fait la demande toutes les copies de tout élément concret (sauf la présente entente), s'il y a lieu, qui consiste en des renseignements confidentiels de la partie qui fait la demande ou qui en comprend, sauf si la partie ainsi obligée de retourner les renseignements confidentiels ou ses représentants ont préparé des notes, des analyses, des compilations, des études ou des résumés renfermant ou concernant des renseignements confidentiels, en quel cas la partie peut, au lieu de retourner les notes, les analyses, les compilations, les études ou les

résumés, les détruire et en remettre un certificat à la partie qui fait la demande.

11.2 Annonces publiques. Si une partie ou sa filiale souhaite diffuser une communication écrite officielle ou un communiqué de presse à l'égard de la présente entente, la partie ou sa filiale doit, dans la mesure où il est raisonnablement pratique de le faire et sous réserve de ses autres obligations de divulgation en vertu de la loi applicable et des exigences de la bourse, consulter les autres parties avant de diffuser cette communication écrite officielle ou ce communiqué de presse, et les parties doivent déployer des efforts raisonnables pour s'entendre sur le texte. Rien dans le présent article 11.2 n'interdira à une partie de faire des commentaires publics à l'égard de la transaction.

11.3 Dépenses. Chaque partie doit payer toutes les dépenses (y compris les taxes imposées à ces dépenses) qu'elle engage pendant l'autorisation, la négociation, la préparation, la négociation, la préparation, l'exécution et la réalisation de la présente entente et des transactions, y compris tous les frais et honoraires de son conseiller juridique, de ses banquiers, des courtiers, de ses comptables ou d'autres représentants ou consultants, à l'exception près que les frais payés en vertu de la *Loi sur la concurrence* qui se rapportent à un avis des transactions préalable à une fusion et qui visent à obtenir un certificat de décision préalable à l'égard des transactions doivent être partagés en parts égales entre le vendeur et l'acheteur.

11.4 Aucun tiers bénéficiaire. Sauf dans la mesure où l'article 9.14 le prévoit, la présente entente est uniquement au profit des parties, et aucun tiers n'obtient d'avantage, de revendication ou de droit de tout genre conformément à la présente entente ou en vertu ou par l'intermédiaire de celle-ci.

11.5 Convention indivisible. KML et l'acheteur acceptent que l'accord de non-divulgence entre JML et le ministre des Finances agissant au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, datant du 29 mars 2018, est résilié à la date de la présente entente. La présente entente, conjointement avec l'ensemble des autres renseignements, lettres, ententes, certificats, engagements et instruments semblables à livrer dans le cadre des transactions ou à conclure tel qu'il est envisagé dans la présente entente et à livrer en même temps que la présente et dont l'acheteur accuse réception par écrit (les « **autres documents** ») constituent l'intégralité de l'entente entre les parties se rapportent à l'objet de la présente entente et des autres documents et ont préséance sur toutes les autres correspondances, ententes, négociations et discussions antérieures et tous les autres engagements antérieurs, par écrit ou à l'oral. Sauf disposition contraire expresse dans la présente entente ou dans les autres documents, aucune déclaration, garantie, condition ou autre entente ou admission, qu'elle soit directe ou accessoire, expresse ou sous-entendue, écrite ou orale, législative ou autre, ne fait partie de la présente entente ou des autres documents ou les touche.

11.6 Non-fusion. Sauf indication contraire expresse dans la présente entente, les covenants, les déclarations et les garanties établis dans la présente entente ne fusionnent pas, mais survivent plutôt à la suite de la clôture, et, nonobstant une telle clôture ou toute enquête réalisée par une partie ou en son nom, ils continuent d'être pleinement en vigueur. La clôture ne porte pas atteinte au droit qu'une partie peut faire valoir contre une autre à l'égard de tout redressement relativement à tout ce qui a été fait ou qu'on a omis de faire en vertu de la présente entente.

11.7 Rigueur dans les délais. Les délais prévus dans la présente entente doivent être respectés

avec rigueur.

11.8 Modification. La présente entente peut être complétée, modifiée, reformulée ou remplacée uniquement par voie d'accord écrit signé par chaque partie.

11.9 Renonciation aux droits. Toute renonciation aux exigences d'une clause de la présente entente, ou tout consentement à faire abstraction de ces exigences, n'entrent en vigueur que s'ils sont écrits et signés par la partie qui les accorde, et seulement dans le cas et à la fin en particulier auxquels ils ont été accordés. Aucun défaut par une partie d'exercer un droit en vertu de la présente entente, et aucun retard de l'exercice de ce droit, ne correspond à une renonciation à ce droit. Aucun exercice unique ou partiel d'un tel droit n'empêche tout autre exercice de ce droit ou l'exercice d'un autre droit.

11.10 Compétence. Les parties reconnaissent inconditionnellement et irrévocablement la compétence exclusive des cours de la province de l'Alberta en ce qui concerne tous les différends qui découlent de la présente entente, ou qui se produisent relativement à celle-ci, ou encore à l'égard de toute relation juridique qui y est associée ou qui en découle.

11.11 Loi applicable. La présente entente est régie, interprétée et appliquée en conformité avec les lois de la province de l'Alberta et celles du Canada qui sont applicables à cet égard.

11.12 Avis.

(1) Les avis, les réclamations et les autres communications (au présent article 11.12, un « **avis** ») qui doivent être donnés ou faits ou qu'il est permis de donner ou de faire en vertu de la présente entente doivent être sous forme écrite, et ils sont suffisamment donnés ou faits si :

- a) ils sont livrés en personne et confiés à un réceptionniste ou à un autre employé responsable de la partie pertinente à l'adresse applicable établie ci-dessous;
- b) ils sont envoyés par service de messagerie prépayé ou (sauf dans le cas d'une interruption réelle ou anticipée du service postal) par courriel;
- c) ou ils sont envoyés par télécopie, avec une confirmation de la transmission par l'équipement transmetteur (une « **transmission** »);

dans le cas d'un avis au vendeur, ils sont adressés à :

Kinder Morgan Cochin ULC
Bureau 2700, 300, av. 5th S.-O.
Calgary (AB) T2P 5J2
Aux soins de l'avocat général adjoint
Télécopieur : 403-514-6622

avec une copie à :

Blake, Cassels & Graydon LLP
Bureau 3500, 855, rue 2nd S.-O.
Calgary (AB) T2P 4J8
Aux soins de Mungo
Hardwicke-Brown
Télécopieur : 403-260-9700

Si le tout est destiné à KML :

Kinder Morgan Canada Limited
Bureau 2700, 300, av. 5th S.-O.
Calgary (AB) T2P 5J2
Aux soins de l'avocat général adjoint
Télécopieur : 403-514-6622

avec une copie à :

Blake, Cassels & Graydon LLP
Bureau 3500, 855, rue 2nd S.-O.
Calgary (AB) T2P 4J8
Aux soins de : Mungo
Hardwicke-Brown
Télécopieur : 403-260-9700

et dans le cas d'un avis à l'acheteur, adresser l'avis à :

Ministère des Finances Canada
Ottawa (ON) K1A 0G5

Aux soins de : Richard Botham
Télécopieur : 613-369-3618

avec une copie (ne constituant pas un avis) à :

Borden Ladner Gervais LLP
Centennial Place, tour Est,
1900, 520, av. 3rd S.-O.
Calgary (AB) Canada T2P 0R3
Aux soins de : Kent Howie
Télécopieur : 403-266-1395

- (2) Un avis envoyé conformément au présent article 11.12 est réputé avoir été reçu :
- a) s'il est livré avant ou pendant les heures d'ouverture normales à l'endroit où l'avis est reçu, à la date de livraison;
 - b) s'il est envoyé par courrier, le cinquième (5^e) jour ouvrable après l'envoi postal à l'endroit où l'avis est reçu, ou, dans le cas d'une interruption du service postal, le cinquième jour ouvrable après la cessation de cette interruption;
 - c) s'il est envoyé par télécopieur pendant les heures d'ouverture normales d'un jour ouvrable à l'endroit où la transmission est reçue, le même jour où il a été reçu par transmission, dès la production d'un rapport de transmission de la machine de laquelle la télécopie a été envoyée qui indique que celle-ci a été envoyée au complet au numéro de télécopieur pertinent du destinataire;
 - d) s'il est envoyé de toute autre manière, à la date de réception réelle;
- à l'exception que tout avis qui est livré en personne ou envoyé par transmission un jour non ouvrable ou après les heures normales d'ouvertures d'un jour ouvrable, dans tous les cas à l'endroit où l'avis est reçu, est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant à l'endroit où l'avis est reçu.

- (3) Une partie peut modifier son adresse pour les avis en en avisant les autres parties.

11.13 Cession. Le vendeur, KML et KMI ne peuvent céder ou transférer à une personne, que ce soit de manière absolue, en garantie ou d'une autre manière, la totalité ou une partie de leurs droits ou obligations en vertu de la présente entente. Avant la fin de la période de commercialisation, l'acheteur peut céder ou transférer la totalité ou une partie de ses droits ou obligations en vertu de la présente entente à une personne qui est (ou dont l'entité mère finale est) une résidente du Canada ou des États-Unis, et dont le bureau principal et le lieu d'affaires principal s'y trouvent, pourvu qu'une telle cession ne dispense pas l'acheteur de ses obligations en vertu de la présente entente. Après la fin de la période de commercialisation, l'acheteur peut céder ou transférer la totalité ou une partie de ses droits ou obligations en vertu de la présente entente à une personne qui est (ou dont l'entité mère finale est) une résidente du Canada ou des États-Unis, et dont le bureau principal et le lieu d'affaires principal s'y trouvent, pourvu que a) le vendeur, KMI et KML soient convaincus, en agissant raisonnablement, qu'une telle cession n'entraînera pas (i) un retard ou un report de la date à laquelle la réunion peut avoir lieu valablement afin d'obtenir l'approbation de la résolution de la transaction à une date ultérieure au 31 août 2018; ou (ii) un retard ou un obstacle important de la clôture, y compris à la suite de l'obtention d'approbations réglementaires ou d'autres tiers ou de l'imposition d'autres conditions à respecter à la suite d'une telle cessation proposée, et b) une telle cessation ne dispensera pas l'acheteur de ses obligations en vertu de la présente entente. Toute cessionnaire de l'acheteur déploiera des efforts commerciaux raisonnables afin de collaborer avec le vendeur en vue d'obtenir toutes les approbations réglementaires nécessaires qui sont envisagées à l'article 7.9.

Afin d'assurer l'entrée en vigueur valide d'une cessation permise par l'acheteur telle qu'elle est décrite ci-dessus, le cessionnaire proposé, le vendeur, KMI et KML doivent conclure une modification (ou une version modifiée et reformulée de cette modification) de cette entente avec, sauf convention contraire par le vendeur, KMI et KML, seuls les changements visant à tenir compte de l'identité et de la nature du cessionnaire (y compris en ce qui concerne les approbations réglementaires ou de tiers qui sont requises à la suite d'une telle cession).

11.14 Représentant désigné. Le représentant désigné de l'acheteur et du vendeur, dans chaque cas selon la divulgation faite dans la chambre des données, est réputé exercer tout le pouvoir et toute l'autorité pour représenter et lier la partie qui la nomme ainsi que pour être son seul point de contact dans le but de faciliter la communication et l'administration de la présente entente pendant la période provisoire, y compris afin de prendre des décisions et de résoudre des conflits, des ambiguïtés ou d'autres divergences découlant de la présente entente ou relativement à l'exécution du Plan de travail de 2018 du PATM, y compris l'approbation des documents produits, les paiements et le paiement préapprouvé des dépenses, des mesures et des plans de travail nécessitant un long délai dans le cadre du Plan de travail de 2018 du PATM. Chaque partie aura le droit de se fonder sur un avis, une exigence, une communication ou une mesure entrepris par un représentant désigné. Une partie peut changer son représentant de temps à autre en faisant parvenir un avis écrit à l'autre partie, et le représentant de chaque partie peut désigner un représentant substitut de temps à autre en faisant parvenir un avis écrit au représentant de l'autre partie.

11.15 Autres assurances. Chaque partie doit réaliser, exécuter ou livrer promptement, ou faire en sorte qu'on réalise, exécute ou livre promptement, les autres actes, documents et affaires qui se rapportent à la présente entente et qu'une autre partie peut avoir raisonnablement besoin dans le but de donner effet à la présente entente.

11.16 Divisibilité. Si, dans une administration, une clause de la présente entente ou son application à une partie ou une circonstance est restreinte, interdit ou non exécutoire, cette clause sera pour cette administration, sans effet seulement dans la mesure de cette restriction, interdiction ou impossibilité d'exécution, sans toucher la validité ou le caractère exécutoire de cette clause dans une autre administration, et, s'il y a lieu, sans toucher son application aux autres parties ou circonstances. Les parties doivent entreprendre des négociations de bonne foi afin de remplacer toute clause qui est ainsi restreinte, interdite ou non exécutoire par une clause non restreinte et exécutoire, dont l'effet économique serait le plus proche possible de celui de la clause restreinte, interdite ou non exécutoire qu'elle remplace.

11.17 Successeurs. La présente entente lie les parties et leurs successeurs et ayants droit respectifs, et elle bénéficie à ceux-ci.

11.18 Exemplaires. La présente entente peut être exécutée dans n'importe quel nombre d'exemplaires, dont chacun sera réputé être un original et dont tous les exemplaires, mis ensemble, constituent une seule entente. La livraison d'un exemplaire exécuté de la présente entente par télécopieur ou par transmission électronique sous forme lisible, y compris dans le format TIFF ou PDF, doit avoir le même effet que la livraison d'un exemplaire de la présente entente exécuté manuellement.

EN FOI DE QUOI les parties ont dûment exécuté la présente entente à la date ci-dessus en premier lieu écrite.

KINDER MORGAN COCHIN ULC

Par : (signé) « Dax A. Sanders »
Nom : Dax A. Sanders
Titre : Dirigeant principal des finances

**SA MAJESTÉ DU CHEF DU CANADA,
représentée par le ministre des Finances**

Par : (signé) « William F. Morneau »
Nom : William F. Morneau
Titre : Ministre des
Finances

**KINDER MORGAN CANADA
LIMITED**

Par : (signé) « Dax A. Sanders »
Nom : Dax A. Sanders
Titre : Dirigeant principal des finances

KINDER MORGAN, INC.

Par : (signé) « Dax A. Sanders »
Nom : Dax A. Sanders
Titre : Vice-président exécutif et
responsable des stratégies

ANNEXE 4.1(1)a)

KINDER MORGAN COCHIN ULC
BRING-DOWN CERTIFICATE (VENDEUR)

Dest. : Sa Majesté la Reine du Chef du Canada (« **acheteur** »)

Il est fait mention de l'entente d'achat d'actions et d'unités datant du 29 mai 2018 (la « **convention d'achat** ») entre Kinder Morgan Cochin ULC (« **vendeur** »), Kinder Morgan Canada Limited (« **KML** »), Kinder Morgan, Inc. (« **KMI** ») et l'acheteur. Sauf si une définition contraire se trouve aux présentes, tous les termes en majuscule du présent certificat ont le sens qui leur est donné dans la convention d'achat. Le présent certificat est livré conformément aux alinéas 4.1(1)a) et b) de la convention d'achat.

Je, _____, en ma qualité de _____ vendeur, certifie, au nom et pour le compte du vendeur et non à titre personnel, et sans responsabilité personnelle, ceci :

- a) toutes les déclarations et les garanties que le vendeur, KML et KMI ont faites dans la convention d'achat sont vraies et exactes en date du 29 mai 2018 et de la date de clôture (sauf dans la mesure où ces représentations et garanties se rapportent expressément à une date précisée, en quel cas elles doivent être vraies et exactes à cette date), sauf si les déclarations et les garanties ne sont pas vraies et exactes (sans tenir compte des réserves quant à l'importance, à un effet négatif déterminant ou à un élément semblable aux présentes), individuellement ou globalement, n'ayant pas d'effet négatif déterminant;
- b) le vendeur, KML et KMI ont respecté ou exécuté l'ensemble de leurs obligations, de leurs covenants et de leurs ententes respectifs aux termes de la convention d'achat qu'ils devaient respecter à la date de clôture ou avant celle-ci à tous égards importants.

[Le reste de cette page est intentionnellement laissé en blanc]

Daté du [●] jour de [●] 2018.

Par : _____

Nom :

Titre :

Kinder Morgan Cochin ULC

ANNEXE 4.2(1)a)

SA MAJESTÉ DU CHEF DU CANADA
BRING-DOWN CERTIFICATE (ACHETEUR)

DEST. : Kinder Morgan Cochin ULC (« **vendeur** »)

Il est fait mention de l'entente d'achat d'actions et d'unités datant du 29 mai 2018 (la « **convention d'achat** » entre le vendeur, Kinder Morgan Canada Limited (« **KML** »), Kinder Morgan, Inc. (« **KMI** ») et Sa Majesté la Reine du chef du Canada (« **acheteur** »). Sauf si une définition contraire se trouve aux présentes, tous les termes en majuscule du présent certificat ont le sens qui leur est donné dans la convention d'achat. Le présent certificat est livré conformément aux alinéas 4.2(1)a) et b) de la convention d'achat.

Je, _____, en ma qualité _____ d'acheteur, certifie, au nom et pour le compte de l'acheteur et non à titre personnel, et sans responsabilité personnelle, ceci :

- a) toutes les déclarations et les garanties de l'acheteur faites dans la convention doivent avoir été vraies et exactes à tous égards importants au 29 mai 2018 (sauf si ces déclarations et garanties peuvent être touchées par des événements ou des transactions expressément permises dans la convention d'achat ou découlant de celle-ci) et doivent être vraies et exactes à tous égards importants à la date de clôture, avec le même effet que si elles avaient été faites à la date de clôture et à partir de cette date;
- b) l'acheteur a respecté ou exécuté l'ensemble de ses obligations, de ses covenants et de ses ententes respectifs aux termes de la convention d'achat qu'il devait respecter à la date de clôture ou avant celle-ci à tous égards importants.

[Le reste de cette page est intentionnellement laissé en blanc]

Daté du [●] jour de [●] 2018.

Par : _____

Nom :

Titre :

**Sa Majesté du chef du Canada, représentée par
le ministre des Finances**

ANNEXE 6.2(3)
Capital social autorisé et émis des entités ciblées

Le tableau ci-dessous établit les actions ou unités (selon le cas) autorisées et émises de chaque entité ciblée, les noms des personnes figurant dans le registre des valeurs mobilières de l'entité ciblée en tant que détenteurs de certaines des actions ou unités, les noms des personnes qui sont les propriétaires effectifs de certaines des actions ou unités, ainsi que le nombre d'actions et d'unités, et leur catégorie, que détenait ou possédait, selon le cas, chaque personne.

Entité ciblée	Personnes dont le nom figurant dans le registre des valeurs mobilières en tant que détenteurs de certaines des actions ou unités	Personnes qui sont les propriétaires effectifs de certaines des actions ou unités	Nombre de participations / unités / actions émises	Nombre de certaines des actions ou unités autorisées	Conventions d'actionnaires, fiducies donnant droit de vote, accords de mise en commun et autres contrats, accords et conventions concernant le droit de vote afférent à certaines des actions ou des unités
TM Pipeline LP	Trans Mountain Pipeline ULC	Néant	Participation de 0,01 % dans la société de personnes	S.O.	Néant
	Kinder Morgan Cochin ULC	Néant	Participation de 99,99 % dans la société de personnes	S.O.	
KMCI	Kinder Morgan Cochin ULC	Néant	6 916 (ordinaires)	Illiminé	Néant
Puget LLC	Trans Mountain Pipeline L.P.	Néant	Membre (1 membre seulement)	1 membre	Néant

TM Pipeline ULC	Kinder Morgan Cochin ULC	Néant	1 (ordinaire)	Illimité	Néant
-----------------------	--------------------------------	-------	---------------	----------	-------